

INTERNATIONAL
TRANSNATIONAL
ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS
TRANSNATIONALES
INTERNATIONALES



The review of international
associations and meetings

1981 - N° 4

La revue des associations
et des réunions internationales

IDENTITÉ & REGIONS

DOSSIER CONGRES : DEAUVILLE

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS ...

(former title : INTERNATIONAL ASSOCIATIONS)

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES ...

(ancien titre : ASSOCIATIONS INTERNATIONALES)

This publication, produced by the UAI, appears this year in a modified form with six issues per year.

The purpose of the studies, surveys and information included in this periodical concerning the international and transnational networks of nongovernmental organizations is to promote understanding of the associative phenomenon in a human society which continues to grow and evolve heedless of the implications.

The programme of the review, in accordance with the principles of the UAI, is intended to clarify general awareness concerning the associative phenomenon within the framework of international relations and, in particular, to inform associations about aspects of the problems which they tend to share or which are of common interest to them.

The columns of this review are open both to officers of associations, researchers and specialists of associative questions. (The articles do not of course necessarily reflect the point of view of the publisher.

The review also contains supplements to the Yearbook of International Organizations and to the International Congress Calendar, both of which are published by the UAI.

Cette publication, éditée par l'UAI, se présente cette année à ses lecteurs sous la forme amendée d'une revue de période bimestrielle.

Son objet associatif d'études, d'enquêtes, d'informations, au service des réseaux internationaux et transnationaux d'organisations non gouvernementales, s'attache aux idées et aux faits d'un phénomène de société humaine en expansion continue et en évolution hâtée.

Son programme, conforme aux principes et aux méthodes de l'UAI, vise, en général, à éclairer les connaissances du grand public sur la vie associative dans la perspective des relations internationales et, en particulier, à informer les associations des divers aspects de leurs problèmes propres et d'intérêt commun.

Les colonnes de la revue sont ouvertes à la fois aux responsables d'associations, chercheurs, spécialistes des matières associatives, dont les articles n'expriment pas nécessairement le point de vue de l'éditeur.

La revue publie également les suppléments à l'Annuaire des Organisations Internationales et au Calendrier annuel des réunions internationales, deux autres publications de l'UAI.

UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS		Members :		UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES	
EXECUTIVE COUNCIL	COMITE DE DIRECTION	Members :		REPRESENTATIONS PERMANENTES DE L'UAI	
		F.W.G. BAKER (U.K.) Executive Secretary, International Council of Scientific Unions.		UAI REPRESENTATIVES	
Président :	Président :	Luis G. de SEVILLA (Mexique) President Doyen de l'Académie mexicaine de Droit		Andrew RICE	
FA CASADIO, Directeur, Société Italiana per		Johan GALTUNG (Norvège) Former Coordinator, Goals Processus and Indicators Project, United Nations University		UNESCO Vladimir HERCIK.	
Vice-Présidents :	Vice-Présidents :	Nikola A. KOVALSKY (URSS)		Paris Maryvonne STEPHAN.	
Mohamed AL RIFAAT (A.R.E.)		de l'URSS Marcel MERLE (France)		Genève : Charles-André SCHUSSELE.	
SK. SAXENA (India)		Jef RENS (Belgique)		Strasbourg: G Erwin RITTER.	
Treasurer General :	Treasurer General :	Andrew E RICE(U.S.A) Former Executive Secretary of the Society for International Development.			
Paul E HIERNAUX (Belgique) Président honoraire de la Conférence Permanente		Charles André SCHUSSELE (Suisse) Conseiller spécial du Secrétaire général de la Ligue des Sociétés de la Croix Rouge.			
Secrétaire Général :	Secretary-General :	Albert TEVOËDJURE, Directeur, Institut International d'Etudes Sociales, Secrétaire général de l'association mondiale de Prospective Sociale.			
Robert FENALUX (Belgique) Ambassadeur honoraire					



N° 4 - Août - Septembre 1981
Hr August - September 81

Redaction/Editorial
Robert FENAUUX
Georges Patrick SPEECKAERT
Geneviève DEVILLE
Anthony J.N. JUDGE
Ghislaine de CONINCK

Published by/Publié par :
Union of International Associations - UAI
(founded 1910)
Issn-0020-6059

Editorial and Administration :
Rue aux Laines 1, 1000 Brussels (Belgium) Tel (02) 511 8396.

Editeur responsable : R. Pénaux.
1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles (Belgique) Tel.(02) 511 8396.

Publicité/Advertising : Union of International Associations, 1 rue aux Laines, 1000 Brussels, Belgium. Tél. (02)5118396 - 512 54 42.

OU/OR
France : Roger Ranson, délégué-Directeur de publicité, 18 avenue du 19 janvier, 92380 Garches. Tel. 741 81 80.
Belgium: J.J. Wolff, Ave P. Hymans, 135, Bte 13, 1200 Brussels. Tél. 741 81 80.
U.K. : Maureen Wingham Média Representations Ltd, 317-319 Kentish Town Road, London N.W.5. Tel. 267 9447/0.

Subscription rate : BF 950, or equivalent per year (6 issues) + postage.
• Abonnement : PB 950, ou équivalent, par an (6 numéros) + Frais de port.

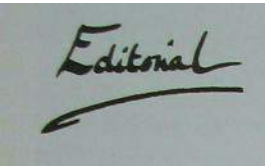
Method of payment :
Mode de paiement à utiliser :
Bruxelles: Compte-chèque postal n° 000-0034699-70 ou Compte n° 210-0451651 -71 à la Société Générale de Banque, 48 rue de Namur, 1000 Bruxelles.
London: Account n° 04552334, National Westminster Bank Ltd., 1 Princes Street
Genève : Compte courant n° 472.043.30 Q à l'Union des Banques Suisses.
Para : Par virement compte no 545150-42 au Crédit du Nord, Boulevard Haussmann, 6-8, Paris 75009.

Copyright 1981 UAI
Views expressed in the articles, whether signed or not, do not necessarily reflect those of the UAI.
LES opinions exprimées dans les articles, signée ou non, ne reflètent pas nécessairement les vues de l'UAI.

SOMMAIRE

CONTENTS

Editorial : Identité et régionalité, par Robert Fenaux	220
Les Droits et devoirs des associations OING, par S. Marcus-Helmons	221
A glance at the rights and obligations of associations, by S. Marcus-Helmons	222
La dimension mondiale des organisations non-gouvernementales, par V. Hercik	225
Commonwealth non-governmental organisations	229
Les OING et l'Amérique Latine :	
I. Buenos Aires 1972	231
II. Les relations entre les ONG et la Cepal	234
III. Normes des relations de coopération OEA-ONG	234
IV. La position de l'ALDEC, par M. Lozada	235
V. Development banking intensively engaged in search for new funding ALIDE	236
La paix par la culture :	
Le suprême message de Jaroslaw Iwaszkiewicz	239
Histoire de la SEC polonaise	240
La société européenne de Culture	242
La culture pour la paix	245
L'OCDE et les partenaires sociaux	246
La cybernétique au service de la communication internationale Une science cherche son identité à travers une association internationale, par G.R. Boulanger	248
In search of transformational pathways, by A.J.N. Judge	251
Conference documents, ground rules for administrative and working papers, by W. van der Bruggen	261
Bibliographie sur la théorie et pratique des congrès, par G. Fighiera	263
Dossier Deauville - Ville de Congrès	264
Echos de la Vie Associative - News on associative affaire	267
The Associate Members of UAI	271
Les membres Associés de l'UAI	272
Congressalia	273
IAPCO News: Relations between IHA and IAPCO	276
International Congress Calendar : 4th supplement - 4e supplement	277



IDENTITE ET REGIONALE

En ce temps de société changeante et d'univers mouvant, l'évolution du langage est aussi rapide que la marche des événements. Ainsi du concept d'*identité*, à l'origine rapport de deux choses semblables; actuellement, par extensions successives, désignation d'une entité individuelle ou collective. Au fil de la décolonisation politique, de l'affranchissement culturel, de la revendication économique et de la coopération au développement, la chose et le mot sont devenus une sorte d'exigence morale et sociale, de principe démocratique.

En ce sens, le terme d'*d'aliénation* a fait fortune, dans toute la mesure où il traduit précisément une aspiration à être soi-même, autonome, indépendant, armé et protégé contre les formes « étrangères » d'agression et d'exploitation.

De même, par une analogie naturelle, les groupes humains qui composent l'univers des réseaux associatifs manifestent leur entité et leur identité, en exigeant le respect de leur personne morale, mais ici en face du pouvoir souverain des Etats et de l'empire des forces économiques de profit.

Notre Forum de l'an dernier est parti de ce fondement d'identité. Toute la structure de ses travaux, une semaine durant, s'est bâtie sur les *droits et devoirs* de l'organisation non gouvernementale d'initiative privée et de but non lucratif. Pour aboutir, dans le consensus de ses conclusions et recommandations, d'une part à une affirmation du droit à l'*indépendance*, assurée par un ensemble de libertés associatives indivisibles et, d'autre part, à une acceptation du devoir de solidarité comprise, au siècle de l'interdépendance, au sens d'une communauté universelle d'intérêts, qui entraîne l'obligation morale non plus seulement de ne pas desservir autrui, mais encore de lui porter effectivement assistance.

C'est sur cette base que le rapport du professeur MARCUS-HELMONS, directeur du département des Droits de l'homme à l'Université de Louvain, a introduit le débat d'identité dans ses données juridi-

ques et sociologiques. L'importance du document, que nous avons déjà publié en version originale française, méritait la traduction anglaise de qualité qu'on trouvera infra. Un autre rapport fondamental du Forum, également autorisé par la compétence de son auteur Vladimir HERCIK dont la carrière s'est accomplie à l'UNESCO, situe le phénomène associatif dans sa dimension mondiale. Il nous a paru utile au propos du présent numéro - *identité* et *régionalité* - d'en publier la version française, après en avoir déjà donné l'an dernier la version anglaise. Les deux rapports nous aident à établir la corrélation entre le fait sociologique des associations OING et le fait géographique des régions.

Dans ses conclusions de pensée universaliste, qui s'adressent à tous les humains sans distinction, M. MARCUS-HELMONS marque en fait ses préférences pour l'*action régionale*, plus proche des peuples concernés, plus réaliste dans ses démarches, plus efficace dans ses résultats. Se plaçant particulièrement au point de vue des droits de l'homme, et des personnes morales même, son internationalisme le dispose en faveur des systèmes régionaux qui regroupent des Etats et des associations de même tradition historique, de niveau de développement voisin et unis par une série de points communs.

La conviction chaleureusement universelle de V. HERCIK le porte à créditer davantage le système des Nations-Unies de ses œuvres au service d'une humanité désormais interdépendante, quelles que soient ses erreurs et ses faiblesses, et à considérer « l'essor remarquable des ONG de caractère régional » comme un bienfait complémentaire de l'associationnisme mondial.

Le Forum a concilié les deux points de vue, notamment en invitant le Système universel à revoir ses procédures de coopération avec les OING et en priant une organisation régionale de poursuivre l'étude d'un Statut juridique international des associations.

Enfin, la tâche a été donnée à l'UAI de publier des renseignements sur les pro-

cédures et les méthodes de consultation et les arrangements de coopération existant entre les OING d'une part et, de l'autre, l'Organisation des Etats Américains et l'Organisation de l'Unité Africaine.

Le présent numéro de la Revue introduit les premiers éléments d'un dossier sur l'Amérique latine, un dossier *ouvert*, qui sera complète à mesure que nous parviendront des informations sollicitées et promises.

On trouvera par ailleurs un tableau des activités des ONG relevant du Commonwealth. Puis une note sur les relations de consultation de l'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement, avec les réseaux associatifs qui représentent les partenaires sociaux. Enfin un recueil d'informations sur les activités du Centre polonais de la Société Européenne de Culture - Polski SEC - association régionale qui jette une passerelle de compréhension d'une rive de l'Europe à l'autre: un beau cas d'organisation de personnes, à proprement parler *transnationale*, - tout comme l'Association de Cybernétique que nous présente plus loin son président le professeur Georges R. Boulanger.

La disparité de ces relations internationales et transnationales « régionales » nous a suggéré un néologisme de facture classique en tirant notre propos : *identité* et *régionalité*.

C'est que la géographie humaine imprime aux « régions » des contours extrêmement variables, en lignes, en volumes et en valeurs, qui ne permettent pas de se borner à l'espace physique des différentes parties du monde, cependant que le seul mot existant de régionalisme a une toute autre signification de décentralisation intranationale.

Il y a des communautés politiques et économiques qui sont des régions instituées en organisations intergouvernementales et non gouvernementales, comme dans les deux Europe, des alliances « régionales » de sécurité et de système du type de

l'OTAN ou du Pacte de Varsovie; des organisations de coopération entre pays et organismes développés comme l'OCDE, ou sous-développés comme les non-alignés. Il y a des communautés Culturelles qui sont des régions de l'esprit, animées par de nombreux réseaux associatifs, telles les ONG vouées à la sauvegarde de la langue française ou encore les ONG du Commonwealth. Il y a des régions qui sont de même famille historique, ethnique et culturelle comme l'Amérique dite latine avec son fond d'« Amérindiens » et ses composantes hispano et luso-améri-

A plus grande échelle, il est des régions *continentales* dont les solidarités sont plus subtiles, comme celles des pays et des organisations relevant de l'ensemble des

Etats Américains (OEA) ou des Etats Africains (UEA). Ou encore des régions à la fois politiques et culturelles qui chevauchent plusieurs continents, comme la « nation » arabe, associée au monde musulman

Sans compter les associations de personnes, authentiquement transnationales. C'est en ce sens complexe et multiple de la régionalité que VALERY, jetant ses « regards » sur le monde moderne de son époque, écrivait en 1931 : «S'il (le monde) doit atteindre un certain équilibre politique, culturel et économique, il faut regarder comme probable que les diverses régions du globe, au lieu de s'opposer par leurs différents ordres, se complètent par elles ». A court terme, la guerre totale parut infliger un irrémissible démenti au

poète de la Jeune Parque, l'un des esprits encyclopédiques les plus pénétrants du siècle. Mais l'ère maintenant venue des techniques d'anéantissement et d'information fulgurante qui éveillent une conscience de solidarité vitale, la probabilité d'un déterminisme de coopération générale pourrait bien avoir raison d'un fatalisme contraire. Et suivant cette hypothèse optimiste, qui n'a d'alternative que la désespérance en face de l'avenir, le concert des entités associatives, en quelque endroit qu'elles se trouvent, pourrait conférer au phénomène de la régionalité une valeur et une force d'équilibre qu'un autre poète de vision contemporaine. Victor HUGO, a défini ... la loi suprême et mystérieuse du Grand Tout ».

Robert FENAU.

LES DROITS ET DEVOIRS DES ASSOCIATIONS (OING)

Conclusion du rapport MARCUS-HELMONS *

Nous avons fait état de notre conviction - étayée par plusieurs arguments - relative à la nécessité de reconnaître des droits et des devoirs aux associations d'individus, prises dans le sens le plus large.

A une époque où la matière des droits de l'homme revêt l'importance qu'on lui connaît, où cette question est sortie du domaine réservé, cher aux Etats souverains, pour entrer - comme certains l'estiment-dans le domaine du « juscogens », il nous paraît impensable de dissocier les associations de la personne elle-même. Si l'être humain se voit enfin conférer une valeur transcendante, il ne serait pas logique d'en écarter complètement les personnes morales et autres groupements, qui ne sont que le prolongement de l'individu.

Cela suppose que l'on reconnaisse également certains droits aux collectivités. En disant « droits », on sous-entend naturellement aussi des « devoirs ».

Pour arriver à cette conclusion, nous nous sommes notamment basé sur le critère de l'efficacité. C'est pour lui permettre de mieux réaliser ses objectifs que l'association reçoit ce statut privilégié.

Cette « efficacité » doit évidemment se concevoir sur tous les plans. Être efficace sur le plan interne signifie se doter d'une structure adéquate, sans tomber dans une bureaucratie dévorante Cela impli-

que aussi que l'organisation puisse concourir à l'épanouissement de la personne et non point à son asservissement. Comment veiller à cela dans un monde de plus en plus complexe ?

C'est un des défis que les associations et leurs dirigeants doivent relever. A une époque de technologie croissante, il s'agit de libérer l'homme, non de la conditionner toujours davantage. N'oublions pas, un effet, que les associations et personnes morales tirent leur « légitimité » de leur contribution à l'épanouissement de l'homme. Toute déviation de ce but, tout abus de pouvoir de leur part est nécessairement sanctionné par la perte de leur statut spécial.

Par ailleurs, il convient aussi de se préoccuper de l'efficacité sur le plan extérieur. Et ceci pose la question de la « taille idéale - d'une collectivité ou d'une association.

Comment une association peut-elle accomplir sa mission au mieux de ses possibilités ? Les associations se multiplient et parfois empiètent sur le domaine des autres. Pour éviter ce résultat et pour acquérir une puissance plus grande, une force centripète s'est dégagée : les entités se regroupent sans nécessairement s'inquiéter de l'échelle optimale. Faut-il la situer au niveau local, ou sur le plan national ? Au niveau transnational ou sur le plan universel ?

La réponse varie naturellement de cas en cas. Mais il importe de ne pas oublier qu'une association trop vaste devient une entité abstraite, de plus en plus éloignée des individus qui la composent.

En matière de protection internationale des droits de l'homme, un système universel nous paraît avoir moins de chances d'être efficace qu'un système régional regroupant une série d'Etats qui ont une même tradition historique, un niveau de développement voisin et dès lors, une série de points communs(1). De même pour les associations si l'on ne veut pas <> diluer les objectifs », si l'on veut pouvoir entreprendre une action efficace capable de mieux épanouir les individus qui en sont membres, il y a lieu de rechercher l'échelle de grandeur qui traduise au mieux cette communauté d'intérêts.

Enfin, une association se doit d'être indépendante et objective dans la réalisation de ses buts. Cette indépendance s'entend à l'égard de toute influence et pression de l'Etat ou d'un groupement d'Etats, mais aussi à l'égard de certaines tendances particulières intérieures ou extérieures qui ne correspondent pas aux objectifs ou à la volonté de la majorité des membres.

nale des droits de l'homme - dans Revue generale belge, juin 1968.
* Le texte Intégral du rapport a été publié en française dans « Associations Internationales » - 1980 n°11. On le trouvera plus loin dans sa traduction anglaise.

A GLANCE AT THE RIGHTS AND OBLIGATIONS OF ASSOCIATIONS

by S. Marcus-Helmons*

Introduction

The need to associate with other individuals is anchored deep in the very nature of man. Since the dawn of humanity, man has been aware of his social instinct : although the family nucleus forms the basis of society, the associative tendencies of the human being soon became manifest in a multitude of community and collective undertakings of every shape and size.

It is therefore quite normal that, in an age when living conditions have become increasingly complex, the associative impulse has followed the same evolutionary trend, which leads us to raise certain questions in this regard. That the associative phenomenon is universally apparent is an unquestionable fact ! That it is indissolubly bound up with the development of the individual may not be quite so evident.

Unable to fulfil all his aspirations by himself, the individual is obliged to seek the collaboration of his fellow-men. These collective activities, which enable him to achieve full self-realisation, are therefore a logical extension of the human personality. Consequently, it would be unthinkable to acknowledge and uphold the dignity of the human being without, at the same time, recognising the social realities which are its outward manifestation or, at the very least, the indispensable means enabling him to achieve certain finalities.

Within the various types of society, we find a *de facto* if not a *de jure* recognition of specific collectivities such as the family, the tribe, the nation, or even - in our own 20th century society - the « artificial person » or corporate entity, and the international organisation. According to the western concept, in effect, it became necessary at one point in our development to establish the separate legal status of certain national entities, failing which they in turn would be too closely linked to the fate of their individual members and unable to accomplish their aims.

Reality or fiction ? The mere acknowledgement of « artificial person » out of thin air ?(1) The old theories and doctrinal quarrels seem today to have been extinguished in the internal laws of our States. Even on the plane of international law, where the problem reared its head again a few years ago, there was a similar response. Indeed, whereas initially the States alone were subject to the law of

nations, the emergence and proliferation of international organisations soon raised the Question of their status in international law.

For some of those organisations, the fulfilment of their mission would be impossible unless they were given a definite legal status in international law. That was the conclusion reached by the International Court of Justice when it recognised - within the limits necessary for the accomplishment of its task - the legal status of the United Nations Organisation in terms of the law of nations.(2) The same reasoning may, at the present time, be extended to many other international organisations even though, in some cases, their legal status in terms of the domestic laws of member States is sufficient.(3) Our purpose here is not to elaborate a synthesis of the legal status of international organisations in terms of the law of nations(4), but to show that the question of principle has been satisfactorily settled as far as they are concerned. To enable them to achieve their fixed objectives, international jurisprudence and doctrine alike - and even, in some cases, the States themselves in the foundation charter(5) - have admitted that the organisations should be entitled to legal status, either in terms of domestic law or in international law.

It is obvious that an organisation or an association can function quite well without any status in law.(6) Even so, in most cases this situation can carry some serious disadvantages. We underlined this earlier on with regard to artificial persons in private law, and it is still true with regard to the transnational associations and the international organisations. If one entity or another wishes to define its own personality as distinct from that of its individual members; if it wishes to pursue certain objectives and achieve real efficacy, it can only do so by directly assuming its own rights and obligations, or in other words by becoming an « artificial person » with full legal status.

The conditions under which such legal personality may be acknowledged, and the limits imposed thereon, must naturally be defined.

As far as we are concerned, the essential point is that any recognition of the rights of the individual necessarily implies the right of association. The latter in turn would be void of meaning if it were to re-

main a theoretical right and if its logical outcome did not automatically benefit from the same acknowledgement. The association may simply be a *de facto* arrangement, or it may take form of an « artificial person » with full legal status - which, in many cases, is to be preferred.

The rights of Associations

If an association, in the widest sense of that term, is the unavoidable extension of individual people, it is quite logical that certain rights should be acknowledged in respect of the association as well.

The first of these, to our mind, is of course the right to have its legal personality recognised everywhere.(7) Naturally, as we pointed out in the Introduction, not every association really requires a legal status in order to accomplish its aims. The fact remains that, for a great many of them, such status is very useful indeed. Consequently we believe that, within the limits laid down by law, there does indeed exist a right to legal status, open to any associations or entities that want it.

On the plane of domestic law, as a general rule it is the law which defines the conditions for granting legal status and the range and extent of the rights which may be thus conferred.

An association may be commercial in character or, on the contrary, it may be a non-profitmaking body. In Belgium, commercial associations are governed by the provisions of the Commercial Code. Book I, Heading IX, which furthermore covers partnerships and temporary associations.(8, 9) As for non-profitmaking associations, their status is governed by a law passed on 27 June 1921 which grants civil status to those associations, and also to public utilities and State-approved corporations.

The various articles contain a detailed list of the rights of which an association may avail itself in terms of domestic law and, more generally, the action it may undertake.

In international law, the question does not arise in exactly the same way. It was noted above that the States are the principal subjects of the law of nations, but that owing to the way in which circumstances have evolved, some international organisations of the intergovernmental type may

* Professor at the Faculty of law, Catholic University of Louvain. Director of the Department of Human Rights.

also benefit from this status. For this category of subjects, international law specifies when such legal status exists, and to what extent.

Not included under this heading, of course, are artificial persons or associations in private law, even when they take on a transnational aspect.⁽¹⁰⁾ Insofar as they are concerned, their right to be granted legal status only exists on the plane of domestic law : either they may claim legal status on the territory of all the States to which the national associations comprising its membership belong, or else they may enjoy a legal status only in that country where their head office is located. At the very most one might even consider that, in the case of transnational associations, only local associations should benefit from legal status and that the so-called international association is merely the place where the activities of national sections are coordinated, without any specific forms of competence at international level.

We shall not tackle the special question of the legal status and nationality of artificial persons set up for commercial purposes. Domestic law in each country respectively will rule on their problems of legal status and nationality.⁽¹⁾

On the other hand, even on the plane of international law, there is another interesting point which should be clarified. Several international treaties⁽¹²⁾ have sanctioned an increased respect for fundamental human rights and have, in some cases, developed an effective legal system to safeguard them.

To what extent can an artificial person or an association benefit therefrom ?⁽¹³⁾

As an example, take the Convention to safeguard Human Rights and Fundamental Liberties, signed in Rome on 4 November 1950. This treaty makes several references to groups of people, and even to artificial persons; these will be found in Articles 17 and 25 of the Convention and in Article 1 of the First Additional Protocol. Indeed, one might even add Article 11 of the Convention to the above, because it would be rather absurd to think that this treaty has sanctioned the right of association without implicitly acknowledging that the entities stemming from the exercise of that right of association are also entitled to a series of rights.

The European Convention, therefore, acknowledges certain rights with respect to artificial persons and associations in general. This observation, moreover, is widely confirmed by doctrine.⁽¹⁴⁾ One may then ask what rights the associations would benefit from. To claim, as some people have done, that the associations and artificial persons may enjoy the entire range of human rights *mutatis mutandis*, seems to us to

be an unrealistic attitude. In our opinion, only those rights which are compatible with the particular nature of the artificial person should be acknowledged in its regard : the right of ownership, for example; the inviolability of the home and the right to privacy may apply to the head office and to its files and records; the right of access to courts and tribunals and the right to a fair trial by an impartial jurisdiction are legal rights which are also valid in the case of artificial persons; and so on.⁽¹⁵⁾

These fundamental rights are essential to the association or the artificial person in achieving its objectives. Under this heading, to deny the granting of some of these human rights to a legally established entity is tantamount to denying several of the fundamental liberties of the individual persons who established that entity and who are members of it.

This concept is fully accepted in international jurisprudence.⁽¹⁶⁾ There were at first a number of petitions laid by associations or artificial persons before the European Commission on Human Rights.⁽¹⁷⁾ Finally, several cases were referred to the European Court of Human Rights itself, on the subject of the rights and entitlements of certain entities.

In its ruling on certain aspects of the language regime used in Belgian schools⁽¹⁸⁾ the Court pronounced on the cogency of several combined appeals submitted by categories of inhabitants. The question here was not yet one of acknowledging the rights of distinct entities, but of recognising a certain grouping of interests. This was a first step in the direction of our own argument. Subsequently it came up again on two occasions in trade-union matters : concerning the case of the national trade-union set up by the Belgian Police Force, the Court saw no violation of the European Convention on Human Rights to the detriment of the said Union, but at no time did it cast any doubt upon the right of that association to avail itself of certain liberties sanctioned by the Convention.⁽¹⁹⁾ A strictly identical reasoning may be applied to the case of the Swedish Engine-Drivers' Union.⁽²⁰⁾ The most striking illustration of our theory is undoubtedly to be found in the case of the « Sunday Times » : on this occasion the European Court of Human Rights condemned the United Kingdom because there had been a violation of Article 10 concerning freedom of expression, to the detriment of an artificial person - in this particular instance, a British newspaper.⁽²¹⁾

In fact, what we claimed to assert - and what we hope to have managed to establish in a somewhat sketchy fashion - may be summed up in a few words. Associations, in their most general configuration, are extensions of the individual. They contribute to the development of the individual.

al. As such, it seems unthinkable to sanction the dignity of the individual without implicitly acknowledging certain rights in respect of the associations themselves. Quite naturally, these rights will be defined in the domestic laws of most countries. From a wider viewpoint, it may nevertheless be considered that those rights include, firstly, the right to a legal status itself and, going on from there, several of the fundamental liberties currently acknowledged in respect of the individual by specific international treaties.

The obligations incumbent upon associations

A chapter of obligations is indissolubly wedded to that of rights. They are two sides of the same coin. One cannot claim to enjoy certain rights if, at the same time, one refuses to assume any obligations. The quality of a subject under law necessarily covers both these aspects, and several constitutions of recent date have underlined the unavoidable relationship between the positive and the negative chapters.⁽²²⁾

This comment, of course, also applies to associations and artificial persons.

The obligations incumbent upon the associations must be regarded from a dual standpoint : towards their internal membership, and towards the outside world. It is obvious that while the association and the artificial person represent a positive force which is necessary for the full self-realisation of the individual, they can also become a danger to the individual should their powers be diverted from their original purpose.

Let us take two examples which are diametrically opposed to one another : the multinational corporations and the great trade-unions. There were good reasons why, in recent years, the multinationals have been closely studied by specialised working parties, not only in the United Nations Organisation but in other international bodies, as for instance the Council of Europe. These giant corporations with their manifold transnational ramifications sometimes wield greater powers than those of some of the smaller States. Their financial policies may have a direct influence on currency fluctuations and the general economic situation. The same applies to the great trade-unions which, in some cases, are states within the State.

When their respective operations are scrutinised in the light of the rules in force in the western democracies, one realises the full extent of the secrecy shrouding their deliberations, their internal promotions, influential actions and decision-making procedures. Without attempting to formulate any value judgments, it is possible to assert without fear of contradiction or error that they are subject to none of

the checks and balances applicable in parliamentary democracies. The multinationals and the unions certainly contribute in their different ways to the development of society at large. But if one of those associations should one day deviate from this paramount objective, what guarantees do we have that would shield us from an abuse of power ? This leads us to ask the first question under this heading : to what extent do these associations and artificial persons, in their own internal affairs, respect the fundamental rights they are so quick to claim for themselves ?

It is a matter of common knowledge that some associations do exist in which freedom of expression, freedom of opinion, the principle of non-discrimination, or other essential rights, are largely a matter of theory rather than practice. To begin with, it must not be forgotten that while the right of association is important, the right not to join an organisation, a trade-union or any other group is equally important.(23) At the very most, it may be argued that every fundamental right also implies its opposite: the right of association carries that of not associating; freedom of expression includes that of not being obliged to state one's thoughts and beliefs in public; the right to belong to a family also includes that of opting out of a family.(24) and so forth.

How many associations, communities or artificial persons may truthfully claim to respect these fundamental rights in their own internal operations ?

Alongside this aspect of the problem, there is that of the association's conduct towards the outside world. Here again, there are visible limits. An association naturally strives to achieve its objectives.

Even supposing that the latter are, by definition, valid and legal ones, the fact remains that the means used to achieve them must also respond to certain criteria.

As any group of people is a hundred times more powerful than its individual members, vigilance is needed to ensure that this entity is not diverted from its finality; that there shall be no abuse of power nor any infringement of the rights of other communities, or those of persons who are not members of the association. « Whoever holds power tends to abuse it », as the ancients said. This aphorism could also be applied to associations and artificial persons. In their own sphere of action, the latter therefore have an obligation to obey certain rules, and especially to respect the principal rights of man enshrined in national or international laws. (25)

In other words, are the international treaties which protect human rights applicable to associations and artificial persons? That, basically, is the German « Drittwirkung » theory.

International conventions are signed by States and, in principle, are only binding upon those States !

Let us once again take the European Convention on Human Rights as an example. Although it refers only to States and although one of the conditions governing the receivability of an individual complaint by the Commission explicitly states that the complainant must claim to be « the victim of a violation by one of the High Contracting Parties »(26), the majority of jurisprudence has always considered that the Convention effectively placed obligations upon individuals as well, and hence on groups and associations.(27) This response is not only in line with the logic of the system, but may also be deduced from the wording of Article 17 of the Convention which imposes respect of the Convention and its principles upon States, groups and individuals. The Convention therefore produces an effect erga omnes, and if this is not achieved at the level of the international machinery, it is nevertheless deployed at national level in all States for which the Convention lays down rules that are directly applicable in domestic law.

It seems clear to us, therefore, that the associations have been saddled with a series of obligations and, in particular, that they must respect the international treaties safeguarding human rights.

Conclusion

We have stated our conviction, backed by numerous arguments, regarding the need to acknowledge rights and obligations in respect of associations of individuals, this term being taken in its widest sense.

At a time when the matter of human rights is assuming the importance of which we are all aware, and when this question has gone far beyond the « private domain » beloved of sovereign States and has penetrated, as some believe, right into the domain of jus cogens, it seems to us unthinkable that the associations should be dissociated from the individual person. While the human being has at last managed to secure recognition of his transcendent worth, it would be illogical to rule out artificial persons and other groups which are simply extensions of the individual.

This presupposes that certain rights should also be acknowledged in respect of collectivities. When one says « rights », one naturally implies « obligations » as well.

In reaching this conclusion, we based our reasoning particularly on the criterion of efficacy. It is precisely so as to enable the association to achieve its objectives that a privileged status has been granted to it.

Such « efficacy » must, of course, involve every level of activity. To be effective on the internal plane means setting up an ap-

propriate structure without lapsing into an all-devouring bureaucracy, it also means that the organisation is able to contribute to the development of the individual, not to his enslavement. How can this be ensured in an increasingly complex world ?

That is one of the challenges which the associations and their leaders will have to take up. In an age of growing technology, the point at issue is to liberate man, not to subject him to an endless process of conditioning. Indeed, it should not be forgotten that the associations and artificial persons derive their « legitimacy » from their contribution to the full self-realisation of Man. Any deviation from this target, any abuse of power or privilege on their part, must necessarily be penalised by the loss of their special status.

Some thought should also be given to their efficacy on the external plane, and this raises the question of the « ideal size » of a collectivity or an association.

How can an association accomplish its task to the full extent of its potential ? Associations are proliferating, and they sometimes encroach upon one another's province. To avoid this, and to acquire even greater power, a centripetal force comes into play : the entities regroup without necessarily having regard to the optimum scale of magnitude. Should this be set at local level, or national level ? On the transnational plane, or even worldwide ?

The answer will naturally vary from one case to another. But is important not to forget that an association which is too vast will become an abstract entity, ever more remote from the individual people forming its membership.

Under the heading of international protection for the rights of man, a universal system would appear to have less chance of being effective than a regional System comprising a series of States which share the same historical tradition, a corresponding level of development and, consequently, a whole range of points in common.(28) The same goes for associations if it is wished to avoid « diluting their aims » and if it is wished to undertake effective action capable of promoting the development and self-realisation of the individuals who are members of them. It is therefore desirable to look for a scale of size best fitted to reflect that community of interests.

Finally, an association has a duty to be independent and objective in the achievement of its aims. Its independence must withstand all influences and pressure from the State or a group of States, but it must also withstand certain particular tendencies, both internal and external, which do not correspond to the objectives, intentions or wishes of the majority of its members.

(Ret see page 228)

LA DIMENSION MONDIALE DES ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES

par Vladimir Hercik

1. Le défi du monde contemporain

1.1. C'est aux organisations internationales non-gouvernementales (OING) que l'histoire doit principalement l'affirmation et le début de l'application du concept de la solidarité internationale. Ce sont les OING, dont le premier essor date de la fin du 19^e et du début du 20^e siècles qui, face aux nationalismes étatiques, ont incarné une idéologie internationaliste proclamant que la coopération et la solidarité humaines ne connaissent pas de frontières. Il est vrai que, malgré leur vocation à universalité, les OING de cette époque recrutaient leurs membres essentiellement dans les pays appartenant à la civilisation occidentale, qui jouissait alors d'une suprématie mondiale dans presque tous les domaines. Notons cependant qu'en 1920, le nombre de pays dans lesquels plusieurs OING comptaient leurs membres était supérieur à celui dont pouvait se prévaloir la principale organisation intergouvernementale de l'époque - la Société des Nations.

1.2. Au début des années 1980, le message universaliste des OING assure une actualité et une urgence accrues. Plus que par le passé, l'évolution économique et sociale du monde des dernières décennies a mis en lumière l'interdépendance des peuples. Les spécialistes sont unanimes à prouver que les importants problèmes de l'humanité, tels que le sous-développement, la faim, la protection de la santé et de l'environnement, l'approvisionnement en eau, énergie, en matières premières, se posent à l'échelle mondiale et ne pourront être résolus qu'à cette échelle.

Grâce aux moyens d'informations des masses, ces constatations touchent - ne serait-ce que superficiellement - la conscience du grand public. Cette conscience semble être affectée, plus immédiatement que dans le passé, par des nouvelles de catastrophes naturelles et humaines qui frappent les populations dans les diverses parties du globe et qui suscitent fréquemment des mouvements de solidarité internationale. La diffusion rapide des informations sur les violations des droits de l'homme

dans les pays les plus divers conduit également aux manifestations d'une solidarité à l'échelle internationale, soit au sein des OING, soit dans le cadre des groupements ad-hoc.

1.3. L'évolution et le climat du monde contemporain illustrent donc d'une manière particulièrement concrète - et dramatique - l'interdépendance des peuples et la nécessité d'une solidarité mondiale - solidarité dont les OING se faisaient les pionniers d'une manière peut-être quelque peu platonique - il y a presque cent ans. Si les impératifs de cette solidarité sont aujourd'hui d'une urgence exceptionnelle, les conditions de sa mise en œuvre appellent des efforts et des mesures non moins exceptionnels.

Le phénomène capital pour l'avenir de la Communauté mondiale est l'entrée massive dans cette communauté des pays en voie de développement. Ce phénomène doit aussi affecter nécessairement les structures, les activités et le profil des OING.

2. Contribution des organisations du système des Nations-Unies à l'aménagement de la communauté mondiale

2.1. La reconnaissance croissante de l'interdépendance des peuples devrait inciter les Gouvernements à subordonner leurs intérêts étroits et à court terme aux intérêts plus larges de la communauté internationale. Malheureusement, l'action des Gouvernements dans ce sens est rare et généralement trop timide. En revanche, il est juste de constater que l'action des organisations du système des Nations-Unies, quels que soient ses faiblesses et ses échecs, a apporté une contribution majeure au développement de la solidarité mondiale des peuples, compte tenu des problèmes importants qui se sont posés à l'humanité au cours des dernières 30 années.

2.2. Les caractéristiques ci-après relatives aux aspects typiques de la structure et des activités du système des N.U. sont destinées à justifier cette appréciation globale :

- a) les organisations des N.U. non seulement comptent comme leurs membres pratiquement la totalité des pays indépendants, mais elles font aussi un effort délibéré d'associer tous ces membres à leurs programmes et de leur assurer une représentation équitable au sein des différents organes, y compris leurs secrétariats internationaux.
- b) le système des N.U. évolue et s'adapte aux nouveaux besoins mondiaux en créant des organes spécialisés (par exemple Programme pour le Développement) ou des institutions nouvelles (par exemple UNIDO, CNUCED. Environnement).
- c) le Conseil Economique et social (ECOSOC) veille à la coordination des politiques des Institutions spécialisées et d'autres organisations assurent une coordination des problèmes administratifs de toutes les institutions des N.U.
- d) des conférences intergouvernementales à participation universelle et bénéficiant d'une solide préparation technique sont convoquées sous les auspices des N.U. pour traiter des problèmes prioritaires intéressant la Communauté mondiale, tels que Réforme agraire et développement rural; Décennie pour le développement, science et technologie; Décennie pour la femme. En outre, un grand nombre de conférences et de réunions techniques sont organisées par les Institutions spécialisées sur les sujets de leur compétence: santé, travail, éducation, culture, etc.
- e) les pays les plus défavorisés font l'objet d'une attention particulière au sein des organisations des N.U. et des programmes d'assistance à ces pays ont été élaborés à la suite des enquêtes et des consultations.
- f) des « Années internationales » organisées sous les auspices des N.U. donnent lieu, au sein des Etats membres, à des activités multiples et stimulent une coopération internationale sur des problèmes importants tels que Edit-

cation. Egalité de chances pour les femmes. Enfance, etc...

g) Action normative des organisations de l'ONU, conduisant à l'adoption de conventions et des recommandations internationales dont les normes tendent à moderniser les systèmes de droits nationaux et les ouvrent aux valeurs nouvelles telle que la promotion des droits de l'homme, de la compréhension et de la coopération internationale; de la lutte contre la discrimination;

h) les études, de caractère international, d'une vaste gamme de questions relevant de la compétence des organismes spécialisées des N.U. - études ayant donné lieu à des publications d'intérêt technique et politique international. Elles stimulent la réflexion et la recherche des spécialistes de nombreux pays.

i) un système de consultation et de coopération établi entre les institutions des N.U. et les OING qui, sans être parfait, permet à l'opinion et à l'expérience des milieux non-gouvernementaux d'enrichir et d'influencer les travaux de l'ONU et de ses institutions spécialisées.

j) l'adoption par l'Assemblée des N.U. en 1974 de la Déclaration et d'un Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international constitue une approche globale destinée à transformer les structures économiques du monde actuel en vue de créer des bases matérielles pour une solidarité effective entre les peuples dans le domaine social et culturel.

2.3. Par ses structures, ses programmes et son évolution, le système des Organisations des Nations-Unies représente une entreprise exemplaire au service de la Communauté mondiale en voie de formation. Ce système est exemplaire: par l'universalité de sa composition; par le souci d'une équitable représentation de ses membres dans les organes directeurs et leur participation aux programmes; par son attention aux problèmes des pays en développement et des pays les moins favorisés; par son souci de répondre aux besoins nouveaux; par ses efforts en vue de renforcer la solidarité intellectuelle et morale des Etats membres.

3. Développement mondial des organisations internationales non-gouvernementales

3.1 Du point de vue quantitatif, la dimension mondiale des OING a fait des

progrès notables au cours des vingt dernières années. Selon l'Annuaire des organisations internationales (Bruxelles, 1978), les augmentations approximatives en matière d'affiliations des éléments nationaux aux OING dans les divers continents entre 1960 et 1977 sont les suivantes:

- Afrique: 310%
- Asie et Océanie: 130%
- Amérique latine: 120%
- Europe: 80 %

Il ressort de ces indications qu'une avance considérable a été accomplie par les OING - jadis essentiellement européennes - en vue d'étendre leur réseau aux autres régions du monde, composées largement des pays en développement. Les chiffres ci-dessus rendent compte des affiliations formelles des membres dans les pays intéressés. Il convient de tenir compte, en outre, des contacts officieux entre les OING et des individus ou des groupes dans nombre de pays.

3.2. Dans ce contexte, il est également intéressant de relever la tendance des OING de tenir bien plus fréquemment que par le passé leurs réunions internationales dans les régions extra-européennes. Ce phénomène contribue certainement à renforcer des liens entre les membres de ces régions et l'OING concernée dans son ensemble.

La comparaison du nombre des réunions internationales organisées par des OING en 1964 et en 1978 se présente comme suit:

	1964	1978
Afrique	55	129
Asie et Océanie	77	488
Amérique latine	82	314
Europe	820	2.392
(International Congresses Calendar 1964 - UAI Bruxelles Associations internationales UAI - Bruxelles 1980/1).		

3.3. La dimension qualitative du développement vers l'universalité pose certains problèmes fondamentaux. Une générosité et une compréhension authentiques sont demandés aux « anciens » à l'égard des « nouveaux ». Il s'agit de traiter les membres et les groupes appartenant aux pays en développement comme membres à part entière, en ce qui concerne tant leur représentation dans les organes directeurs que leur participation à l'élaboration de la politique et des programmes de l'OING. Il s'agit de respecter: la spécificité des valeurs culturelles, des morales de vie et des mentalités des peuples non-européens auxquels il convient de reconnaître une dignité égale à celle reconnue à l'héritage culturel de la civilisation occidentale.

La solidarité effective au sein des organisations non-gouvernementales mondiales est à ce prix. Il est juste de constater que la grande majorité des OING voient leur avenir dans cette perspective.

3.4. A l'heure actuelle, la vie associative de beaucoup d'OING est encore marquée par un centralisme et un formalisme tributaires des traditions occidentales. Elle n'est pas entièrement dépourvue d'un certain paternalisme à l'égard des pays du Tiers Monde, il appartient en premier lieu aux associations de ces pays d'ouvrir le débat sur de nouveaux modèles éventuels de la vie associative inspirés par des valeurs auxquelles leurs membres sont attachés. Il importe cependant qu'un dialogue authentique et fraternel s'instaure entre le monde industrialisé et le monde en développement. Nombre d'OING s'emploient délibérément à explorer les conditions d'une coopération effective basée sur ce dialogue (par exemple Centre international de recherche et de formation en vue du développement harmonisé; Dialogue et coopération: Internationale africaine de forces pour le développement; Association mondiale de prospective sociale). Il est évident que les résultats de ces recherches et de ces expériences intéressent l'ensemble des OING soucieuses d'améliorer leurs relations qualitatives avec leurs membres dans les pays non-européens.

3.5. Quelles que soient les critiques que l'on peut formuler - à juste titre - au sujet des arrangements de consultation et de coopération établis entre les organisations du système des Nations-Unies et les OING, il est indéniable que cette forme de coexistence fonctionnelle offre à ces dernières des rapports humains, des stimulations intellectuelles et des incitations pratiques susceptibles de promouvoir la dimension mondiale de leurs activités. Dans ce cadre qui, à bien des égards, reflète l'universalité de la Communauté mondiale - nous l'avons mentionné plus haut - des initiatives concrètes sont prises en vue de renforcer la solidarité entre les pays industrialisés et les pays en développement - les OING disposent d'une possibilité unique de prendre connaissance et conscience de la problématique de la vie internationale à l'échelle véritablement mondiale.

Il appartient aux OING de prendre au sérieux les données de cette problématique dans les domaines qui les concernent, tout en faisant valoir la spécificité de leur vocation.

3.6. La spécialisation des OING est basée la plupart du temps sur une identification et un - découpage -

des problèmes propres aux pays industrialisés et de ce fait constitue parfois un handicap pour une action efficace dans les pays en développement. Les programmes d'assistance conduits sous les auspices des organisations du système des N.U. s'efforcent depuis des années de surmonter cette difficulté en mettant en chantier des projets interdisciplinaires à la réalisation desquels participent plusieurs organisations de compétence distinctes, par exemple : la santé et le développement rural; le travail et l'éducation; l'animation culturelle et l'artisanat. Il est probable que des projets basés sur la coordination des efforts de plusieurs OING à compétence complémentaire (par exemple: ingénieurs et écologistes; enseignants et organismes familiaux; syndicats et éducateurs des adultes) offrirait une plus grande chance de cerner la réalité multidimensionnelle des pays en développement et accroîtraient l'efficacité de l'action des OING dans les diverses régions du monde. Ils contribueraient en même temps à renforcer la dimension universelle de cette action.

4. Organisations régionales non-gouvernementales

- 4.1. La création d'OING de caractère régional a pris un essor remarquable au cours des dernières décennies, les ONG européennes et latinoaméricaines sont les plus nombreuses, devant les associations asiatiques, africaines et arabes. Tous les domaines d'activité sont représentés, de la science et la technologie, l'éducation, la culture, à l'agriculture, au syndicalisme, aux mouvements de femmes et de jeunesse.
- 4.2. Les conditions d'existence et d'activité des associations régionales sont facilitées par la proximité relative des pays où se recrutent leurs membres, par l'analogie des structures socio-économiques de ces pays et par une certaine homogénéité culturelle, sinon linguistique des membres. Cette situation permet aux associations régionales de traiter leurs problèmes avec plus de réalisme et d'obtenir des résultats plus concrets qu'il n'est parfois possible de faire dans un cadre multirégional. Ajoutons que, dans un continent comme l'Afrique, la coopération intra-régionale est à ses débuts et qu'elle peut constituer une phase initiale de relations internationales avant de s'élever à la dimension inter-régionale.
- 4.3. Le principe de coopération des organisations régionales non-gouvernementales avec les OING travaillant dans le même domaine est inscrit

dans les statuts de certaines associations régionales. D'autres organisations régionales, notamment celle du domaine scientifique et universitaire, prévoient sta-

bres individuels ou collectifs appartenant aux autres régions géographiques et culturelles.

- 4.4. Les procédures de l'ECOSOC et de l'UNESCO autorisent l'admission des organisations régionales non-gouvernementales au Statut consultatif. Selon le règlement de l'OMS, peuvent être admises aux « Relations de travail » les organisations régionales non-gouvernementales « pour lesquelles il n'existe pas d'OING ». A l'heure actuelle, l'UNESCO est en relations avec une quarantaine d'organisations régionales non-gouvernementales dont un tiers bénéficient du Statut consultatif.
- 4.5. Le tableau ci-dessous indique le nombre de réunions de caractère régional, organisées par les organisations régionales non-gouvernementales en 1964 et en 1978.

	1964	1978
Afrique	4	11
Asie	7	15
Amérique latine	31	30
Europe 75 125		

- 4.6. Dans l'intérêt de la communauté mondiale, il serait souhaitable que des liens se développent entre les organisations régionales non-gouvernementales d'une part, tant avec les OING qu'avec les OIG, d'autre part. Les premières y gagneront une ouverture sur le monde des autres régions, tandis que les organisations à vocation universelle bénéficieront d'une expérience approfondie des problèmes d'une région du monde déterminante.

5. Obstacles sur la voie vers l'universalité des OING

- 5.1. La voie vers la dimension mondiale des OING est entravée par une série d'obstacles qui tiennent aux conditions des pays où se situent des affiliations, à la nature des organisations intéressées, et d'une manière générale, à l'état des relations internationales dans le monde à une période déterminée.
- 5.2. Dans nombre d'états, l'absence d'une législation relative au droit d'association rend pratiquement impossible la création d'une ONG. Dans d'autres cas, des associations constituées ne sont pas autorisées à s'affilier à une OING de leur choix. Cette situation est parfois évoquée comme un argument de poids par les représentants des OING en répon-

vementaux critiquant le manque de représentation des OING. Il est probable que l'adoption d'un instrument international relatif au Statut juridique des OING pourrait améliorer la situation dans ce domaine.

- 5.3. Il est évident que certaines OING très spécialisées ne trouveront pas, dans l'immédiat, dans tous les pays, des individus ou des groupements qualifiés qui puissent s'affilier à celles. Dans d'autres cas, des groupements existants dans certains pays et poursuivant des activités analogues à celles d'une OING ne remplissent pas, strictement parlant, les conditions définies dans la Constitution de cette OING. Plus d'une OING a estimé, dans ces circonstances, que la coopération d'une nouvelle section nationale vaut bien une interprétation non-orthodoxe de la constitution et même une révision de celle-ci. D'autres moyens ont été trouvés pour faciliter des liens avec de nouvelles associations, tel que l'établissement d'un « organe de liaison » ou la création de la catégorie de « membre associé ».
- 5.4. Un obstacle inattendu à l'extension universelle des OING s'est présenté dans un passé récent, sous forme de résolutions adoptées par les conférences de certaines organisations des N.U. et enjoignant aux OING d'exclure leurs membres en République Sud Africaine, Rhodésie du Sud et Formose. Cet incident montre, entre autres, les servitudes politiques qui limitent l'esprit de l'universalité des organisations des N.U. malgré leur dimension mondiale indéniable. Il souligne en même temps la qualité originale de l'universalité des ONG ouvertes aux membres venant de tous les pays et territoires sans discrimination politique et malgré les pressions dont elles peuvent être l'objet.
- 5.5. Les raisons financières représentent une entrave importante qui freine le progrès des OING vers l'universalité. L'extension géographique d'une OING entraîne inévitablement l'accroissement du coût des communications, de voyages, de documents, de l'assistance aux nouveaux membres. Les ressources des OING avant la Deuxième Guerre mondiale provenaient exclusivement des cotisations et des donations privées. De nos jours, il est admis qu'une ONG reçoit des subventions d'un gouvernement ou d'une organisation inter-gouvernementale, à condition qu'elle garde son indépendance morale et politique. Il est normal, en effet, que les Etats et les organismes intergouvernementaux soutiennent financièrement certaines activités des OING dans les domaines considérés comme prioritaires par les

gouvernements. Le règlement de l'UNESCO concernant l'octroi de subventions aux OING prévoit « une contribution aux frais entraînés par la constitution de nouvelles sections nationales affiliées à l'organisation intéressée ou d'organe de liaison... ».

Dans le cadre du Programme de développement des N.U. (PNUD), des occasions se présentent-encore insuffisamment exploitées par les OING - d'associer des milieux non-gouvernementaux aux travaux des Missions d'experts N.U. Ne serait-il pas possible de créer un PNUD-OING établi et financé par des contributions des OING, complétées éventuellement par les fonds des N.U. - en vue de renforcer les structures et les activités des ONG dans les pays en développement ?

6. Résumé

6.1. Le message d'internationalisme incarné par les OING au début du 20^{ème} siècle a influencé les structures et les activités des organisations inter-gouvernementales créées après la 2^{ème} guerre mondiale. L'évolution du monde actuel met en lumière l'inéluctable interdépendance des peuples, accentuée par l'entrée massive des pays en développement dans la Communauté mondiale, élargie aux dimensions du globe.

6.2. En dépit de leurs imperfections, les organisations du système des N.U. se situent à l'heure actuelle au premier plan des efforts visant à renfor-

cer la solidarité mondiale, en portant leur attention aux problèmes urgents qui préoccupent l'humanité dans son ensemble et en s'employant à développer la coopération entre les pays industrialisés et les pays en développement.

Grâce à leur coopération avec les organisations des systèmes des N.U., les OING bénéficient des contacts et des expériences susceptibles d'élargir et d'enrichir leur propre action sur le plan international.

6.3. A l'origine essentiellement européennes, les OING ont considérablement élargi, au cours des dernières décennies, leur réseau dans les régions extra-européennes. Parallèlement, les OING doivent faire face à la tâche délicate et complexe visant une intégration qualitative des associations des pays en développement, en mettant en valeur la spécificité sociale et culturelle de ces associations. C'est cette intégration qui est la base indispensable d'un authentique nouvel ordre international. Bien qu'elles ne disposent pas des moyens aussi importants que ceux dont disposent les organisations intergouvernementales, les OING sont appelées à jouer dans ce domaine un rôle fondamental en raison de leur vocation originale, qui consiste à promouvoir la liberté et l'épanouissement de la personne

6.4. L'essor des organisations régionales non-gouvernementales correspond aux besoins des individus et des groupes de se retrouver dans un

cadre plus restreint offrant une homogénéité de problèmes et de facteurs socio-culturels. La majorité d'organisations régionales non-gouvernementales poursuivent des objectifs similaires sinon identiques à ceux des OING et les activités des deux groupes d'ONG sont complémentaires. Dans un certain nombre de cas, des liens ont été établis entre les organisations correspondantes et il est souhaitable que ce processus se poursuive dans l'intérêt d'une coopération internationale approfondie.

6.5. Parmi les obstacles majeurs qui entravent le progrès des OING vers l'universalité, il convient de citer l'attitude négative ou discriminatoire de certains gouvernements. L'adoption par une conférence inter-gouvernementale d'un statut juridique des OING pourrait améliorer la situation à cet égard.

Du côté des OING, le problème capital est le manque de moyens financiers pour faire face aux frais de fonctionnement d'une OING dont le réseau va s'élargissant à l'échelle mondiale.

Il serait parfaitement légitime qu'une part de l'aide internationale destinée aux pays en développement soit mise à la disposition des OING engagées à servir les mêmes objectifs. Par ailleurs, les OING pourraient être amenées à créer un fonds international commun destiné à promouvoir les activités et les relations internationales des OING dans certaines régions du monde.

(Suite de la page 224)

Reference to « A Glance of the rights and obligations of Associations

digue, histoire et théorie. Paris, 1910: MICHOUX, La théorie de la personnalité morale et son appli-

VELGE. Associations et fondations en Belgique, Bruxelles, 1942-DABIN, Le droit subjectif, 1952, pp. 106 et seq., 123 et seq.

2) Ruling of 11 April 1949. Compendium ICJ 1949, p. 179.

3) Example : me Benelux Economic Union

4) In this connection, see esp. PESCA TORE, P., Les relations extérieures des Communautés européennes - Contribution à la doctrine de la personnalité des organisations internationales, in RGADI, 1961, H, pp. 27-52; SEYENSTED, F., International

Do their capacities really depend upon their Constitution ? Indian Journal, 233 (1964); MUGERWA, W., Subjects of International Law, in the Manual of Public International Law, edited by Sørensen Mæxlian, London, 1966, pp. 256-260

5) Example : Article 6 of the Treaty instituting the European Coal and Steel Community.

6) Such is the case with trade-unions in Belgium.

7) We have thus paraphrased Article 16 of the International Pact on Civil and Political Rights : « Everyone is entitled to the recognition of his legal status in all places ».

8) Commercial Code, Book I, Heading IX, Section IX

9) It should also be noted that the whole body of Company Law in Belgium is currently being revised.

10) Here we should point to a tendency in modern inter-

national law to share with the individual - so why not with an artificial person? - subject to certain condi-

tions, the quality of subject underlay, along with the States and international organisations. In this connection, see a recent synthesis by W.J. GANSHOF VAN DER MEERSCH, Aspects de la mise en œuvre d'une sauvegarde collective de droits de l'homme en droit international - la Convention européenne, in Mélanges, Fernand Dehousse, 1979, pp. 194-195.

11) Cf., in particular the criteria governing the location of head offices or their incorporation, sometimes qualified by a criterion regarding oversight.

12) The European Convention on Human Rights (1950); the European Social Charter (1961); the International Pact covering civil and political rights, and that covering economic and social rights (1966); the Inter-American Convention on Human Rights (1969).

13) Note that at the Catholic University of Louvain the Department of Human Rights organised a Seminar on this subject on 24 October 1969; the Proceedings of do l'homme et les personnes morales, Bruylant

14) in particular K. VASAK, La Convention européenne des droits de l'homme, LGDJ Paris, 1964, p. 77; COLSON, La Convention européenne des droits de l'homme et les personnes morales; and S. MARCUS-HELMONS, Les personnes morales et le droit international, both the latter published in Les droits de l'homme et les personnes morales, op. cit. resp.

15) For a more exact list, see GOLSONG and MARCUS-HELMONS in the above-mentioned reports (Footnote 3, previous page).

16) Moreover, there are countless precedents established in domestic law which acknowledge certain and other associations.

17) On this subject, see notably S. MARCUS-HELMONS.

18) Eur. Court of H.R., Ruling of 23 July 1965.

19) Eur. Court of H.R., Ruling of 27 October 1976.

20) Eur. Court of H.R., Ruling of 6 February 1976.

21) Sur. Court of H.R., Ruling of 26 April 1979.

22) See notably the Constitution of Burma promulgated in 1974, and that of the Union of Soviet Socialist Republics, promulgated in 1977.

23) See esp. mutatis mutandis, Eur. Court of H.R., SCHMIDT and DAHLSTROM Case, Ruling Of 6 Febru-

24) Eur. Court of H.R., AIREY case, Ruling of 9 October 1979, para. 33.

25) Cf. for instance Art. 17 of the Convention-None of the provisions of the present Convention may be interpreted as implying for a State, a group or an individual, any right to undertake an activity or to perform an act tending to destroy the rights and freedoms acknowledged herein. ...

26) Article 25 of the Convention.

27) Notably M.A. EISSEH, La Convention et les devoirs de l'individu in La Protection internationale des droits de l'homme dans la cadre européen, Annals of the Faculty of Law, Strasbourg, Deloz, 1961, pp. 167 et seq.; - S. MARCUS-HELMONS, op. cit. pp. 66-

28) S. MARCUS-HELMONS, Protection universelle ou régionale des droits de l'homme, in Revue belge, June 1968.

COMMONWEALTH NON-GOVERNMENTAL ORGANISATIONS

The Commonwealth derives much strength from its active network of non-governmental organisations (NGOs). They offer a mechanism by which Commonwealth people in different walks of life can work together, and exchange knowledge and experience for mutual benefit.

A number of NGOs promote contact and co-operation within profession; others are concerned with the more general cause of information and education about the Commonwealth. For many the aim is improving the quality of life for the world's poorest people, many of whom live in Commonwealth countries.

Some NGOs work throughout but not beyond the Commonwealth; others, while having a special Commonwealth interest, work at national or international level. Though activities overlap, several broad categories are discernible: education, development co-operation, health, information and the press, international understanding, parliament and the law, sport and the arts, and youth affairs.

Professional associations make up an important part of the unofficial Commonwealth. Many of them are supported by the Commonwealth Foundation (see outside panel), set up by governments in 1965. They help to improve professional education and standards, exchange information and bring members together across national boundaries.

Education

Commonwealth countries have a long history of sharing ideas and of co-operation in education at both unofficial and official levels. Foremost among Commonwealth NGOs involved in education is the Association of Commonwealth Universities which links over 200 institutions; it also co-ordinates the government-sponsored Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan. The ACU helps universities recruit staff from overseas, has a vigorous publications programme, and organises regular meetings of university heads.

Other pan-Commonwealth bodies in the education field include the Common-

wealth Association of Science and Mathematics Educators and the Commonwealth Council for Educational Administration. Many more operate at national, regional and international levels.

Development

Recent years have seen a marked increase in the work of voluntary organisations helping development. Many, based in developed countries, work on a regional or international level, and maintain a high proportion of activity in Commonwealth countries. They include the Australian Council for Overseas Aid, the British Volunteer Programme, the Canadian Council for International Co-operation, the British-based Catholic Institute for International Relations, the New Zealand Association for International Relief, Rehabilitation and Development and Oxfam.

(The Commonwealth) is a cross section of the world itself, and its citizens have an unparalleled opportunity to prove that, by mutual co-operation, men and women of many different races and national cultures can live in peace and work together for the common good.

Communiqué, Commonwealth Prime Ministers Meeting 1964

Health

Medical treatment and social care are provided by several voluntary bodies; the two largest are the Royal Commonwealth Society for the Blind and the Commonwealth Society for the Deaf. Professional links are served by the Commonwealth Medical Association, the Commonwealth Nurses Federation, and the Commonwealth Pharmaceutical Association.

Other bodies working in Commonwealth countries include the African Medical and Research Foundation, the International Confederation of Midwives, Leprosy (a British-based body working for leprosy relief), and the St. John Ambulance Association and Brigade.

The Press

Newspapers, radio and television provide important links within the Commonwealth. The Commonwealth Press Union links over 600 newspapers, magazines and news agencies; it arranges formal and on-the-job training and is a forum for publishers and editors to exchange views. The Commonwealth Broadcasting Association, with 45 services as members, also runs regular conferences and organises training. A Commonwealth Journalists Association is being set up to link working journalists in Commonwealth countries.

International understanding

Many associations foster links among the peoples of the Commonwealth and work, through education and information programmes, for a better understanding of the Commonwealth. They include the Royal Commonwealth Society, with its world-wide membership; the English Speaking Union of the Commonwealth; the Royal Overseas League and the Victoria League. Similar Commonwealth bodies operate in Australia, Canada, Cyprus, India, New Zealand, Singapore and the USA.

For reference

Commonwealth Organisations was first published by the Commonwealth Secretariat in 1977 to meet the growing need for information about the extent and nature of non-governmental activity in the Commonwealth, it was designed to stimulate co-operation among unofficial bodies with related interests, and between them and the official Commonwealth. In 1979 a revised, and slightly expanded, second edition was published. It includes details of over 200 official and unofficial organisations and nearly 50 regular conferences and meetings. The handbook is available from Commonwealth Secretariat Publications, £ 2.00.

Parliament and law

Common parliamentary and legal traditions in Commonwealth countries create a strong foundation for co-operation. The Commonwealth Parliamentary Association is evidence of the continuing vitality of the parliamentary system in the Commonwealth. It holds annual meetings for MPs to discuss issues of current concern and parliamentary business. Over 100 branches involve around 9000 legislators.

The London office runs an information centre and publishes a quarterly journal.

National associations of magistrates and judges are linked in the Commonwealth Magistrates Association. The Commonwealth Legal Bureau has bar associations and law societies as its members and is responsible for the Commonwealth law conferences.

The people are, in the last resort, the custodians of the Commonwealth's future. Without their understanding of its contemporary reality, and their support for its dynamic character, the capacity of governments to sustain that reality and to develop the potential of its dynamic will be severely diminished.

Shridath Ramphal, January 1978

Sports and the arts

The Commonwealth is greatly enriched by its sportsmen, writers, actors, film makers, musicians, dancers and artists. The four-yearly Commonwealth Games bring countries together in a spirit of friendly rivalry.

In 1978, in Edmonton, Canada, the were paralleled for the first time by a festival of arts. Moves are now under way to set up a pan Commonwealth association for the encouragement of the arts, and to study the feasibility of a Commonwealth film and television institute.

Youth

Several voluntary bodies encourage enterprise and promote contacts among the young. The Commonwealth Youth Exchange Council supports exchanges between Britain and other Commonwealth countries; the Duke of Edinburgh's Award Scheme encourages youth initiative in community service and physical endeavour throughout the Commonwealth, as do the Scout and Guide movements. The Royal Commonwealth Society arranges study tours by young business and professional people to various parts

of the Commonwealth. These activities are the tip of the iceberg. At national level scores of youth organisations encourage participation of young people in their communities.

Commonwealth Foundation

The Commonwealth Foundation's resources - provided almost entirely by governments on a voluntary basis - are devoted to non-governmental initiatives, mainly among the professions. The Foundation builds upon links among Commonwealth people, working at a practical level towards the attainment of knowledge and skills vital to social and economic development.

The Foundation has helped to form 20 Commonwealthwide associations of, among others, veterinarians, lawyers, surveyors, planners, geographers, pharmacists, nurses, librarians, museum curators, agricultural scientists and journalists, and supported the work of earlier-established associations of doctors, engineers and architects. It has also helped to set up professional centres in 16 countries to provide common services and encourage co-operation among professional groups.

It provides grants for conference attendance, short-term study visits and training attachments; for pan Commonwealth and

sociations; for short-term bursaries to promote research, mid-career training and wider experience; for the support of lectureships; and to improve the flow of professional information. Priority is given to pan Commonwealth and regional projects particularly in the areas of agriculture, food technology and the improvement of rural life in the developing Commonwealth. Projects which involve interdisciplinary effort are encouraged.

At their meeting in Lusaka in 1979 Commonwealth Heads of Government commended the « cost-effective and imaginative work » of the Commonwealth Foundation in strengthening professional co-operation. They agreed to extend the Foundation's mandate to cover such areas as culture, information, social welfare and rural development, in line with one of the major recommendations of the Advisory Committee on Relationships between the Official and Unofficial Commonwealth (see back panel).

The Foundation is governed by a board of trustees representing all its member governments, and is now headed by Sir Adetokunbo Ademola, a former Chief Justice of Nigeria. Its offices are in Marlborough House, London, alongside those of the

Secretariat with which it maintains close working links.

Official-unofficial links

The links between the official and the unofficial Commonwealth vary greatly : at one extreme NGOs work entirely separately from governments; at the other, funds and even administrative back-up come from governments, though in all cases the people are the « doers ».

Links between the official Commonwealth and NGOs have grown up at random; they are extensive but do not take any regular form or fall into a prescribed pattern. At their 1977 meeting Commonwealth leaders asked the Commonwealth Secretary-General to convene an Advisory Committee to examine whether these links might be strengthened and how what they saw as « the valuable contribution made by Commonwealth NGOs » could be fully realised.

The Committee's report *From Governments to Grassroots* was published in 1978 and considered later that year by Commonwealth senior officials. In August 1979 Heads of Government in Lusaka agreed that to harness the energies and expertise of NGOs to programmes of social and economic development, and to increase information and understanding of the Commonwealth among the public, « official Commonwealth bodies at all levels-national, international and region-

abish regular exchanges with the unofficial sector ». They requested the Secretary-General to encourage « Commonwealth consultative bodies dealing with technical and professional matters to invite representatives of NGOs to meetings in an observer capacity ».

Since its establishment in 1965, the Commonwealth Secretariat has developed close contacts with many NGOs. Relationships have been built up, to mutual advantage, between individual divisions and organisations most relevant to their work.

Co-operation is well-established in development assistance, education, youth, information, legal and science co-operation, and health; it is being extended in the programmes for food production and rural development and applied studies in government.

A complete list of Secretariat publications is available from the Information Division.

COMMONWEALTH 01-839 3411
SECRETARIAT
Marlborough House London SW1Y 5HX

LES ONG ET L'AMERIQUE LATINE

Le Forum de Bruxelles 1980 a demandé à l'UAL, dans le consensus de ses diverses conclusions, de publier « des renseignements sur les arrangements de consultation et de coopération entre les associations et l'Organisation des Etats Américains ». Le présent dossier y pourvoit en introduisant les éléments d'une réponse à cette enquête. Rappelons qu'il y a neuf ans d'ici, en 1972, le bureau de l'information publique des Nations-Unies a organisé à Buenos-Aires une conférence régionale d'ONG portant sur deux thèmes toujours de chaude actualité : la sensibilisation de l'opinion aux objectifs du développement et la promotion d'une reconnaissance plus effective du rôle du droit international. L'UAL fut présente à l'événement en la personne de Mme de APARICIO qui fit à l'époque un excellent rapport sur les conclusions et recommandations de la conférence, dont nous croyons tout à fait opportun de reprendre aujourd'hui le texte en préface à ce dossier. Avec une fine perspicacité, en effet, notre collaboratrice fit alors réflexion qu'« on ne peut entretenir trop d'illusions en ce qui concerne les suites concrètes des recommandations générales adoptées dans l'enthousiasme ». Nos lecteurs pourront en juger par rapport à l'état actuel des choses.

On trouvera déjà dans ce dossier ouvert, aux deux niveaux complémentaires de l'organisation mondiale des Nations-Unies et de l'organisation régionale des Etats Américains :

- la relation de la conférence ONG de l'ONU pour l'Amérique latine (Buenos Aires 1972).
- une note d'information sur les relations de la CEPAL - la Commission économique des Nations-Unies pour l'Amérique latine - avec les ONG,
- un extrait des normes des relations de coopération établies entre l'Organisation des Etats Américains (OEA) et les ONG.
- une note du Dr. Salvador Maria Lozada, Président de l'Association latino-américaine pour le droit constitutionnel, résumant, en vue du Forum de l'UAL, la position de cette ONG régionale, qui propose, d'initiative privée, l'établissement de nouvelles structures juridiques d'Etat désormais nécessaires à un ordre international à communications transnationales.
- une note de l'association latino-américaine d'institutions pour le financement du développement.

(Pour nos commentaires, voir l'editorial).

I.

Sensibilisation de l'opinion publique aux objectifs du développement de la conférence des ONG de l'ONU

1. Dans le cadre de l'étude sur le thème « Sensibilisation de l'opinion publique aux objectifs du développement », les débats de la conférence ont porté sur les concepts de base et ont abouti à la formulation de recommandations visant à la participation plus active et plus engagée des ONG dans le processus du développement en Amérique Latine.

2. La conférence a estimé nécessaire de ratifier le concept selon lequel le développement doit être axe sur l'homme et sur son épanouissement et se traduire par la promotion de la dignité humaine et de la société dans son ensemble, sans discrimination aucune, et ce dans toutes les régions du pays, surtout les régions rurales.

3. Il a également été insisté sur le besoin urgent d'une prise de conscience des peuples latino américains du fait que le développement doit avoir ses racines et trouver sa motivation dans le peuple lui-

BUENOS AIRES 1972

même, la coopération internationale ne servant qu'à faciliter et à accélérer l'immense tâche qui reste à accomplir dans ce domaine, tout en respectant la souveraineté et les ressources naturelles du pays.

4. Les moyens d'information libres, indépendants et objectifs sont des éléments essentiels pour la mobilisation de l'opinion publique. Les ONG peuvent jouer un rôle transcendantal en tant que moyen de diffusion - de par leur contact avec la communauté - particulièrement en ce qui concerne l'information publique sur les objectifs de la Stratégie Internationale pour le Développement.

5. La femme - en tant que co-responsable du développement - et la jeunesse, en vertu de son importance numérique, ont un rôle actif à jouer dans l'évolution de l'Amérique Latine. On a également souligné l'importance des classes ouvrières et professionnelles - en particulier des techniciens - dans ce développement.

6. Le succès des campagnes d'information sera conditionné dans une large mesure par l'élaboration rationnelle de programmes coordonnées mobilisant au maximum les possibilités nationales.

7. Ces programmes pourront être mis en œuvre au moyen de commissions nationales et grâce aux facilités et au matériel fourni par les centres d'information des Nations Unies, la Commission Economique pour l'Amérique Latine, le Centre d'information Economique et Sociale, les bureaux des Délégués permanents du PNUD et les bureaux des institutions spécialisées des Nations Unies.

8. Comme suite aux délibérations relatives à la mobilisation de l'opinion publique pour la promotion du développement, la conférence a pris les décisions suivantes :

a) Intervenir auprès des Gouvernements latino américains pour qu'ils offrent aux ONG la possibilité d'apporter leur appui et leur collaboration effective dans la réalisation des tâches visant à assurer la réussite de la Deuxième Décennie du Développement.

b) Participer à la sensibilisation de l'opinion publique pour la promotion des objectifs du développement moyennant la création dans chaque pays de commissions nationales d'ONG à statut consultatif auprès des Nations Unies et sous les auspices de cette organisation.

c) Dans ce but, demander au Secrétaire Général de l'ONU qu'il transmette aux Gouvernements membres une requête pour qu'ils reconnaissent aux ONG un statut équivalent, au plan national, à celui dont elles jouissent dans le cadre des Nations Unies.

Les Commissions nationales pourront établir des sous-commissions spécialisées, dans le but de contribuer à une diffusion plus complète et plus efficace dans les diverses couches de la population.

d) Obtenir la formation d'un organisme coordonnateur au niveau régional, dont le but serait d'étudier et d'effectuer des campagnes collectives, de promouvoir la réalisation de séminaires et de tables rondes: de faciliter l'identification des diverses organisations non gouvernementales et de favoriser l'échange d'expériences ainsi que l'évaluation réciproque sur les questions d'intérêt particulier. Une telle coordination devra également être assurée au niveau national.

e) Promouvoir l'affiliation des organisations nationales aux institutions internationales, lorsqu'une telle affiliation n'est pas encore réalisée.

f) Solliciter des gouvernements qu'ils orientent les établissements de diffusion verbale et écrite vers les programmes des Nations Unies relatifs, notamment, au développement, à la santé publique, à l'alphabétisation, et à la non discrimination, dans le but d'assurer une prise de conscience de l'importance de la contribution des Nations Unies au progrès de l'humanité.

g) Demander aux responsables de la programmation de l'enseignement primaire, secondaire et universitaire qu'ils intègrent le thème du développement dans leurs programmes scolaires et académiques et que ceux-ci couvrent les activités des Nations Unies, de ses organes auxiliaires et de ses institutions spécialisées.

h) Mettre sur pied et lancer, dans les pays d'Amérique Latine, des programmes de diffusion massive par l'intermédiaire des mass media (télévision, radio, cinéma, presse...) et des associations estudiantines, familiales et syndicales. Dans le cadre de ce programme, stimuler et encourager les responsables des mass media pour qu'ils collaborent avec les ONG dans leur effort d'information publique sur les finalités et réalisations de la Stratégie Internationale pour le Développement.

i) Intervenir auprès de l'Assemblée Générale de l'ONU pour qu'elle trouve une formule permettant un meilleur financement des ONG et qu'elle tâche d'augmenter le budget du Bureau d'Information Publique afin de permettre aux ONG de mobiliser l'opinion publique de manière plus efficace en faveur de la Deuxième Décennie du Développement.

j) Obtenir un contact plus étroit entre les ONG et les Institutions spécialisées des Nations Unies, particulièrement en ce qui concerne la fourniture des éléments d'information et l'allocation de budgets appropriés pour la mobilisation de l'opinion publique.

k) Demander au Service de l'Information Publique des Nations Unies que ses centres nationaux latino-américains d'information raffermissent leurs liens avec les ONG et leur fournissent le matériel et les moyens nécessaires à une large diffusion des objectifs de la Stratégie Internationale pour le Développement.

l) Inviter la CEPAL à collaborer avec les ONG latino américaines et internationales travaillant dans son champ d'action pour lui permettre de mieux s'acquitter de la tâche qui lui a été confiée par l'Assemblée Générale de l'ONU dans le cadre de l'évaluation de la Deuxième Décennie du Développement. De même, demander à la CEPAL qu'elle fournisse aux ONG une documentation suffisante au sujet des activités de promotion du développement qui se déroulent dans la région, m) Soutenir le travail du Centre d'information économique et Sociale des Nations Unies et obtenir l'accroissement des moyens dont dispose ce centre pour atteindre ses objectifs de diffusion, d'information et de sensibilisation publique, en collaboration avec les ONG. n) Proposer aux gouvernements membres des Nations Unies et aux entités non-gouvernementales et universitaires l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action permettant la participation des ONG dans les tâches de recherche et de sauvegarde de l'environnement.

o) Lutter pour obtenir la garantie de la liberté publique et des droits individuels dans tous les pays; pour une participation plus effective de la jeunesse, pour que les programmes en faveur de l'enfance et de son éducation reçoivent l'attention qu'ils méritent; pour que le développement soit axé sur des objectifs de justice sociale; pour qu'une attention particulière soit prêtée à l'intégration des autochtones et des populations indiennes dans les économies nationales respectives et pour assurer dans la région l'élimination définitive de toute forme de discrimination envers la femme.

Promotion d'une reconnaissance plus effective du rôle du droit international

1. Plusieurs ONG ont considéré qu'il est d'une importance capitale que les ONG diffusent la Déclaration sur l'élimination de la discrimination envers la femme.

2. Il serait souhaitable d'intervenir auprès des associations d'avocats pour qu'ils veillent à la sauvegarde de la morale professionnelle chez leurs membres et divul-

guent le droit de tout individu à l'assistance juridique.

3. Pour qu'ils proclament le droit de dissentiment et les droits de l'homme en général et qu'ils assurent la promotion et la protection des droits de l'homme dans le domaine du droit international et dans le cadre de la société en général.

4. Les ONG doivent s'engager au respect mutuel et à la défense de l'égalité des chances pour chacun dans une optique de justice humaine et de paix entre les peuples.

5. Une organisation participante a souligné l'importance de sauvegarder pour les handicapés physiques (aveugles, invalides...) le droit à l'éducation, à la réadaptation et à la reconversion dans les divers secteurs de l'emploi (agriculture, industrie, commerce, etc...).

6. On a insisté sur la nécessité de préserver le droit à la vie privée de l'individu et de la famille et de garantir sa protection légale tant sur le plan national que sur le plan international.

7. Plusieurs ONG ont revendiqué la promotion et le respect de la liberté de renseignement, qui est l'un des droits consacrés par la Charte des Nations Unies, et ont demandé que l'ONU intervienne dans ce sens auprès des Etats Membres.

8. Plusieurs ONG ont également fait remarquer que les agressions - quel que soit leur caractère - sont une atteinte au droit international et que les ONG doivent - dans la mesure de leurs possibilités - les signaler et les dénoncer auprès des organismes compétents. Dans ce contexte, on a mentionné les foyers d'agitation actuels, la persécution d'intellectuels pour des raisons idéologiques et les lourdes impositions financières qui frappent l'émigration.

9. Il a été préconisé que des traités internationaux soient conclus réglant le travail des animaux, l'abattage euthanasique et, surtout, la préservation des espèces en vue de maintenir l'équilibre écologique des diverses régions.

10. Il a été recommandé d'intéresser l'opinion publique mondiale aux échanges de personnes, particulièrement d'intellectuels, d'artistes et, afin de les intensifier et de les débarrasser de toute forme de discrimination.

11. Les ONG de la région ont été incitées à élaborer et à éditer régulièrement des cours destinés à accroître la connaissance du droit international dans ses implications.

12. Diverses ONG ont exprimé leur reconnaissance à l'ONU pour la réalisation de cette conférence et ont insisté sur la nécessité d'organiser fréquemment de telles réunions qui réunissent les délégués des ONG et sont manifestement fort constructives.

13. Il a été suggéré que les ONG mettent sur pied une importante campagne d'information publique sur le rôle du droit international dans la sauvegarde de la paix et sur les causes qui sont à la base des conflits armés incitant les Gouvernements à développer et à mettre en œuvre une politique axée sur l'élimination de ces causes.

14. Une organisation a proposé de demander aux Nations Unies la rédaction d'une Déclaration Universelle des Devoirs de l'Homme, qui rappellerait à tous les individus leurs devoirs spirituels fondamentaux vis-à-vis non seulement des autres hommes mais de leur environnement physique, pour qu'ils ne détruisent pas ce qui sera indispensable à la survie des générations futures.

15. Plusieurs organisations ont recommandé que les ONG ne ménagent pas leurs efforts en vue d'obtenir l'approbation de la part des Gouvernements qui ne l'ont pas encore fait des pactes et conventions internationales sur les droits de l'homme et en particulier du Protocole Facultatif qui prévoit l'institution d'un Haut Commissariat pour les Droits de l'Homme, auquel le citoyen peut avoir recours pour la sauvegarde de ses droits fondamentaux, sans passer par son gouvernement.

16. Certaines ONG ont préconisé la promotion de la défense et de la protection des réfugiés par l'application stricte dans tous les pays d'Amérique Latine du Statut du réfugié, c'est à dire en assurant à ceux-ci les droits fondamentaux et leurs avantages sociaux au même titre qu'aux nationaux du pays hôte.

17. Il a été proposé que les Nations Unies créent un instrument juridique international destiné à protéger les émigrés et qu'elles établissent des conventions visant à permettre à ceux-ci de bénéficier de la législation du travail dans le pays de destination, conventions qui existent d'ailleurs déjà sous forme bilatérale, notamment entre l'Argentine et l'Espagne et entre l'Argentine et l'Italie. Il a été suggéré par la même occasion que des efforts soient consentis dans les pays de départ pour que les documents nécessaires à l'émigration soient obtenus avec plus de facilité.

18. En rapport avec la recommandation précédente, il a été proposé qu'une infrastructure légale adéquate soit élaborée en ce qui concerne la nationalité multiple et ce en partant du principe d'une intégration des peuples américains sur le plan social à la manière de ce qui se réalise progressivement à l'échelle régionale et sous-régionale sur le plan économique. A cet effet, une organisation a proposé la concrétisation de cette proposition par la rédaction d'un protocole de citoyenneté mondiale dans lequel seraient notamment inclus les droits de l'individu.

19. Une autre organisation a demandé que le droit international se préoccupe de la pleine application de la liberté syndicale, garantissant le droit des travailleurs urbains et ruraux d'Amérique Latine de s'organiser sans contrainte et de combattre l'exploitation du peuple en faisant prévaloir les principes de la justice sociale.

20. Plusieurs organisations ont souligné la nécessité d'exiger que les Gouvernements des pays d'Amérique Latine où les droits de l'homme ne sont pas entièrement respectés garantissent ceux-ci par l'abolition des lois à caractère répressif. Dans ce contexte, il a été demandé aux pays de cet hémisphère qu'ils ratifient les pactes internationaux et les respectent. En outre, certaines organisations ont recommandé aux ONG d'Amérique Latine qu'elles interviennent de manière plus pressante auprès de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU pour y dénoncer toutes les violations de ces droits.

21. Face à la réalité de la coexistence pacifique de pays de divers systèmes politiques et sur base des principes de l'amitié et de la solidarité internationale, une ONG a recommandé la diffusion desdits principes en Amérique Latine, principalement dans le cadre de l'OEA dont l'un des pays de cet hémisphère a été exclu.

22. Une organisation a incité les ONG - avec l'approbation de la plupart des autres organisations présentes - à entreprendre un travail de motivation publique pour encourager le respect des droits de l'homme dans la vie quotidienne, dans l'espoir que l'application de ces principes fondamentaux par chaque individu soit le point de départ de pratiques semblables entre organisations et entre gouvernements.

23. Dans le cadre de ce qui a été proposé par l'une des organisations, une manière efficace d'assurer la participation des ONG dans (a) promotion du respect du droit international est que celles-ci capitalisent leurs expériences individuelles par une concertation avec les organisations à caractère similaire et qu'elles organisent, ensemble ou séparément, des réunions d'experts dans le but d'aboutir à une législation commune et uniforme en matière de droit international.

24. Les ONG en général ont préconisé des mesures visant à éliminer la guerre. Certains délégués ont évoqué en particulier la guerre du sud-est asiatique et ont souhaité l'intervention des Nations Unies qu'elle définisse clairement le sens du terme « agression » comme condition nécessaire et suffisante à un état de guerre.

25. Se référant à la fixation de la limite des eaux territoriales à 200 miles, et étant donné la prolifération des flottes étrangères mieux équipées du point de vue tech-

nologique et qui portent atteinte aux réserves naturelles de certains pays, plusieurs organisations ont insisté sur le besoin de faire respecter ce droit, comme seul moyen de préserver la faune marine, et ce sous le contrôle et la réglementation du pays propriétaire. Une autre organisation a ajouté que ceci ne devrait en aucun cas engendrer des restrictions quant au libre transit des bateaux de tous pays dans ces eaux territoriales.

26. Une des organisations a mentionné le document intitulé « Bases et points de départ pour une Magna Carta de l'Amérique Latine » et a rendu hommage à son auteur, feu le Dr Carlos Sánchez Viamonte, en proposant que ce document serve de base à une Constitution Latino américaine.

27. Il fut suggéré que les ONG, particulièrement les Associations Pro-Nations Unies, s'occupent de la vente des publications des Nations Unies moyennant le même pourcentage de commission attribué aux firmes distributrices existantes. Ceci s'inscrirait dans le cadre de la campagne de diffusion des ONG de tout ce qui touche à l'organisme mondial. A ce sujet on a attiré l'attention sur le fait que le Bureau d'Information Publique était doté, du point de vue personnel et financier de moyens suffisants pour permettre que les publications riméographiées soient amplement diffusées et envoyées au moins à toutes les ONG, ce qui comblerait partiellement le manque d'information.

28. Il fut également suggéré de recommander aux Nations Unies l'étude d'une législation internationale octroyant aux citoyens naturalisés les mêmes droits que les natifs du pays, vu qu'ils sont déjà assimilés à ceux-ci dans beaucoup de pays, du point de vue de leurs obligations.

29. Une organisation a proposé que les écoles et universités du continent insèrent dans leurs programmes l'enseignement des droits de l'homme et - dans le cas des universités - du droit international, et ce sur base obligatoire et non facultative.

30. On a formulé le souhait que toutes les ONG célèbrent la Journée des Droits de l'Homme (le 10 Décembre) en utilisant comme thème celui de la protection de ceux qui, dans le monde entier, sont victimes des violations de ces droits.

31. Une organisation a estimé qu'il était indispensable de constituer au sein des Nations Unies une puissante source d'information à ramifications internationales, qui soit à la fois neutre, pondérée et efficace et qui ferait éventuellement un usage plus rationnel des bureaux d'information existants. De cette manière, à l'aide de films, d'imprimés et de communiqués de presse, l'opinion publique disposerait d'une source d'information directe et objective.

LES RELATIONS ENTRE LES ONG ET LA CEPAL

Nous devons à l'obligeance de Mme. Helena SERTSIOS, Officier de liaison entre les ONG et la Commission Economique pour l'Amérique latine, une lettre d'information préparatoire aux dossiers du Forum, dont nous extrayons les indications suivantes ayant trait aux relations régionales de consultation dans le sous-continent américain, en y ajoutant des réflexions complémentaires plus récentes.

Le CEPAL faisant partie des Nations-Unies, ses relations avec les organisations non-gouvernementales sont gouvernées par la résolution 1296 (XLIV) du Conseil Economique et Social. Cette résolution se réfère aux accords pour le fonctionnement des consultations avec ces organisations.

Dans ces conditions, la CEPAL travaille actuellement avec les organisations qui ont un statut consultatif vis-à-vis du Conseil Economique et Social. Néanmoins, elle essaye en même temps d'établir un contact direct avec les autres organisations régionales et sous-régionales afin de les inviter à ses réunions. Avec l'accord préalable des pays membres, on peut procéder de la sorte d'après la résolution 396 (XVIII) de la CEPAL qui fut approuvée en 1979 lors de la dix-huitième session de la Commission, qui s'est tenue à La Paz, Bolivie.

Jusqu'à présent, les relations se sont essentiellement limitées à un échange de documents, à des consultations et à l'assistance à des réunions. La CEPAL a également établi des liens plus étroits avec quelques organisations régionales, nationales ou locales, dont les relations avec les Nations-Unies sont encore à un stade préliminaire, avec des systèmes fort différenciés. Naturellement, les relations avec des organisations non-gouvernementales - nationales et sous-régionales

- se trouvent facilitées lorsque celles-ci sont des filiales d'organisations ayant un Statut consultatif auprès du Conseil Economique et Social.

De fait, une coordination ample et systématique des ONG n'existe pas encore en Amérique latine; les relations entre les organisations nationales ou régionales avec les Nations-Unies sont assez inégales et dépendent, dans bien des cas, des circonstances particulières de chaque pays.

Quelques raisons de géographie régionale expliquent cette situation hétérogène:

- conformément à son programme de travail, la CEPAL cherche surtout à établir des relations avec les ONG régionales techniques et professionnelles dont les préoccupations et les intérêts coïncident avec ceux de cette Commission « économique » pour l'Amérique latine.
- ces relations sont, en termes généraux, limitées aux organisations qui ont un caractère consultatif auprès de l'ECO-SOC.
- ces relations s'établissent et se maintiennent généralement par correspondance, du fait que la CEPAL n'a pas à son siège des représentants permanents

des ONG, comme c'est le cas pour les sièges des Nations-Unies à New York et à Genève. Les ONG sont néanmoins présentes aux réunions de la Commission par l'intermédiaire de personnes affiliées qui travaillent dans le pays où se tient une réunion déterminée, avec la restriction de compétence qu'elles s'attachent plutôt à des problèmes nationaux que régionaux ou internationaux.

La CEPAL a cependant commencé à organiser à son siège des réunions mensuelles avec des affiliations des ONG internationales. Le but de cette initiative est d'abord d'information du travail accompli par l'organisation intergouvernementale, ensuite de permettre aux participants de se connaître entre eux et, par la vertu de cette connaissance, de proposer d'éventuels mécanismes de coordination. Mais ici encore, l'expérience indique que les affiliés, des Chiliens pour la plupart, ont principalement souci de problèmes nationaux.

En conséquence de ce point de vue national, il faut noter la faible coordination qui existe entre les ONG nationales et les organisations internationales, régionales et mondiales dont elles font partie, avec le correctif toutefois que la coordination s'améliore lorsqu'il s'agit d'une filiation régionale.

III

NORMES DES RELATIONS DE COOPERATION O E A - O N G

(approuvées par la Commission des questions juridiques et politiques de l'OEA le 21 avril 1971)

RELATIONS AVEC DES ORGANISMES NON GOUVERNEMENTAUX

Article 13. Les relations de coopération avec des organismes non gouvernementaux dont les objectifs et activités sont compatibles avec les principes et objectifs d« l'Organisation, et qui collaborent dans les conditions définies dans le pré-

sent chapitre à la formulation, l'exécution, l'évaluation ou la diffusion des programmes de celle-ci, sont de deux types : générales et spéciales.

Section A. Relations générales

Article 14. Les relations générales de coopération sont instituées avec les organismes non gouvernementaux qui sont

disposés à prêter des services consultatifs aux organes de l'Organisation, et à diffuser des renseignements sur leurs programmes.

Article 15. Les relations générales de coopération avec les organismes non gouvernementaux sont établies selon la procédure suivante :

a. Sur l'initiative de l'un des organes de l'Organisation, de l'organisme non gouvernemental intéressé ou du Secrétaire général, des relations générales de coopération peuvent être instituées conformément à l'alinéa h) de l'article 118 de la Charte. L'organisme non gouvernemental intéressé doit exprimer son assentiment à la teneur de l'article 16 des présentes normes, et indiquer le domaine ou les domaines dans lesquels il se propose de collaborer avec l'organe compétent de l'Organisation. Lorsqu'il s'agit d'organismes nationaux ou régionaux affiliés à des organismes internationaux, les relations sont en général établies avec l'organisme international concerné et c'est par le canal de celui-ci que sont pris en compte les intérêts des organismes affiliés; b. Pour assurer la coordination voulue des démarches qu'entreprennent les organismes non gouvernementaux, toutes les communications de ceux-ci sont adressées au Secrétaire général qui les transmet aux organes de l'Organisation pour lesquels elles peuvent présenter un intérêt; c. Le Secrétaire général peut, en consultation avec l'organe compétent de l'Organisation, mettre fin aux relations de coopération avec tout organisme non gouvernemental quand l'action de celui-ci n'est pas conforme à la teneur de l'article 16 des présentes normes ou quand l'organisme en question n'a apporté aucune contribution réelle aux travaux de l'Organisation pendant deux années consécutives. Article 16.11 incombe aux organismes non gouvernementaux avec lesquels les relations générales de coopération ont été établies :	leur adressent les organes de l'Organisation et de prêter à ceux-ci leur assistance sur les questions relevant de leur compétence, b. De diffuser parmi leurs membres des renseignements sur les objectifs et activités de l'Organisation, à partir des données que celle-ci leur fournit; c. D'envoyer au Secrétariat général de l'Organisation copies de leurs actes constitutifs et de tout autre document et publication pertinents, et d. De présenter au Secrétariat général, avant le 31 janvier de chaque année, un bref rapport sur leur collaboration avec l'Organisation durant l'année précédente et sur les activités que, dans ce domaine, ils envisagent de réaliser pendant l'année en cours, ainsi qu'une liste à jour de leurs dirigeants, et le cas échéant, des organismes affiliés à eux dans les Etats membres de l'Organisation. Article 17. Il appartient au Secrétariat général de l'Organisation, en ce qui concerne ses relations avec les organismes non gouvernementaux en question : a. De leur envoyer les documents et publications de l'Organisation qui pourraient les intéresser; b. d'examiner les points de vue qu'ils lui soumettent par écrit sur des questions d'intérêt commun; c. De les inviter, conformément aux dispositions des règlements des organes concernés de l'Organisation, à envoyer des observateurs aux réunions publiques de ces organes dans lesquelles seront traitées des ques-	tions intéressant les domaines d'action desdits organismes. Section B. Relations spéciales Article 18. Les relations spéciales de coopération sont instituées avec les organismes non gouvernementaux qui sont prêts à exécuter des programmes au nom de l'Organisation, à participer à l'exécution de projets communs ou à contribuer par des ressources techniques, administratives ou financières à la réalisation des programmes de l'Organisation. Article 19. Il n'est pas nécessaire que l'organisme non gouvernemental avec lequel on se propose d'établir des relations spéciales de coopération ait préalablement noué des relations générales avec l'Organisation ou avec l'un de ses organes. Article 20. Le Secrétaire général peut établir des relations spéciales de coopération avec un organisme non gouvernemental sur la demande de celui-ci ou de l'un des organes de l'Organisation, ou encore conformément aux dispositions de l'alinéa h) de l'article 118 de la Charte. Article 21. Dans chaque cas seront détaillées la nature de la contribution spéciale de l'organisme concerné et la collaboration de l'Organisation, collaboration qui devra être effectuée selon les prévisions du programme-budget et les dispositions des règlements en vigueur. Dans tous les cas, l'organisme en question envoie au Secrétariat général les documents visés à l'alinéa c) de l'article 16 des présentes normes. Article 22. Sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties, il pourra être mis fin aux relations spéciales de coopération.
--	--	--

IV.

ASSOCIATION LATINOAMERICANA
DE DERECHO CONSTITUCIONAL (ALDEC)

La position de l'ALDEC
par Salvador Maria Lozada, Président

L'ALDEC fut créée en Juillet 1972 dans le campus de la Pontifice Université Catholique de Rio de Janeiro. Brasil. sous le patronage prestigieux de l'Organisation des Universités Catholiques de l'Amérique Latine). L'institution a été fondée pour grouper les professeurs de droit constitutionnel et d'autres disciplines juridiques analogues et faire la promotion des idées	fondamentales sur l'Etat de Droit, les Droits de l'Homme et la Justice Sociale et Economique, avec une application spéciale aux pays de l'Amérique Latine. Dans sa Déclaration des Principes, l'ALDEC soutient la nécessité d'instituer des structures juridiques et politiques	offrant à tous, sans discrimination et avec une efficacité croissante, la possibilité de participer librement et activement à l'établissement de la constitution de l'Etat, dans la détermination des compétences et limites des institutions publiques, dans l'élection des gouvernants et dans les décisions susceptibles d'être collectivement adoptées.
---	---	--

De telles structures - et le droit constitutionnel qui les établit dans l'Amérique Latine - doivent être orientées d'urgence vers la création des conditions libératrices de la misère et de toute les formes d'oppression: des conditions offrant à tous la sécurité de la subsistance, de la santé, de l'emploi et de l'éducation; les conditions permettant de combattre les situations offensantes à la dignité humaine; des conditions, enfin, permettant à tous une participation plus active à leurs responsabilités collectives, dans lesquelles tous aient plus pour être plus.	région qui ne soit pas seulement de la croissance économique, mais du développement intégral, c'est-à-dire une promotion de tous les hommes et de tout l'homme. Ce développement exige des transformations audacieuses, profondément innovatrices. Le droit constitutionnel doit adapter ses notions et ses normes à ces changements radicaux.	Amérique Latine), dont le sujet sera fort passionnant : « L'enseignement du Droit Constitutionnel dans un monde changeant. Nouveaux problèmes et nouvelles tendances ».
Le Pouvoir a une tâche indiscutable au plan du bien commun économique. Il doit alors adapter ses institutions et ses concepts pour corriger la tendance de l'économie moderne au déséquilibre progressif, parce que livrée à elle-même, ses mécanismes conduisent à une aggravation, non à une atténuation de la diversité des niveaux internationaux de vie.	Quant au fait associatif international, notre institution peut faire une très brève et triple considération.	Enfin, ALDEC professe cette conviction : au-delà du bien commun national, il y a un bien commun universel, et en conséquence un ordre supérieur.
Dans la poursuite de tels buts, on doit travailler à un développement des pays de la	D'abord, ALDEC a la conviction profonde qu'on ne peut pas atteindre ces buts par des moyens seulement nationaux. D'autre part, la limitation régionale de sa compétence ne l'empêche pas de dépasser les bornes régionales et de faire des relations, des contributions et des travaux communs avec d'autres associations nationales, régionales et internationales. Dans cette perspective, nous sommes en train d'organiser pour le proche avenir trois Rencontres (Europe - Amérique latine, Asia-Amérique Latine et Afrique-	Nous sommes assez conscients des exigences qui émergent de cette réalité. Obligations et devoirs intellectuels et pratiques : dans l'enseignement, approfondissement de la thématique internationale; sur la voie panique, efforts pour la création d'une Association Internationale de Droit Constitutionnel.
	D'Salvador Maria Lozada	
	<i>pour le droit constitutionnel.</i>	
		(1) M. S.M. Lozada était à l'époque le secrétaire général de cette OUCAL.

V.

DEVELOPMENT BANKING INTENSIVELY ENGAGED IN SEARCH FOR NEW FUNDING



Creative proposals and renewed vigor have been the hallmark of the latest activities of the Latin American Association of Development Financing Institutions (AUDE), as the organization representing Latin American and Caribbean development banking, in its ceaseless search for new sources of funding in compliance with its given objectives.	mark for that purpose. To complete the picture, the prospects for international trade over the next few years look very meager, while at the same time the service on foreign debts contracted as a result of recent maladjustments in the world's economy have taken on a pressing nature.	which take on the identification of projects that may be jointly executed in each of their countries so that their implementation and development might later be furthered with the participation of businessmen from another country of the region; the dual aim is both to attract and transfer technology and/or capital between pairs of countries.
This has been motivated by the growing concern of the developing countries over the gloomy financial panorama which they foresee for the immediate future. On the one hand the international financing bodies are cutting down on their already restricted loans on concessional terms. On the Other, the oil-exporting countries which have furnished the lion's share of the development funds in recent years have Seated that they will have no margins of surplus in 1981 and 1982 to ear-	The answer of ALIDE and its members was not long to be awaited. Rapidly and pragmatically, the organization addressed itself to finding a solution, using three main approaches to attack the problem.	Insofar as the formal establishment of such funds is concerned, it is suggested that a trust or its legal equivalent be set up in each pair of countries, as is being done in Mexico with a fair degree of success. Each of the two countries signing the agreement is represented by the development financing institution - whether public, private or mixed - that is considered within its own country to be the most active in promoting industrial projects. Upon signing the agreement establishing the
Co-investment funds. One of the means that has been given quite some study is that of co-financing by the development institutions of the region. Co-investment funds are set up by pairs of institutions.		

binational investment fund both institutions bring to the trust - or its legal equivalent - funds to subscribe the risk capital for the specific projects that are to be advanced through this arrangement, other banks of each of the two countries may be the ones to act as trustees.

Promotion of investments with international banking. This is another of the devices for cooperation that ALIDE has emphatically been promoting since 1979. During the course of the tenth regular general assembly, held at that time in Panama, it organized a meeting in which its member financing institutions and public and private international banks of the major developed countries participated. This took on the nature of an exacting technical forum for promoting the financing of projects and investments in the region.

As and adjunct, ALIDE prepared and presented two documents to the eleventh general assembly meeting, held last May in Quito, Ecuador: one was a study entitled « International Sources of Credit for the Co-financing of Projects in Latin America » and the other concerned « Projects of the Development Financing Institutions of the Region for Co-financing and/or Co-investment by International Banks ». Both of these documents had been sent to the member institutions of ALIDE and to the international banking organizations prior to the assembly so that they could exchange preliminary information and meetings could be set up; these were to provide for contacts and negotiations during ALIDE XI to arrange for the funding of Latin American projects by international banking.

The study on international sources of credit was prepared on the basis of a survey carried out by the general secretariat of ALIDE among public and private international banks; more than 80 answers were received, containing expressions of willingness by 63 international banks to participate in the co-financing of co-investment of projects in Latin America.

That report provides a brief coverage of the main operational features of the banks enabling them to take part in international co-financing activities as well as information on their experience in this regard.

The data compiled by the general secretariat of ALIDE from that furnished by its member institutions was sent, in turn, to those international banks interested in taking part in co-financing operations in Latin America. It covered more than 90 profiles of investment projects for a total value of over 1 billion 700 million dollars presented by 15 development financing institutions from 10 countries of Latin America.

During the Eleventh General Assembly of ALIDE intense project promotion sessions were held. The approach here was two-

fold. On the one hand, the projects requiring investment were introduced to all of those attending the assembly, and especially the representatives of international banking. On the other, numerous bilateral meetings were scheduled and held between the sponsors of the investment projects and the international banks interested in taking part in their funding.

Latin American Multinational Enterprises.

Direct multinational investments in Latin America through the establishment of joint enterprises may make it possible to transfer and develop new technologies, as well as increase the industrial parks and enlarge the market economies of our countries. The encouragement of those in investments will augment the possibilities of further opening the markets to foreign investments, and therefore to Latin American multinational enterprises. A familiarity with the mechanisms of foreign investment and the endeavor to attain a stable positive balance of payments will boost a rapid growth of investment in Latin America and will broaden the terms for a greater supply of external resources to our region. This will set the stage to enable Latin America to secure direct benefits such as the transfer of technology, the employment of labor, an increase in trade and an expansion of exports. Actions of this type will encourage the creation of multinational joint enterprises and the participation of small and medium businesses in the development process, allowing them to compete with the already established transnational enterprises.

It is in this field that ALIDE has been working for some time. Recently it organized and carried out, with the help of the United Nations Conference on Trade and Devel-

opment (UNCTAD), the Escuela Empresarial Andina set up under the Andrés Bello agreement, and the Instituto de Cooperación Iberoamericana, a seminar on the administration and financing of Latin American multinational enterprises. Representatives of the Junta of the Cartagena Agreement, the Andean Development Corporation, the Inter-American Development Bank and the Latin American Economic System (SELA) also took part in the seminar, as did others from the multinational enterprises already operating in the region.

The conclusions of the meeting were valuable in helping to set the course for the study of multinational enterprises as agents for cooperation among developing countries, their management and administration, their needs and the distinctive features of their financing, and their sources of funding.

With the intensification of these activities to promote financial cooperation for enlarging and diversifying the sources of funds for development banking in the region, the Latin American Association of Development Financing Institutions (ALIDE) has firmly laid the groundwork for this new stage of its life: the phase is characterized by an emphasis on specific activities to help meet the financial needs of its member institutions. As a result, the annual meetings of its general assembly have taken on a new dimension. Not only do they constitute a qualified technical forum for the airing of the problems of development banking, but they also provide a suitable environment for publicizing opportunities for investment in the countries of Latin America and finding the necessary external funding for them, under the best terms possible in each specific case.



Le CLUB de DEAUVILLE, centre international de réflexions et de proposition sur la formation et le perfectionnement des cadres, est une association loi 1901 créée en 1978 sous la présidence de Madame d'ORNAVANO.

Actuellement 300 personnes en sont membres et se réunissent à l'occasion de colloques sur des thèmes intéressant les chefs d'entreprises. (Voir p. 264)

LA PRIX PAR LA CULTURE

« Pour un dialogue dont le monde a tellement besoin »

Michel RUSINEK

Notre éditorial situe d'autre part parmi les nombreuses formes de la régionalité, les régions de l'esprit. La Société Européenne de Culture, qui a célébré dernièrement son trente-cinquième anniversaire, en est un bel exemple transnational à travers toutes les frontières de l'Europe et au de là.(1)

Or voici que notre courrier nous apporte le dernier numéro de la Revue du Centre polonais de la SEC, qui mérite attention et citation à plusieurs titres.

« Polski SEC » commence par un émouvant hommage au président fondateur de ce centre associatif d'Europe orientale :

Jaroslav IWASZKIEWICZ, de formation humaniste, homme de lettre et musicologue de renom mondial, du fait d'innombrables traductions, qui fut longtemps président de l'Union des gens de lettres polonais, en même temps que député à la Diète polonaise, mort dernièrement quasi centenaire. Artisan convaincu de la paix et de la coopération internationale, ses amitiés transnationales l'amènèrent à se distinguer aux réunions transnationales des Fédérations internationales des PEN clubs, puis à participer brillamment aux œuvres de la Société Européenne de Culture dès ses origines en 1945, en qualité de Vice-Président international. Les chroniques de - Comprendre », l'imposante publication de la SEC, portent trace de ses interventions aux Congrès de la Société.

On trouvera dans ce petit dossier la dernière lettre que J. IWASZKIEWICZ écrivit à son collègue italien le professeur Adriano BUZZATI-TRAVESO, un témoignage d'exceptionnelle longévité de l'esprit, mais surtout un suprême message de tolérance, de conciliation des idées et des convictions dans les relations interculturelles.

Suivent : une notice historique du centre polonais de la SEC par Michel RUSINEK, directeur de « Polski SEC », document intéressant qui illustre un aspect de la vie associative en Pologne; puis une présentation de cette association de personnes, par un autre membre polonais Wojciech NATANSON; enfin la leçon de Michelle CAMPAGNOLO-BOUVIER, la veuve du fondateur de la SEC, qui en a vaillamment gardé le flambeau.

LE SUPREME MESSAGE DE IAROSLAW IWASZKIEWICZ *

Mon Cher Président,

J'ai bien reçu votre lettre du 23 avril dernier adressée le 21 mai aux conseillers qui n'étaient pas présents à Amsterdam. Je m'excuse d'avoir tellement tardé à y répondre, mais des difficultés d'ordre personnel m'en ont jusqu'ici empêché.

En principe vous me trouverez d'accord avec vos thèses et je m'emploie avec mes collègues du Centre Polonais à orienter le travail de la SEC dans ce sens éminemment souhaitable du concret. Mais il me semble qu'à mesure que notre Société ira en se développant, il nous faudra réfléchir sérieusement à de nouveaux moyens de rapprochement entre les pays. Je crois, en effet, que la source des plus grands malentendus est dans notre profonde ignorance mutuelle, dans le peu de connaissance qu'une nation européenne a des autres.

Ne pourrait-on envisager, par exemple, la création de plusieurs petits groupes d'études nationaux qui pourraient se reconstruire à deux ou trois et s'expliquer mutuellement sur des choses essentielles. Il ne s'agit pas de se jeter à la tête des cours d'histoire économique et sociale, ni d'ambitionner de faire des recherches fondamentales dans ces domaines, mais de donner un aperçu de l'état d'esprit de telle ou telle nation, d'expliquer un peu d'où il vient, quels sont ses tenants et aboutissants, comment il a été influencé par l'histoire et les bouleversements sociaux, en quoi, en un mot, réside sa spécificité. L'erreur la plus répandue, à mon sens, consiste en effet à généraliser la manière de penser de certaines nations, sans distinguer les traits caractéristiques de chacune.

Entre l'Est et l'Ouest de l'Europe il y a toujours des divergences fondamentales

dans l'appréciation des phénomènes culturels, en raison de l'ignorance des choses élémentaires, de l'histoire, de la littérature, de l'art, du contexte, somme toute, de chaque phénomène. Ce ne sont pas là choses simples ni faciles. Cet état d'esprit est la résultante de très nombreux facteurs d'une complexité infinie dont un intellectuel moins rodé ignore tout simplement tout. Prenons pour exemple un fait culturel très important de la Lituanie contemporaine, l'œuvre du grand poète Edouard Miéjela. L'intellectuel occidental classique ne

(1) Voir Associations Transnationales n° 3: « Un lieu ou souffle l'esprit ».

* Lettre au Vice-Président international de la SEC, le professeur Adriano BUZZATI-TRAVESO, datée de Varsovie 10 octobre 1979. J. IWASZKIEWICZ avait 95 ans.

sait absolument rien de la glèbe qui a donné naissance à cette création poétique. L'histoire nationale, les influences russes, les influences polonaises, le catholicisme, le socialisme. l'attitude envers sa langue et son pays, etc. etc.

Des exemples de ce genre abondent et sans en voir toute la complexité, on ne peut parler de connaissance et sans connaissance mutuelle il ne peut y avoir de compréhension ni de véritable amitié.

Dans tous ces cas les différents centres nationaux de la SEC, ses groupes d'étude comme aussi des individualités pourraient jouer le rôle capital de facteurs d'explication et d'intégration. Cela peut aider non seulement à comprendre les réalités d'aujourd'hui des différents pays, mais aussi éclairer utilement leur passé. Si nous ne nous résolvons pas à prendre en considération ces tâches et si nous ne cherchons pas des moyens nouveaux de les réaliser- nous ne cesserons jamais de

tourner autour des lieux communs du genre « Pologne héroïque - ou encore » Allemagne romantique ». Il me semble que c'est dans cette direction que devrait s'engager l'activité future de la SEC, c'est là que je verrais les grands buts, si difficiles à atteindre, de notre Société.

Croyez bien, mon cher Président, à l'assurance de ma parfaite considération.

(Trad. Jerry Lisowski)

HISTOIRE DE LA SEC POLONAISE

Avant de parler de l'activité de la SEC polonaise, il convient de présenter en quelques mots la genèse et les objectifs de la Société Européenne de Culture dont notre institution est un des centres natio-

Quelle est l'origine de cette association et quels sont ses objectifs ?

La SEC internationale qui fête aujourd'hui le trentenaire de son activité a été fondée au mois de mai 1950 à Venise grâce à l'initiative du philosophe italien Umberto Campagnolo, idéologue et, pendant des années, secrétaire international de la fédération.

Le moment où se formait l'association correspond à une période de tension de la guerre froide. Voilà pourquoi aussi bien le statut de la Société que les premières résolutions de ses assemblées générales justifient le besoin de créer ce parlement culturel international par la situation difficile du monde en proie aux différents politiques, idéologiques et économiques. Les membres-fondateurs de l'association n'avaient pas oublié les conséquences terribles de la dernière guerre et ne voulaient pas rester observateurs impassibles de nouveaux troubles politiques dans un monde coupé en deux moitiés ennemies. Il décidèrent de réclamer un dialogue entre les puissances du monde, d'exiger une condamnation des guerres agressives et de défendre l'opinion qu'en décidant du destin du monde il faut tenir compte de la voix des créateurs de la culture sans lesquels « aucune vie des sociétés n'est concevable ».

La tâche principale de la SEC consiste donc à réclamer pour les créateurs de la culture le droit à exercer leur influence sur le sort de l'humanité et à veiller à la liberté des cultures et de leurs créateurs indépendamment des différences raciales, linguistiques, et idéologiques, indépendamment des régimes dans lesquels ils vivent et travaillent.

La SEC est une institution apolitique se tenant à l'écart de ce qu'on appelle politique ordinaire - elle désire réaliser ses idées par sa propre politique de la culture qui doit frayer le chemin à une entente mondiale. Quarante-huit tomes de périodique édité par la centrale sous le titre éloquent de « Comprendre » confirment cette tendance. On y trouve les travaux et les expositions des plus grands savants, artistes et écrivains de différents continents, en commençant par Picasso, Huxley, Erenburg, Duhamel et Pablo Neruda jusqu'aux personnages illustres vivants parmi lesquels figurent aussi des auteurs polonais.

L'appel de l'association créée quelques années après la guerre et invitant les représentants de la culture à une fraternité pacifique devait trouver une résonance toute particulière chez les Polonais - représentants de la nation la plus éprouvée par l'invasion allemande de 1939, de la nation dont la culture avait subi de la part de l'ennemi des destructions sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Dès le début de son activité entra dans la Société Européenne de Culture un groupe de Polonais, dont Maria Dabrowska, Jaroslaw Iwaszkiewicz, Kazimierz Kumarniecki, Stanislaw Lorentz, Jan Parandowski, Jerzy Zawieyski et l'auteur du présent article, et bientôt elle attira un cercle d'intellectuels polonais de tous les domaines qui compte aujourd'hui près de 150 membres.

En 1951 l'équipe de Polonais mentionnés plus haut initia son activité en Pologne et nous considérons cette année comme début de l'histoire du centre polonais de la SEC, indépendamment du fait qu'en tant qu'institution il obtint la personnalité juridique dans les années 60.

Trente ans d'activité de créateurs polonais à la SEC se traduisirent entre autres par leur participation active aux premiers

congrès de la Société, aux travaux du Conseil Exécutif, à ses commissions et par leurs publications dans la revue annuelle « Comprendre ».

Les premiers numéros de ce périodique contiennent les essais, dissertations et exposés prononcés au cours des congrès par J. Iwaszkiewicz, J. Parandowski, les professeurs J. Szczepanski et A. Schall ainsi que les traductions des poèmes de Jaroslaw Iwaszkiewicz dues à Jerzy Lisowski. Les éditions suivantes publient les exposés de W. Natanson, S. Dzielwski, M. Rusinck, L. Lewin, L. Prorok et du professeur J. Bogusz.

L'activité des membres polonais de la SEC, si tôt commencée, fut remarquée et appréciée st bien que dans les années 50 on désigna pour membres du Conseil Exécutif, principal organe de la Société. J. Iwaszkiewicz. J. Parandowski. J. Saczepanski et, plus tard, le professeur M. Brahmmer, W. Natanson, M. Rusinek, J. Dobraczyzski et E. Kabatc.

Ils entreprirent de populariser en Pologne l'activité et les principes idéologiques de la Société en publiant dans la presse des articles sur la SEC et en faisant des conférences publiques au sujet de cette institution. La mémoire me vient en aide en ce moment, rappelant par exemple une grande réunion des amis de la SEC qui se tint au début de 1957 au siège du PEN-Club polonais et pendant laquelle J. Parandowski donna une conférence intitulée « Activité de la SEC à Venise ».

Nous avons pu entreprendre d'organiser des conférences plus régulières au moment où, grâce à l'amabilité de la direction de l'Union des Gens de Lettres Polonais, on nous a autorisé à profiter de la salle de la Maison de la Littérature. Une liste de ces conférences, insérée dans la présente publication, illustre notre ligne de programme générale qui a pour but de servir les idées internationales de la SEC

par la popularisation des acquisitions de la culture moderne correspondant à ces idées.

Nous avons prêté notre tribune aux représentants de différents domaines de la création scientifique, littéraire et artistique en y invitant des créateurs polonais et étrangers. Le résultat de cette action s'exprime par le nombre de 175 réunions publiques. Certains sujets ont été réunis en séries plus détaillées comme, l'organisation en automne 1978 d'un cycle de conférences sur les littératures du monde où quelques dizaines de spécialistes, connaisseurs des littératures nationales respectives ont présenté les acquisitions de la littérature allemande, américaine, anglaise, bulgare, espagnole, française, hongroise, italienne, japonaise, portugaise, roumaine, russe, Scandinave, slovaque, tchèque, yougoslave et polonaise. Soucieux de contribuer à un échange réciproque des acquis modernes des cultures du monde, nous essayons, dans la mesure de nos possibilités financières, d'accueillir à Varsovie les membres illustres de la SEC, y compris les lauréats de nos prix annuels. Les chroniques de la SEC polonaise citent, parmi nos invités, les noms aussi éminents que Igor Bejza de l'URSS, Magda van Emde Boas de Hollande, Ivan Boldizar de Hongrie, Karel Krejci et Ottokar Bartos de Tchécoslovaquie, Petyr Dinekow de Bulgarie, Jean Lacroix et Jean-Jacques Mayoux de France, Eugène Kusielewicz des Etats-Unis, Jean Morand de Belgique, Mariapija Vecchi, Andréa Ferrari Toniolo et Giovanni Stiffoni d'Italie, Djorde Zivanovic de Yougoslavie, Jan Oskar Tauschinski d'Autriche et autres.

Les rencontres avec les visiteurs étrangers suscitent beaucoup d'intérêt chez nos auditeurs, membres de la SEC polonaise et ses sympathisants, elles trouvent habituellement une résonance positive dans les relations de presse ou fournissent l'occasion de reportages télévisés ou radiophoniques contribuant ainsi à la popularisation de la SEC dans la société polonaise.

La SEC polonaise s'enorgueillit d'avoir institué deux prix annuels décernés par notre direction aux étrangers en reconnaissance de leurs mérites pour la culture polonaise en dehors de la Pologne. Nous estimons qu'en attribuant des lauriers pour la popularisation des acquis de la culture polonaise dans le monde, nous servons la cause de la popularisation de la culture européenne en général à laquelle concourent aussi les auteurs polonais, interprètes des désirs et des aspirations universelles.

Nous décernons ces prix depuis une quinzaine d'années et sur la liste des lauréats auxquels nous consacrons dans ce périodique un article a part figurent en ce moment près de vingt personnes représentant différents pays : la France, l'Autri-

che, l'Italie, la Tchécoslovaquie, le Danemark, la Norvège, la Bulgarie, les Etats-Unis et l'URSS.

Récemment, en 1979, nous avons fondé le troisième prix annuel destiné au créateur polonais qui par son œuvre perpétue la bonne renommée de la culture polonaise au-delà des frontières du pays. Les premiers lauréats de ce prix sont le compositeur célèbre Witold Lutoslawski et le professeur Wladyslaw Tatarkiewicz, philosophe et esthéticien de l'art mondiallement connu, mort il n'y a pas longtemps.

Considérant que l'initiative des prix annuels contribue remarquablement à

SEC et la Société elle-même, nous avons présenté lors des sessions du Conseil Exécutif à Venise et à Sienne le projet de fonder un prix international annuel de la Centrale de la SEC pour les créateurs de célébrité mondiale qui servent les idées de notre Société.

Grâce à une attitude favorable des membres du Conseil Exécutif et grâce à une aide importante du secrétaire international, Mme Michelle Campagnolo, ce prix existe depuis 1979 et les premiers lauréats Marc Chagall et Catherine Karolyi inaugurent de leurs noms prestigieux la liste des lauréats de la SEC.

Parmi les initiatives mémorables du centre polonais de la Société Européenne de Culture nous comptons l'organisation en Pologne, en 1974, d'une réunion du Conseil Exécutif pendant laquelle nous avons eu la joie d'accueillir quelques dizaines de membres des autorités de notre fédération venus à Varsovie de vingt pays du monde. Je me souviens de l'émotion causée à tous les participants de cette rencontre internationale par l'arrivée du professeur Umberto Campagnolo qui, malgré sa santé complètement ruinée et le fait d'être partiellement immobilisé, s'était exposé aux inconvénients du voyage pour venir à Varsovie. Qui plus est, il a participé activement aux débats en y apportant sa voix d'idéologue de la Société. L'heure y était d'ailleurs particulièrement favorable car le congrès s'est tenu au lendemain de la conférence des chefs d'Etat à Helsinki qui a inauguré la charte de la paix mondiale, autrement dit au moment où commençait à se réaliser la première étape d'un arrangement des nations, où approchait la conclusion de leur dialogue - œuvre pour laquelle Campagnolo avait lutté pendant quelques dizaines d'années de sa vie.

Le congrès varsovien, préside par le professeur Alfred Kastler, reste jusqu'à ce jour dans la mémoire de ses participants. Un niveau élevé de ses débats a été assuré par les exposés et discours des savants susmentionnés, Kastler, Campagnolo, Iwaszkiewicz ainsi que de Jean Lacroix, Ivan Boldizar, Henri Janne, sociologue, ancien ministre belge de l'éducation nationale, Boris Polevoi de

l'Union Soviétique, Leendert Braat, artiste-plasticien de Hollande, Thor Vilhjalsson, président de l'union des écrivains islandais, du professeur Godlewski de Lille et d'autres.

Nous avons entrepris également, au cours des dernières années, d'éditer nos propres publications sous le patronage de la SEC. Ce secteur de notre activité se développe un peu plus lentement pour la bonne raison que n'étant pas une maison d'édition, nous ne disposons pas de moyens propres à ce but.

Il n'empêche qu'il y a quelques années

Tadeusz Boy-Selehski, excellent écrivain polonais, membre de l'Académie Polonaise de Littérature, assassiné par les nazis à Lvov en 1941. Nous avons entrepris cette publication de concert avec la maison suisse l'Age d'Homme pour rendre hommage à l'écrivain défunt et pour célébrer la mémoire de son traducteur, Paul Cazin, grand admirateur de la littérature polonaise. Nous attendons la parution d'une anthologie (préparée par nos soins en langue française) des récits et des essais des meilleurs auteurs polonais contemporains consacrés à la dernière guerre. Nous avons choisi pour ce livre les ouvrages qui se distinguent par un regard universel sur l'horreur de la guerre et sur ses conséquences.

La troisième publication que nous remettons entre les mains des lecteurs polonais et étrangers est la présente étude consacrée à l'idéologie de la SEC et à l'activité du groupe polonais dans le cadre du trentenaire de la Société.

Cette brève esquisse sur les travaux de la SEC polonaise a forcément un caractère d'information - c'est notre première publication entreprise en vue de populariser la science sur notre société. Le centre polonais, comme toute notre fédération, évite toute forme de publicité tapageuse, mais il estime de son devoir d'informer l'opinion publique de son activité. Celle-ci vise principalement à populariser les idées fondamentales de la SEC, idées qui permettent d'espérer une fraternité de plus en plus étroite des cultures et un dialogue dont le monde a tellement besoin. Cette fraternité des cultures nous apparaît comme une poignée de main échangée par les créateurs au-delà des frontières, des régimes, des religions, des races et des langues. Nous poursuivons notre activité animés d'une confiance profonde que les idées de la Société Européenne de Culture servent l'humanité et la paix mondiale, qu'elles servent la défense de la liberté et de l'indépendance des créateurs - écrivains, savants et artistes sans lesquels, comme disait le professeur Campagnolo, aucune société n'est concevable.

Michał RUSINCK

(Trad. Barbara Grzegorzewska)

LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE CULTURE

Après la fin de la seconde Guerre mondiale, les gens soucieux de l'avenir voyaient clairement le danger d'une catastrophe collective. Les moyens d'extermination de masse ont été si développés que leur nombre (sans parler de leur effroyable perfection) suffirait à tuer six fois toute la population de notre planète. Et parallèlement aux armements nucléaires, les anciennes armes « classiques » n'ont cessé de se multiplier. Le pacifisme ancien, utopique et purement émotionnel, ne pouvait plus y remédier. Il n'arrangeait rien, ne pouvait rien contre les passions aveugles, les tendances à la suprématie, le goût de la violence et du génocide.

L'idée que le développement des institutions internationales éliminerait automatiquement tous les dangers fit faillite elle aussi. La Société des Nations s'avéra impuissante devant « la force avant la loi » hitlérienne, héritage des doctrines de Bismarck. La coopération culturelle se perdit dans un tourbillon de papiers. « Quiconque veut noyer un projet ou le remettre à l'infini, n'a qu'à le mettre dans le dossier des problèmes urgents. Il y attendra jusqu'au jour du jugement dernier » - disait-on.

Sans doute certain progrès s'est-il réalisé dans ce domaine. Mais nous savons qu'il ne faut pas se fier avec insouciance au cours des événements. C'est bien ce qu'on a compris au lendemain de l'échec d'Hitler. A Genève, un groupe de gens s'est mis à organiser systématiquement, à l'université de cette ville, des rencontres de écrivains et de savants venant de différents pays et représentant différentes idéologies, mais unis par un commun souci de la paix et de la coopération. Les Suisses soulignaient que depuis la fin du XVIII^e jusqu'à la moitié du XIX^e siècle leur pays traversa une période de conflits, d'inquiétude et de chaos. Depuis 1948 cependant on a trouvé en Suisse un mode de vivre, un système intellectuel et moral permettant une co-existence des hommes de diverses nationalités et confessions dans un climat de tolérance, d'autonomie et de coopération. Le recteur de l'Université genevoise, Antony Babel, fut le premier président des Rencontres Internationales de Genève et, pendant des années, Fernand Lucien Mueller, éminent psychologue, en fut le secrétaire.

Mais les Rencontres de Genève n'avaient pas un caractère « institutionnel ». Leur but était surtout de préparer le terrain.

Elles ne disposaient pas de moyens financiers importants. Ce que comprit un philo-

sophe et juriste italien, âgé à cette époque de 42 ans, Umberto Campagnolo. Né en 1904 à Este, ambitieux et plein de talent, disposant de vastes connaissances philosophiques, d'un esprit indépendant et d'une grande force de caractère, il refusa en 1933, en tant que jeune savant, de jurer fidélité à la nouvelle constitution fasciste. Son acte entraîna des conséquences inévitables. Campagnolo dut émigrer. Il passa clandestinement à Genève où se groupèrent de nombreux savants célèbres, dont Hans Kelsen. Il fut vite entouré d'estime. Pendant deux ans il donna des cours de philosophie du droit.

Son livre intitulée « Nations et droit », publié en 1938 par les « presses Universitaires de France », fut lu, juste avant la guerre, par Jean Lacroix (né en 1900), philosophe chrétien, cofondateur avec

Emmanuel Mounier du célèbre mensuel personnaliste « Esprit ». Dans les tranchées, pendant la drôle de guerre, Lacroix écrivit une critique enthousiaste de ce livre. Elle parut au mois de mai 1940, au moment de l'invasion hitlérienne de la France. Presque tout le tirage de ce numéro fut détruit par la gestapo, de même qu'une grande partie d'exemplaires du livre de Campagnolo.

Dans ce traité, plein de verve, de tempérament, de pensées nouvelles soutenues avec des arguments, Campagnolo démontrait que les nations elles-mêmes devaient prendre en main la question de la paix mondiale. Cette idée avait déjà été exposée en grosses lignes par l'auteur en 1935 dans le mensuel « Revue de droit ».

Un hasard heureux fit qu'en 1948 Umberto Campagnolo qui était titulaire de chaires à Venise, Milan et Padoue rencontra un interlocuteur prestigieux et influent en la personne du président de la Biennale, autrement dit d'un festival artistique international de Venise, existant depuis 55 ans - professeur, Syndic de Venise, député, puis sénateur et ministre Giovanni Ponti. La collaboration de ces deux hommes donna des résultats concrets. Le professeur Babel, dans une allocution prononcée à l'occasion du 20^e anniversaire de la SEC, parla de Ponti en ces termes: « Il se distinguait par une grande clarté d'esprit, un sens de l'organisation, une autorité liée à une courtoisie et une politesse parfaites. Son sourire abolissait tous les obstacles. Il groupait autour de lui les gens d'opinions diverses, voire opposées, et le laissait collaborer sans exiger qu'ils renoncent, même partiellement, à leurs opinions. Il avait des convictions établies qu'il ne trahit jamais.

Mais il considérait que les relations humaines avaient une « marge » assez large permettant (et même favorisant) la réalisation de contacts fructueux et de coopération véritable ».

L'institution de la « Biennale » assura à la Société naissante les premiers fonds nécessaires à l'organisation de son activité et à la fondation de la revue philosophique et scientifique, organe de la SEC, « Comprendre ». Grâce au soutien de Ponti et de ses amis la Société obtint aussi un local superbe au centre de Venise, à la Place Saint-Marc, dans le bâtiment de Procuratie Nuove.

Bien sûr les difficultés ne manquèrent pas. Elles purent cependant être surmontées par l'énergie du professeur Campagnolo et par la bonne volonté des hommes tels que Giovanni Ponti.

Jan Parandowski évoque la genèse de la SEC dans le livre « Podróże literackie » (« Voyages littéraires », « Ossolineum » 1968) : « En 1949, pendant le congrès de la SEC arriva à l'hôtel » Danielli » le professeur Umberto Campagnolo et il me présenta le projet de cette institution nouvelle; Jaroslaw Iwaszkiewicz qui lui aussi assistait au congrès et moi-même adhérons aussitôt à cette organisation et nous nous trouvâmes ainsi parmi ses fondateurs ».

Entre le 28 mai et le 11 juin 1950, à Venise, au Palais des Doges, se tint l'assemblée constituante de la Société Européenne de Culture. Le professeur Guido Castelnuovo, mathématicien, président de la célèbre Accademia dei Lincei de Rome, né à Venise, fils d'un homme de lettres connu devint son premier président, les fonctions d'un des vice-présidents furent confiées à François Mauriac, éminent écrivain catholique et prix Nobel. Campagnolo devint secrétaire général - et l'âme de la SEC. Dès le début on mit l'accent sur la nécessité, la raison de notre existence. Cette conscience, ou Ethique (qu'il ne faut pas identifier avec un code de régies en vigueur) est un phénomène que l'on peut définir comme « politique de la culture ». Car, pris dans ce sens, le terme de culture embrasse toute activité créatrice. Non seulement la science, l'art, la littérature, la pédagogie, le droit, la philosophie, l'économie - mais aussi toute forme d'activité humaine créant des valeurs nouvelles, utiles dans la vie de tous les jours.

Il n'y a pas d'autre choix, d'autre alternative : ou la Paix, ou l'autodestruction et le

reniement de l'humanité. Le développement de la situation ne peut qu'accélérer le moment où les nations se rendront compte de ces vérités. Plus tôt déjà, dans le livre « La plus grande révolution. La paix sans alternative de la guerre » (Neuchâtel, 1971), le professeur Campagnolo écrivait : « Les progrès extraordinaires dans le domaine de la science et de la technique transformèrent profondément les relations humaines et démontrèrent que la guerre n'était pas une nécessité, qu'elle pouvait et devait être éliminée »,

La doctrine appelée « politique de la culture » est volontariste. Elle suppose une alliance spécifique de la science et de l'énergie, de la cognition et de la décision.

Comment faut-il comprendre le mot « européen » dans le nom de sa SEC ?

Depuis ses origines tous les fondateurs de cette institution affirmaient qu'il ne s'agissait là d'aucune forme de régionalisme géographique ni de particularisme continental. La Société Européenne de Culture n'est pas et ne veut pas être une « Paneurope » restaurée de Coudenberg. Dès le début on réserva au presidium des places pour les représentants de l'Amérique. A côté de vice-présidents : soviétique (en ce moment l'écrivain Boris Polevoi), français (le professeur Kastler), d'Allemagne fédérale (le professeur Funke), polonais (depuis 1976 Jaroslaw Iwaszkiewicz), italien et anglais-siège un Américain, en ce moment le professeur J. Robert Nelson. Car le caractère « européen » de la SEC consiste - comme le dit le professeur Jacques Mayoux de France - « en un sens de la responsabilité de l'Europe, en tant que berceau de la civilisation, pour le monde entier d'aujourd'hui » !

Au mois de février 1960, à Rome, eut lieu un colloque consacré au problème de la coopération entre l'Afrique et l'Occident.

Son organisation fut assurée par la SEC.

On écouta les exposés du dialogue et de la coopération avec les représentants de tous les pays et de toutes les opinions.

On décida d'organiser les congrès tous les deux ans à Venise, pendant la Biennale. Dans les années « intermédiaires » les congrès devaient se tenir dans différents pays et différentes villes. Le français devint dès le début la langue officielle de la SEC, c'est en français que se tiennent les débats des congrès et les sessions du Conseil, c'est en français qu'est rédigée la revue « Comprendre ». La SEC a toujours été et continue d'être un bastion de la francophonie. En dépit du fait que le secrétaire général Campagnolo et, jusque-là, tous les présidents (dont le célèbre

poète Ungaretti) étaient Italiens. En dépit du fait que le gouvernement italien, en vertu des décisions parlementaires, assura à l'institution elle-même et à son organe principal, la revue « Comprendre », une base matérielle importante et que des parlementaires de tous les partis italiens, notamment le futur premier ministre Andreotti, le sénateur Ceschi (vice-président de la SEC), le député Franceschini (entre parenthèses un enthousiaste de Sienkiewicz), Ponti et le sénateur communiste Umberto Terracini y fournirent leur aide.

La première loi sur le financement de la SEC fut votée à l'unanimité par le parlement italien en 1961. En 1967, sur la proposition du sénateur Ceschi, on éleva considérablement la subvention en votant une nouvelle loi. En 1970 on prolongea la période de financement sur la proposition du député Francesco Franceschini. En 1976 fut votée la loi qui reste en vigueur jusqu'à ce jour.

Au cours des années, grâce aux initiatives toujours nouvelles, débats, propositions et enquêtes (publiées dans « Comprendre ») - se forma la « doctrine » de la SEC.

Elle fut le mieux exprimée dans un beau traité de Campagnolo, écrit en 1975, un an avant la mort de l'auteur, à l'issue de la session varsoivienne du Comité Exécutif, et intitulé « Ethique et histoire ».

Dans le monde d'aujourd'hui - constate l'auteur - glissent de puissantes forces d'autodestruction, de contrainte et de violence. Ce sont elles qui donnent à l'histoire une forme menant à la catastrophe, à un suicide collectif. Mais il existe aussi de puissants facteurs contraires. On peut les considérer comme une conscience morale de l'humanité donnant un sens à la civilisation et déterminant en conséquence Mauriac et de Leopold Senghor, grand poète noir de langue française, président du Sénégal. On décida d'organiser une autre rencontre, à Dakar. Et bien qu'elle ne se soit pas jusqu'à présent réalisée, le problème de l'Afrique revient sans cesse dans les débats de la Société. Le président du Centre français, le professeur Alfred Kastler, grand physicien (prix Nobel) et poète en même temps, rappela plusieurs fois la nécessité de s'occuper de la famine en Afrique et des besoins spirituels de ce continent. Pendant une session de la SEC espagnole, à Tereblanca del Sol près de Malaga, Jan Parandowski suggéra de s'occuper du « dynamisme de l'Afrique dans les relations culturelles avec l'Europe ». A un moment on proposa de changer le nom de la Société Européenne de Culture en Société Mondiale de Culture. A l'exemple de la SEC fut créée la Société Africaine de Culture. On

pensait à leur collaboration. Une session du Conseil Exécutif de la SEC, organisée en novembre 1979 à Athènes et réunie avec l'inauguration solennelle du Centre grec fondé sur l'initiative de l'actuel gouverneur de la Banque Nationale de ce pays, militant de la Résistance contre le régime des colonels, Angelos Angelopoulos, jeta sur ces questions une lumière nouvelle. En remontant aux sources de la culture européenne on y traitait de l'immense rôle de la culture et de l'héritage de l'époque byzantine et alexandrine. L'immortalité de la Hellade est une analogie à l'histoire de la pensée européenne et de l'unité du monde. Pendant cette réunion, l'exposé polonais de Eugeniusz Kabatc produisit une vive impression.

La SEC a ses organes centraux : président, vice-présidents, secrétaire général (à présent - seulement international), comité de rédaction de la revue « Comprendre », commission de révision. Conseil Exécutif. Elle possède aussi ses centres nationaux. Cela est conforme à la théorie de la SEC souvent définie par les professeurs Campagnolo et Lacroix :

dans la culture n'a de véritable importance internationale que ce qui tire son origine de la Créativité nationale. Dans la pratique cela s'exprime par le fait qu'à chaque session du Conseil Exécutif les représentants des Centres respectifs rendent compte de leur activité.

Depuis onze ans le Centre polonais compte parmi les plus actifs. En 1975 nous avons organisé à Varsovie une session du Conseil que l'on a considérée comme une étape importante dans l'histoire de la SEC. Nous prenons une part active aux travaux du Conseil Exécutif et des congrès (dernièrement à Sienne et à Volterra où un discours d'adieu fut prononcé par Wojciech Natanson, représentant des Polonais). La revue « Comprendre » profite souvent de matériaux polonais. Le dernier tome (43 - 44) apporta entre autres la réponse de Jaroslaw Iwaszkiewicz à l'enquête « sur le sens de l'histoire ». Cette réponse a été jugée par le professeur Jean Lacroix dans son article récapitulatif comme une des plus intéressantes et des plus importantes. Le même numéro contient un compte rendu du Centre polonais, une esquisse du professeur Jozef Bogusz sur l'euthanasie et mon souvenir consacré au professeur Campagnolo mort en 1976, au sens véritable de son optimisme exempt d'illusion.

Grâce à l'initiative de Michal Rusinek, vice-président du Centre polonais, la SEC octroie depuis 1979 des prix internationaux. Le premier de ces prix fut décerné en mai 1979, lors de la session d'Amsterdam, au grand peintre, dernier représentant de l'« Ecole de Paris », Marc Chagall.

Au début de l'activité de la Société Chagall en fut un des membres actifs. Il accueillit avec enthousiasme l'assemblée constituante et assura à l'un des premiers numéros de « Comprendre » une belle présentation graphique.

Le Centre français compte également parmi les plus actifs. Il est actuellement dirigé par le professeur Kastler, l'éminent écrivain Claude Aveline, l'excellent angliciste et connaisseur de Conrad, Jean-Jacques Mayoux, le célèbre économiste, le professeur François Perroux, le libraire et essayiste Maximilien Philippe Delatte, le Père Dominique Dubarle, dominicain et philosophe, le professeur Georges Auclair, sociologue et écrivain. Et, naturellement, par le professeur Jean Lacroix, habitant à Lyon.

L'Italie possède deux Centres : à Rome et à Venise. Le Centre de Rome est présidé par le professeur Andréa Ferrari-Toniolo, excellent ingénieur et organisateur. Il est animé par Mme Maria Luiza Astaldi, le sénateur Terracini et le député Franceschini. A Venise les rencontres sont organisées par la veuve du professeur Campagnolo. Mme Michelle Campagnolo-Bouvier, A Turin enseigne le rédacteur en chef de la revue « Comprendre », le professeur Umberto Bobbio, sociologue, qui jouit d'une grande autorité et fut un des candidats à la présidence de la république lors des dernières élections.

Le Centre hollandais lui aussi peut s'enorgueillir de son activité. Il organisa une session intéressante du Conseil Exécutif en mai 1979 et édite avec les Britanniques un bulletin en langue anglaise auquel s'intéressent aussi les Américains. Mme Magda van Ernde est le secrétaire de ce centre et P.J. Braat, peintre remarquable, en assume la présidence. Jean Morand, essayiste et critique littéraire, spécialiste de Dante, Montaigne et Martin du Gard auxquels il consacra des traités intéressants est l'âme du Centre belge. Il est secondé par sa femme, Mme Bernadette Morand, historien de l'art.

Hélas, les Belges subirent dernièrement des pertes importantes. Disparurent le professeur Philippart, connaisseur des littératures francophones, mort subitement, et Emilie Carner-Noulet, excellente essayiste et poétesse. En revanche le Centre gagna un collaborateur en la personne du professeur Claude Backvis, slavisant, ami de la culture polonaise, connaisseur du baroque et de Slowacki, lauréat de la SEC Polonaise.

Le Centre anglais est animé par le sociologue Maurice Cranston, le grand poète

Georges Buchanan, l'écrivain et traducteur Nigel Foxel et par Jean Le Witt, peintre d'origine polonaise. Il convient de rappeler ici le « Bulletin » anglo-hollandais rédigé par le professeur Landheer et N. Foxel dans le deuxième numéro de ce bulletin parut mon article consacré au Centre polonais.

J'ai déjà mentionné l'activité des Suisses de la partie romande de ce pays. Eux aussi subirent une perte douloureuse - la mort emporta un savant célèbre, auteur d'un excellent manuel d'histoire de la psychologie (7 éditions à Paris), le professeur F.L. Mueller. Actuellement le Centre suisse a pour président Eric de Montmolin, auteur de livres pittoresques et profonds sur l'Helvétie, auteur de la critique de la traduction de « Marysienka Sobieska » de Boy, due à Paul Cazin et publiée par le Centre polonais. Il est secondé par un juriste genevois, le professeur Roger Girod et par Mme Mueller.

J'ai mentionné aussi que le grand écrivain, Boris Polevoi était le président actuel de la SEC soviétique. Avant lui, jusqu'à la fin de ses jours assistait aux congrès de la Société et collaborait à « Comprendre » Ilya Erenbourg. Un juriste, le professeur Mazov, vient souvent aux sessions du Conseil Exécutif. Le Centre soviétique organisa en 1968 une session de la SEC à Moscou et à Leningrad. On prévoit que la session suivante se tiendra à Kiev. « Comprendre » publie de nombreux articles des savants et écrivains soviétiques.

On se souvient de la session de la SEC organisée à Weimar par le Centre de la RDA sous la présidence du professeur H. Budzislowski, mort quelques années plus tard. Une juriste, Mme Erika Lingner, veuve de l'artiste plasticien célèbre et Henryk Heiscn, journaliste et nouvelliste animent les travaux de ce Centre qui compte parmi ses membres l'excellente romancière Anna Seghers.

Rappelons encore les Yougoslaves (le poète Mladenovic de Belgrad, le professeur Franges de Zagreb et le peintre Vilim Svencjak), les Hongrois (J. Boldtzaar, prosateur et rédacteur. Miklos Hubay, dramaturge connu), les Tchèques (Jaroslav Stribny), les Allemands d'Allemagne fédérale (le professeur Funke, éminent philosophe, vice-président international, le professeur Küchenhoff, juriste).

La mort de Campagnolo fut un coup pour la SEC. Un nouveau président, le professeur Beniamino Segré, mathématicien célèbre qui avait dû émigrer d'Italie à l'époque du fascisme, prit le gouvernement de

la Société. Il était plein d'idées et de projets. Hélas, il fut subitement emporté par une crise cardiaque. La SEC cependant avait déjà une importance indéniable. On eût un nouveau président, biologiste (spécialiste de la génétique), le professeur Buzzati-Traverso. Les congrès de Venise et de Sienne, les sessions du Conseil Exécutif à Amsterdam et à Athènes ouvrirent des perspectives nouvelles.

Il faut rappeler ici les exposés remarquables faits à Sienne par le professeur Kastler : « Nature et culture », par le Père Dubarle : « Autonomie de la culture » et par le professeur Bobbio « Présence politique de la culture ».

Un des rôles importants de la SEC consiste à assurer la coopération des spécialistes de différents domaines. Le monde actuel est divisé en spécialisations étroites qui rendent difficiles la coopération et l'échange d'idées, la SEC est une des rares institutions internationales où les juristes (par exemple les professeurs Mazov, Landheer, Küchenhoff, Mme Erika Lingner de la RDA, Wladyslaw Siroszewski et le professeur Szyszkowski de Pologne) collaborent avec les artistes (par exemple le grand peintre français Jean Picart le Doux, l'artiste-plasticien yougoslave Vilim Svencjak, le délégué britannique Jean Le Witt, les Polonais : Henryk Musialowicz, Wanda Nagrabiecka, Jerzy Tchörzewski), où les écrivains collaborent avec les musiciens, les sociologues avec les naturalistes, les physiiciens, les mathématiciens et les médecins. On prévoit d'organiser une exposition internationale des tableaux de la SEC.

La coopération et l'échange d'idées entre les hommes de diverses convictions philosophiques, sociales, politiques et religieuses sont possibles. Comme l'a dit le professeur Lacroix : la SEC groupe les hommes de philosophies différentes, liés par une foi commune en la nécessité de la lutte contre la puissance de la mort. Le professeur Campagnolo évoquait souvent l'exemple de Socrate qui respectait la loi, se soumettait à la majorité athénienne, mais qui aspirait aux transformations profondes.

En apparence les objectifs de la SEC sont si ambitieux qu'ils risquent de paraître utopiques. Mais l'utopie actuelle est digne d'attention, si elle a des chances de devenir la réalité de nos fils et petits-fils. La SEC suit avec attention les problèmes des nouvelles générations. Un des plus intéressants cahiers de « Comprendre » (35 - 36) est consacré à la contestation des jeunes, à ses motifs et à son appréciation critique.

Wojciech Natanson
(Trad. Barbara Grzegorzewska)

LA CULTURE POUR LA PAIX

Le désir de paix, dont la satisfaction comporterait celle de tant d'autres, est l'un des plus répandus qui soient. Le dire, c'est proférer une banalité. Il existe à tous les niveaux, du plus particulier au plus général, et pour toute la gamme des motifs, du plus bas au plus noble. Il va de ce qu'on appelle plaisamment la paix des champs (celle qui n'a coûté ni labour ni labeur), à la paix intérieure, la paix de l'âme conquise au prix des luttes les plus dures et sans cesse à reconquérir. Il sous-tend le marché le plus mesquin entre groupuscules rivaux jusqu'aux négociations ardues, immensément complexes, entre Etats souverains. Il est présent dans la joie qui accompagne une vie naissante et aussi dans le repos que dispense la mort.

Le désir de paix est si répandu qu'à la recherche de crédibilité, la paix est invoquée même quand c'est la guerre que l'on foment. Puis il y a les actes et les engagements, infiniment variés et nombreux, qui se veulent et se croient sincèrement en faveur de la paix, même s'ils s'inscrivent en réalité dans une logique diffidente.

Pour rapprocher de son accomplissement ce grand désir de paix, aucune bonne volonté n'est de trop et le rayon d'action laisse toute latitude à des entreprises multiples.

Parmi les initiatives au service de la paix - de la paix entre les hommes - la Société européenne de culture poursuit selon l'inspiration et la pensée de son fondateur un effort qui se place dans une dimension lui étant propre et qui se caractérise encore aujourd'hui - après plus de trente ans - par son originalité.

A la fin de la dernière guerre mondiale, devant la constatation, d'une part, que l'annihilation de l'ennemi commun faisait renaître les antagonismes traditionnels entre les puissances, de l'autre, que les barrières idéologiques allaient s'élevant. Campagnolo pensa que la culture, dans son essence universelle et créatrice, était désignée pour jouer un rôle actif à rencontre de ce processus de pétrification. A ceux qui s'en réclamaient, il appartenait donc d'abord de déclarer cette universalité en vertu de laquelle elle ne pouvait être enrégimentée dans aucun particularisme; ensuite de comprendre qu'il ne leur était pas permis d'attendre des circonstances la sauvegarde des conditions de son épanouissement, mais qu'ils avaient une responsabilité spécifique à cet égard; enfin de se reconnaître solidaires dans l'exercice de cette responsabilité - qui, au bénéfice de la culture,

représentait en même temps l'apport de celle-ci dans l'amélioration de la situation générale.

Ceux qui, partageant cette conception de la culture et admettant la justesse des principes énoncés, formèrent la Société, étaient des hommes de tous les horizons géographiques et de toutes les convictions idéologiques, ce qui fit d'elle un lieu dont la rareté voire l'unicité fut soulignée, surtout dans les années de la « guerre froide ». Mais si elle sut devenir et rester un lieu de rencontre et d'amitié, elle visait à partir de cette plateforme à l'action commune, une action qui, étant donné les prémisses, dut elle aussi se définir et se créer un espace.

La première étape était représentée par le « dialogue » - qui n'avait rien à voir avec le simple échange de vues - un dialogue exigeant qui portait précisément sur les

dans la volonté de voir au-delà d'elles, un dialogue qui ne s'arrêtait pas devant la mise en question de soi-même dans la tentative de dégager les aspirations où, adversaires sur un plan ordinaire, les dialogues pouvaient pourtant se reconnaître. Il ne visait pas, évidemment, l'uniformité d'appréciation sur des faits précis. Il s'agissait de découvrir une politique commune : la « politique de la culture ». La politique de la culture, concept central autour duquel s'est développée une doctrine. On l'a définie politique de la création, politique de l'homme... C'est une politique qui se veut purement positive: elle évite le heurt pour chercher le dépassement des situations qui semblent des impasses; elle dit oui à tous les efforts allant dans le sens de l'unité, sans pour autant s'identifier avec aucun d'eux.

On peut donc affirmer que Campagnolo considérait les hommes de culture où qu'ils se trouvent comme naturellement appelés à co-opérer pacifiquement, par la pratique de la politique de la culture. Et cette action par et pour la culture se développait en même temps dans et pour la société.

Compte tenu de l'évolution générale, dont les progrès de la science et le perfectionnement des techniques rendant rapide la communication à l'échelle mondiale, dont les explorations extra-terrestres donnaient une image plus restrictive de la terre, sous la menace de l'escalade des armements manifestant négativement la solidarité réelle - sinon consciente - des hommes, Campagnolo orienta la SEC à s'interroger de façon approfondie sur les raisons empêchant que soient tirées véritablement les conséquences de cette situation si radicale dans sa nouveauté. Une réflexion de longues années l'a amené à

déterminer la cause fondamentale de cette impossibilité dans l'ordre juridique en vigueur, c'est-à-dire dans le maintien d'une pluralité d'ordres juridiques, ayant chacun pour raison d'être suprême l'équilibre des forces à soi-même le plus avantageux.

Par la reconnaissance que la « question internationale » primait la question sociale aux fins d'une paix stable, la politique de la culture dégagait son objectif, et ceci sans qu'elle se confondît avec une quelconque politique instituée, dans le plein respect de ses exigences d'universalité. Cet objectif est représenté par « une paix qui ne soit pas une simple trêve entre deux guerres ». A la SEC, on est ainsi passé - cela se comprend - d'une action pacifique médiée à une action pacifique plus explicite, en faveur - selon l'expression qui a fait fortune - d'« une paix qui n'ait pas pour alternative la guerre ». Dans la vision de Campagnolo, de promoteurs de cette paix ne sont pas les gouvernements, car penser pouvoir mettre la guerre « hors la loi » est illusoire, la guerre appartenant de façon essentielle à la nature de l'Etat. Il disait : « les Etats ne peuvent pas renoncer de façon absolue à la guerre; les peuples ne peuvent pas ne pas repousser la guerre de façon absolue ». L'expérience pourrait suffire à en convaincre. Dans la logique de la politique de la culture, qui veut agir sur les données estimant que même si pareille action paraît plus utopique elle seule arrivera à un résultat durable, il s'agit de mettre la guerre « hors l'histoire ». Et c'est l'affaire de tout le monde, des individus et des peuples. Les hommes de culture ont une optique qui les privilégie dans cette prise de conscience et il leur incombe de la mettre largement en partage. Si l'on se rend compte désormais qu'il n'est plus possible de se ménager sa petite paix privée, il est moins évident - et c'est pourquoi il faut s'attacher à le rendre évident - que chacun a sa part de responsabilité et son poids aussi à l'égard de la grande paix.

Au sein même de la Société européenne de culture, où le Centre polonais avec sa physionomie bien caractérisée participe fort généreusement aux travaux, nous avons le témoignage de l'ouverture pour ce langage et cette problématique qui existe dans ce pays où les souffrances de la guerre ont été particulièrement cruelles. Le plus écouté aujourd'hui des fils de la Pologne, tout en sachant faire la part des contraintes de la raison d'Etat, n'attribue-t-il pas à la culture comme expression morale de l'homme dans toute son acception un rôle essentiel pour conjurer la menace de la guerre ?

Michelle CAMPAGNOLO-BOUVIER.

L'OCDE ET LES PARTENAIRES SOCIAUX

L'établissement de relations formelles entre l'Organisation de coopération et de développement économique d'une part, les représentants des syndicats et des milieux d'affaires et de l'industrie des pays Membres d'autre part, remonte à la création même de l'OCDE. En effet, le Conseil a adopté, en mars 1962, une Décision [C (62) 45] instaurant des consultations avec les organisations internationales non gouvernementales qui sont les plus représentatives des différents secteurs de la vie économique.

Conformément à cette Décision, le Conseil a reconnu la Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE (TUAC) comme représentative du monde du travail et le Comité Consultatif Économique et Industriel auprès de l'OCDE (BIAC) comme représentatif des employeurs.

Il n'est pas surprenant que le rôle des partenaires sociaux ait été reconnu si rapidement, car l'OCDE est une organisation inter-gouvernementale qui a été créée pour procéder avec les gouvernements et au service de ceux-ci à l'examen et à l'élaboration de politiques à court, moyen et long terme dans la plupart des domaines économiques et sociaux. Ce faisant, elle a tout naturellement intérêt à pouvoir consulter les mondes du travail et des affaires afin de connaître leurs vues et leurs réactions, facteurs essentiels pour l'orientation de la vie économique dans les sociétés libres que sont nos démocraties industrielles. A ce stade, il faut noter que - comme on le verra par la suite - le rôle des deux organes consultatifs auprès de l'OCDE ne se limite pas à faire entendre leurs voix. Ils apportent aussi à l'Orga-

nisation une contribution substantielle. Le fait que le BIAC et le TUAC participent activement, comme ils en ont la possibilité, à l'analyse des problèmes sociaux et économiques constitue, en lui-même, la preuve que les partenaires sociaux voient dans l'OCDE non seulement un cadre privilégié permettant les contacts avec les gouvernements mais aussi un lieu indispensable d'échanges réciproques et féconds.

Travailleurs et employeurs procèdent évidemment à des discussions analogues avec les pouvoirs publics au niveau national, mais la grande différence qui existe entre ces échanges et les rencontres des partenaires sociaux dans le cadre de l'OCDE, c'est que ces dernières se déroulent dans un contexte international et dans une perspective qui, d'entrée, appelle une approche plus large et plus sereine, permettant des échanges dont on peut dire qu'ils se situent « au-dessus de la mêlée ».

L'évolution des contacts - dont la nature sera précisée par la suite - montre que si toutes les parties reconnaissent l'interdépendance croissante d'un monde de plus en plus complexe et en même temps, de plus en plus différencié, cet état de choses exige non seulement des rencontres et des échanges plus fréquents et plus approfondis entre l'OCDE et les partenaires sociaux, mais aussi des consultations politiques et des discussions techniques portant sur des domaines qui vont bien au-delà de ce qu'il était convenu d'appeler, les « relations industrielles », terme qui n'était pas exempt d'ambiguïté, et qui s'étendent aujourd'hui à presque toute la gamme des activités de l'Organisation.

Ce point de vue a été confirmé par le Secrétaire général lorsque, faisant rapport au Conseil le 21 janvier de cette année en sa qualité de Président de la Commission de liaison avec les Organisations internationales non gouvernementales, il a déclaré ce qui suit : « Je note une évolution de nos contacts avec le BIAC et le TUAC en ce sens que ces contacts sont devenus plus fréquents, se sont souvent approfondis, et couvrent maintenant un éventail beaucoup plus large des activités de l'Organisation que ce n'était le cas dans le passé ».

Les facteurs qui contribuent à faciliter et à renforcer les relations entre l'OCDE et les partenaires sociaux tiennent à la souplesse des méthodes permettant d'organiser ces contacts et - si l'on se place d'un point de vue plus systématique - de distinguer quatre types de rencontre, deux sur le plan politique et deux sur le plan technique.

Les consultations avec le BIAC et le TUAC ont lieu dans le cadre de la Commission de liaison avec les organisations internationales non gouvernementales qui se compose de douze représentants permanents désignés pour une année⁽¹⁾ et qui se réunit, en général, une fois par an avec chacun des partenaires sociaux, sous la présidence du Secrétaire général. Ces consultations auxquelles participent aussi des responsables du Secrétariat ont pour objet un tour d'horizon général de la situation et des perspectives économiques ou portent sur un sujet spécifique, comme ce fut le cas l'année dernière : en effet, des discussions avec des représentants du BIAC ont alors été consacrées au thème « investissement et productivité ».

Un compte rendu succinct de ces délibérations est transmis aux participants.

Des consultations politiques ont également lieu entre le BIAC ou le TUAC et les bureaux (ou bureaux élargis) de divers comités(2) de l'Organisation, ce qui permet d'examiner des domaines de sujets, des thèmes spécifiques ou dans certains cas (Comité de la main-d'œuvre et des affaires sociales, Comité de l'éducation) des propositions en vue du projet de programme de travail annuel. Ces consultations revêtent une importance particulière pour toutes les parties intéressées lorsqu'elles ont lieu avec le bureau de comités réunis au niveau ministériel, comme ce fut le cas lors de la récente réunion des Ministres de la science et de la technologie - et plus encore à l'occasion du Conseil ministériel annuel, consultation à laquelle assiste aussi, en général, le Président du Comité de politique Economique.

Dans les deux types de consultations évoqués ci-dessus, chacun des partenaires sociaux fait connaître ses vues concertées, c'est-à-dire que le BIAC parle au nom de ses membres et le TUAC au nom des syndicats qu'il représente. Mais les réunions au niveau technique, n'impliquent pas de prise de position politique chez les participants. Ces réunions ont lieu soit sous la forme d'échanges de vues avec le Secrétariat, soit dans le cadre du Programme Travailleurs/ Employeurs.

Les réunions au niveau technique permettent aux sessions ad hoc des groupes du BIAC ou du TUAC de procéder à des échanges de vues avec le Secrétariat sur des sujets d'intérêt mutuel en vue d'explorer un thème déterminé ou d'avoir une meilleure connaissance des positions adoptées d'un côté ou de l'autre.

Le Programme Travailleurs/Employeurs constitue une activité aux structures plus régulières qui est approuvée chaque année par le Conseil et qui comprend en général six réunions (deux réunions d'experts syndicaux, deux réunions d'experts patronaux et deux réunions auxquelles participent les experts des deux parties). Ces sessions permettent d'étudier avec des agents des secteurs de l'OCDE intéressés(3) des sujets sélectionnés à l'avance sur la base de l'intérêt qu'ils présentent pour le Programme de travail général de l'OCDE, de leur actualité, des possibilités de suivi et de la diversité des sujets abordés. Ces réunions conduisent à l'établissement, par un rapporteur et sous la responsabilité de celui-ci, d'un rapport qui est transmis au partenaire social intéressé, ainsi qu'aux comités de l'OCDE compétents et constitue ainsi une contribution à d'éventuelles

consultations futures. Pour illustrer la diversité des questions évoquées dans le cadre de ce programme, il suffira de mentionner les thèmes prévus pour 1981 qui feront intervenir activement six directions ou départements de l'OCDE/IEA, y compris les directeurs en personne :

- Les politiques énergétiques et l'emploi (experts syndicaux).
- L'incidence urbaine des mutations et des politiques industrielles (experts syndicaux).
- La fiscalité et l'énergie (experts patronaux).
- Déterminants et incitations en matière d'investissement (experts patronaux).
- Pratiques et politiques des employeurs (notamment au niveau de l'entreprise) considérées sous l'angle de leurs incidences sur l'emploi et le chômage des jeunes (réunion mixte).
- Les substances chimiques toxiques et la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (réunion mixte).

Cette description des échanges assez complexes qui ont lieu entre l'Organisation et les Partenaires Sociaux amène à considérer succinctement comment ceux-ci s'organisent pour répondre à ces besoins. Le BIAC et le TUAC disposent chacun à Paris d'un Secrétariat permanent restreint qui permet les contacts quotidiens avec l'Organisation. Le Secrétariat du BIAC est dirigé par le Secrétaire général, Mlle Yolande Michaud, le Secrétariat du TUAC est dirigé par le Secrétaire général, M. Kari Tapiola.

Le BIAC se compose de fédérations industrielles et regroupe les milieux d'affaires de tous les pays Membres de l'OCDE. Son Président, élu en mars 1980 pour deux ans, est actuellement M. K.H.J. Clarke (Canada), qui est assisté de quatre vice-présidents (Belgique, Etats-Unis, Japon et Suède). Le BIAC compte plus d'une douzaine de comités spécialisés et de groupes d'experts dont les activités correspondent aux principaux domaines de travail de l'OCDE. Un rapport annuel, adopté par l'Assemblée générale du BIAC, rend compte de ces activités.

Le TUAC compte 38 organisations syndicales affiliées dans toute la zone de l'OCDE qui représentent, plus de 60 millions de travailleurs organisés. En novembre dernier, M.L. Bodström Président du

TCO, Suède) a été élu Président du TUAC. Il est aidé dans sa tâche par un Comité administratif formé des deux vice-présidents (de la CSC, Belgique, et de l'AFL-CIO, Etats-Unis) et de quatre représentants (du TUC, Royaume-Uni, du DGB, Allemagne: de FO et de la CFDT, France). Le TUAC compte trois groupes de travail permanents (politique économique, entreprises multinationales et éducation), mais il a la même possibilité que le BIAC d'intervenir dans bon nombre de domaines en créant rapidement des comités ad hoc. Son organe suprême est la Session Plénière qui, tout comme l'Assemblée Générale du BIAC, se réunit au siège de l'OCDE.

En conclusion, on est en droit de dire que les relations avec les « partenaires sociaux » sont devenues un élément important des activités de l'OCDE. Ces relations s'établissent dans un climat de confiance et de respect mutuels, une stricte égalité de traitement constituant un élément essentiel, en particulier du point de vue administratif. Les tâches administratives qui comprennent l'élaboration du programme, incombent en premier lieu à la Division des Relations extérieures, mais toute une gamme de secteurs de l'OCDE interviennent sur les questions de fond. Les Relations extérieures saisissent l'occasion qui leur est offerte de remercier tous ceux qui participent à cette activité dans un esprit d'équipe par lequel s'exprime l'unité de notre Secrétariat.

(1) Pour 1981 : Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Danemark, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Unis.

(2) En 1980, on a compté une vingtaine de contacts pour chacun des partenaires sociaux, et des divers comités ouates diverses confices. Indépendamment de la renait intervenir le CPE, le Comité d'experts sur les pratiques commerciales restrictives, le Comité de la main-d'œuvre et des affaires sociales, le Comité de l'éducation, le Comité de racier, le Comité des transports maritimes, le Groupe de travail sur l'évasion et la fraude fiscales qui dépend du Comité des affaires fis

intentional et des entreprises multinationales et de ses groupes de travail, le Conseil ministériel de 1979 a adopté des modifications touchant les procédures de ce Comité, de manière à donner un rôle consultatif spécial au BIAC et au-TUAC. Le BIAC et le TUAC ont l'année dernière tous un rôle dans des conférences portant sur les domaines de l'environnement de l'industrie, de l'information, de la politique de l'informatique et des communications, de l'éducation, des politiques sociales, de l'emploi des femmes ainsi que dans le Symposium sur l'acier.

(3) Ainsi qu'il a été dit plus haut l'une des caractéristiques M ce programme men- d'être soulignée : tous les participants, qu'il s'agisse d'agents de l'OCDE ou d'experts syndicaux et patronaux, participant uniquement en leur nom personnel, sans engager leurs organisations respectives - ce qui est bien souvent de nature à favoriser un échange de vues franc et libre

UNE SCIENCE CHERCHE SON IDENTITE R TRAVERS UNE ASSOCIATION INTERNATIONALE

Une association controversée

J'ouvre un dictionnaire. Association : groupement de personnes qui s'unissent en vue d'un but déterminé.

L'Association Internationale de Cybernétique (Namur, Belgique 1956) offre ce caractère particulier d'avoir « précédé », en quelque sorte, la prise de conscience de ses membres potentiels. Elle n'a pas été le résultat d'une convergence, d'une génération spontanée. C'est par la volonté de quelques personnes seulement, dont les vues étaient souvent controversées, qu'elle a pu offrir un cadre de rencontre à des hommes qui, en provenance d'horizons scientifiques ou techniques souvent très différents, avaient trouvé dans la cybernétique un centre d'intérêt commun. L'Association Internationale est ainsi venue avant ses membres - et aussi avant toute association nationale - au heu d'avoir été, comme c'est généralement le cas, la conséquence d'une quelconque volonté de rassemblement. Mais l'Association, loin d'agir comme un facteur d'unification, exacerba - fait paradoxal - des divergences d'opinions qui sont d'ailleurs loin d'être aplanies aujourd'hui.

Réalisations de l'RIC

Issue d'un congrès dû à l'initiative privée - à savoir le Congrès International de Cybernétique Qui s'est tenu à Namur, en 1956 - l'Association Internationale de Cybernétique avait pour ambition de constituer un centre de ralliement pour les tenants d'une discipline très jeune encore (elle avait officiellement huit ans d'âge) et quelque peu révolutionnaire : la cybernétique.

J'ai présenté l'Association Internationale de Cybernétique, lors de sa création en 1957, dans cette Revue même(1). L'article 3 des statuts en précisait l'objectif:

assurer une liaison permanente et organisée entre les chercheurs qui, dans les divers pays, poursuivent des travaux relatifs aux différents secteurs se rattachant à la cybernétique.

Les espoirs de ses fondateurs n'ont pas été déçus. Huit congrès internationaux, publication d'une revue spécialisée trimestrielle (Cybernetica), organisation de séminaires et de journées d'étude, publication des actes de tous les congrès, patronage de divers congrès organisés dans le monde, séance académique pour la célébration du dixième anniversaire de l'Association, rehaussée de la présence de Sa Majesté le Roi, tels sont les faits marquants qui ont jalonné quelque vingt-quatre années d'une action qui n'a jamais faibli. Et le vingt-cinquième anniversaire est maintenant en vue.

Toutes ces activités se sont organisées selon un schéma très classique. Elles ne mériteraient pas que l'on s'y arrête, si elles n'étaient que la surface tranquille d'une eau agitée, en profondeur, par de forts remous.

Wiener et la confusion

C'est un mathématicien américain, Norbert Wiener (Harvard University) qui, au cours de la deuxième guerre mondiale, s'était avisé du fait que les comportements les plus complexes des êtres vivants et ceux de certaines machines automatiques très sophistiquées ressortissent à un principe unique. Il s'agit toujours d'un effet qui réagit sur la cause qui le produit, c'est-à-dire d'une rétroaction (feed-back en anglais). C'est ainsi, disait-il, qu'un projectile autoguide, lancé dans la direction approximative d'un avion, chercher, trouve et fonce sur son objectif aussi infailliblement que l'aigle ou le vautour s'abattant sur une proie. De tels comportements sont dits « finalisés ». Ils permettent la poursuite de « buts » détermi-

par Georges R. Boulanger*

nés et s'opposent aux comportements programmés (automatisme aveugle), tels ceux d'un ordinateur ou d'un réveille-matin.

Pour désigner cette science unifiée des comportements (finalisés, qu'ils soient le fait de la matière vivante ou des machines (ou encore de combinaisons des deux). Wiener propose le terme anglais Cybernetics, qu'il a forgé à partir d'un mot grec signifiant pilote de navire. Ce terme fut ensuite traduit par cybernétique en français alors que, curieusement, le mot existait déjà dans cette langue, utilisé qu'il avait été par Ampère pour désigner, dans sa Classification des Sciences, l'art de gouverner (on voit la constance du concept : but, pilotage, gouvernement).

Nobert Wiener lance ce mot en 1949, en l'utilisant comme titre d'un ouvrage qu'il publie, en anglais, simultanément en France (Hermann, Paris) et aux Etats-Unis. En sous-titre, une définition lapidaire de la cybernétique : control and communication in the animal and the machine. Cet ouvrage aurait dû constituer la charte de la cybernétique, mais c'était compter sans la prodigieuse fécondité du cerveau de Wiener, jointe à une propension à un certain désordre intellectuel. Et Wiener de jeter en vrac, dans ce livre, plus d'éléments totalement étrangers à la cybernétique que de développements y relatifs. Invité à écrire un second ouvrage pour préciser et « vulgariser » ses idées, il ne lève malheureusement en rien la voile d'obscurité qui enveloppait son premier travail. Or, par une coïncidence fâcheuse, naissent et se développent à ce moment les premières calculatrices électroniques, les « ordinateurs », baptisés abusivement, à l'origine, « cerveaux électroniques ». Il n'en fallait pas plus pour créer un

- Professeur émérite de la Faculté Polytechnique de Mons
et Professeur honoraire de l'Université Libre
les. Président de l'Association Internationale de Cybernétique
(1) Associations internationales. 1957.n°9

climat de confusion qui est loin d'être éclairci à l'heure actuelle.

C'est qu'en effet, s'il est bien vrai que les ordinateurs n'ont rien de commun avec le cerveau humain (le cerveau de l'homme a des comportements cybernétiques, les ordinateurs sont programmés), la cybernétique, elle, a pour objectif ultime de construire des machines « intelligentes ».

Elle ravive ainsi la querelle des spiritualistes et des matérialistes, et l'on comprend dès lors pourquoi se sont rapidement implantés, dans cette science, des éléments d'instabilité.

Mettant à profit cette situation trouble, on vit bientôt les uns et les autres modifier la définition de Wiener (qu'il fallait conserver, à mon avis, quitte à l'élargir ultérieurement) et tenter, chacun selon ses affinités, son domaine de travail, voire ses convictions philosophiques, de s'approprier les mérites de la novation. L'Association Internationale de Cybernétique a beaucoup fait pour clarifier la situation, et ce n'est pas là le moindre de ses mérites. Le terrain est encore en friche, assurément, mais du moins connaissons-nous désormais les directions dans lesquelles il faut œuvrer.

L'intelligence artificielle

J'ai évoqué, dans mon article de 1957, les perspectives qu'ouvrirait la cybernétique dans les domaines les plus variés. Et devant l'explosion « informatique » d'aujourd'hui, on pourrait être tenté de pavoiser. La circonspection est pourtant de rigueur, car la plupart des développements qui se présentent sous une efflorescence verbale effrénée (robotique, bureautique, télématique, et j'en passe) sont trop souvent portés erronément au crédit de la cybernétique.

Le diagnostic médical automatique relève de l'automatisme pur et simple. Il peut surclasser le diagnostic du médecin, mais pas autrement que l'ordinateur qui calcule plus vite et possède plus de mémoire que l'homme. Une machine à souder automatique soude, même s'il n'y a rien à souder. La machine automatique à peindre les carrosseries d'automobiles lance ses flots de couleurs, selon les ordres de son programme, même en l'absence de tout objet à peindre. Et l'on pourrait multiplier les exemples.

Avec la cybernétique, tout change. La machine cybernétique à diagnostiquer détecterait un mal, mais prescrirait des remèdes et adapterait son traitement à l'évolution de l'état du malade. La machine cybernétique à souder explore l'environnement et soude en fonction du travail à réaliser.

La machine cybernétique a peindre reconnaît les formes qui lui sont présentées et n'œuvre qu'à bon escient.

Tout cela sera bientôt de l'histoire ancienne. Mais la cybernétique veut aller autrement loin. En effet, les machines les plus diverses que l'homme a construites (et bien avant que le concept de cybernétique n'ait fait surface), celles qu'il construira demain, toutes ces machines amplifient les capacités humaines dans tous les domaines, sauf un : celui des activités cérébrales d'ordre supérieur, celui de l'intelligence. Or, dans ce domaine, nous sommes pauvrement lotis. Le fonctionnement du cerveau humain - le fait est peu connu - est soumis à des limitations sévères qui résultent de sa constitution physique, et qu'il est impossible de transgresser. D'autre part, nous ne « percevons » le monde qu'à travers des « lucarnes » de dimensions très réduites. Quoi d'étonnant, dès lors, qu'en activant un cerveau rudimentaire sur des données essentiellement lacunaires, nous nous heurtions très vite au mur de l'incompréhension ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Nous avons progressé un peu (mais si peu) dans la connaissance du « comment » des choses, mais du « pourquoi » nous ignorons tout. Écoulement du temps, forces de gravitation, origine de l'univers, constitution de la matière, etc... : autant de connaissances superficielles que de mystère fondamental.

Des machines pourraient-elles nous aider à comprendre, comme le bulldozer nous aide à profiler le sol, l'automobile à nous

déplacer, l'avion à voler, le microscope ou le télescope à mieux voir, l'ordinateur à calculer ? J'en suis persuadé, mais le consensus sur ce point est loin d'être général.

C'est que nous ne possédons encore, à l'heure actuelle, aucune définition de l'intelligence. Une telle affirmation peut surprendre. Les sociologues et les pédagogues, en effet, n'utilisent-ils pas le bien connu Q. I. (quotient intellectuel) pour jauger les activités cérébrales de groupes sociaux ou d'élèves dans les écoles ? Les tests d'orientation ou de sélection ne constituent-ils pas des outils puissants aux mains des psychologues ? Bien sûr. Mais ce qui est en jeu ici, ce sont des composantes de l'intelligence : observation, mémoire, synthèse, induction, etc... Il n'existe aucune définition exhaustive de l'intelligence, et par voie de conséquence, aucun moyen de tester l'intelligence éventuelle d'une machine.

Des machines intelligentes pourraient surclasser nos cerveaux vivants. Dégagez des servitudes inhérentes à nos propres structures cérébrales, elle pourraient peut-être pénétrer dans des zones de pensée qui nous sont interdites, réalisant ainsi de véritables « prospections intellectuelles », répliques - sur le plan spirituel - des prospections matérielles que nous confions aux engins spatiaux que nous envoyons dans le cosmos. Si les résultats obtenus par cette pensée artificielle pouvaient nous être rendus accessibles, ils nous aideraient peut-être à progresser dans la compréhension des grands mystères de la Nature,



Le président de l'AIC, le professeur Georges R. Boulanger, accueille le Roi Baudouin de Belgique à l'occasion du

Universalité de la cybernétique

Je n'ai considéré qu'un exemple de problème cybernétique, celui de l'intelligence artificielle. Mais les cybernéticiens sont appelés à œuvrer dans de multiples domaines.

La cybernétique veut aider l'industrie à produire davantage avec moins de travail, elle veut la conduite automatique des convois de chemin de fer et des vaisseaux cosmiques, elle veut promouvoir renseignement en confiant à des mécaniques les tâches les moins nobles des professeurs, la sociologie, l'économie, la politique elle-même y trouvent les fondements de théories essentiellement neuves, elle veut la machine à juger et la machine à composer de la musique, car rien n'est étranger à son action. Technologie, la cybernétique l'est assurément, mais la révolution cybernétique se développe aussi sur le plan spirituel. Elle y suscite des courants de pensée qui vivifient la philosophie, la morale, etc...

L'humanité se trouve engagée dans une aventure dont le rythme accéléré rend impossible toute extrapolation. Et c'est autour du gigantesque creuset dans lequel s'élabore la civilisation de demain que s'affairent les cybernéticiens. Leur volonté, c'est de contrer les périls que porte en elle une mutation planétaire dont nous maîtrisons mal les retombées nocives. Songeons à l'explosion démographique, aux difficultés économiques et socia-

des matières premières qui se profile à l'horizon, au spectre de la pollution, aux conflits nucléaires, etc... Leur art, c'est celui qui va permettre à l'homme de se connaître enfin lui-même, c'est celui qui doit lui fournir les outils qui assureront sa relève et le conduiront vers des sommets jamais entrevus dans le passé, c'est celui qui organisera les sociétés futures pour plus d'efficacité et plus de bonheur, c'est le ferment d'un humanisme nouveau qui, grâce à la machine, rénovera les valeurs spirituelles qui, de tous temps, ont fait la grandeur de l'humanité.

Retour sur le fait associatif en cybernétique

Me voilà loin, semble-t-il, de mon point de départ. Il n'en est rien, car il existe une relation étroite entre le fait associatif tel qu'il s'est présenté aux cybernéticiens, et le développement de la cybernétique elle-même.

Ce qui précède a montré, en effet, que les activités des cybernéticiens relèvent essentiellement de la pluridisciplinarité.

Or, la mise en chantier de projets pluridisciplinaires repose essentiellement sur l'existence de contacts « exploratoires » entre spécialistes de disciplines différentes. Où de tels contacts peuvent-ils se produire, si ce n'est au cours de rencontres internationales ? Et quels sont les organismes les plus aptes à favoriser de telles rencontres, si ce ne sont des associations scientifiques internationales, voire transnationales ?

Dans cet ordre d'idées, l'Association Internationale de Cybernétique a joué un rôle de pionnier, davantage peut-être que d'autres groupes de cybernéticiens qui se sont constitués plus récemment. Et cela, parce qu'elle s'est toujours refusée à toute spécialisation. Des associations nationales de cybernétique sont nées après la création de l'Association Internationale (en suivant donc un processus inverse de celui que l'on observe généralement), des associations régionalisées aussi, ou encore des associations spécialisées (médecine cybernétique, pédagogie cybernétique, droit cybernétique, et ainsi de suite). Mais toutes ces associations, de par leur genèse même, voyaient leur activité limitée, par la spécialisation ou par la géographie.

L'Association Internationale de Cybernétique a pu être créée à Namur, grâce à l'appui moral et matériel des Autorités Provinciales. Elle s'est développée contre vents et marées, grâce à une politique de large ouverture qui a toujours permis aux voix les plus discordantes de s'exprimer. Ce rôle de forum international, ouvert à tous, elle entend bien continuer à l'assumer.

Conseil d'administration de l'AIC

Nous publions à dessein la liste des membres de ce Conseil dans le cas typique d'une association transnationale de personnes (NDLR)

Président : M. Georges R. BOULANGER (Belgique), Professeur émérite de la Faculté Polytechnique de Mons et Professeur honoraire de l'Université Libre de Bruxelles.

Membres : Mme Doreen R. STEG (Etats-Unis), Professeur à l'Université Drexel, Philadelphie, Pa. MM. Haneef A. FATMI (Royaume-Uni), Directeur du Groupe de Recherches cybernétiques et Professeur à l'Université de Londres, Helmar FRANK (République Fédérale d'Allemagne), Directeur de l'Institut de Pédagogie cybernétique et Professeur à l'Université de Paderborn, Georges GUERON (France), Vice-Président de la Société Internationale des Conseillers de Synthèse et Président du Centre d'Etude des Conséquences générales des Grandes Techniques Nouvelles, Tuncer OREN (Canada), Professeur à l'Université d'Ottawa, Fabrizio PENNACCHIETTI (Italie), Professeur à l'Université de Turin, Osvaldo SANGIORGI (Brésil), Directeur de la Télévision éducative et professeur à l'Université de São Paulo.

Administrateur-délégué : M. Josse LEMAIRE (Belgique), Directeur général honoraire du Bureau Economique de la Province de Namur.



La torue electronique préfigure la machine - intelligente - de demain. On voit ici une trajectoire de contournement d'un obstacle.

IN SEARCH OF TRANSFORMATIONAL PATHWAYS

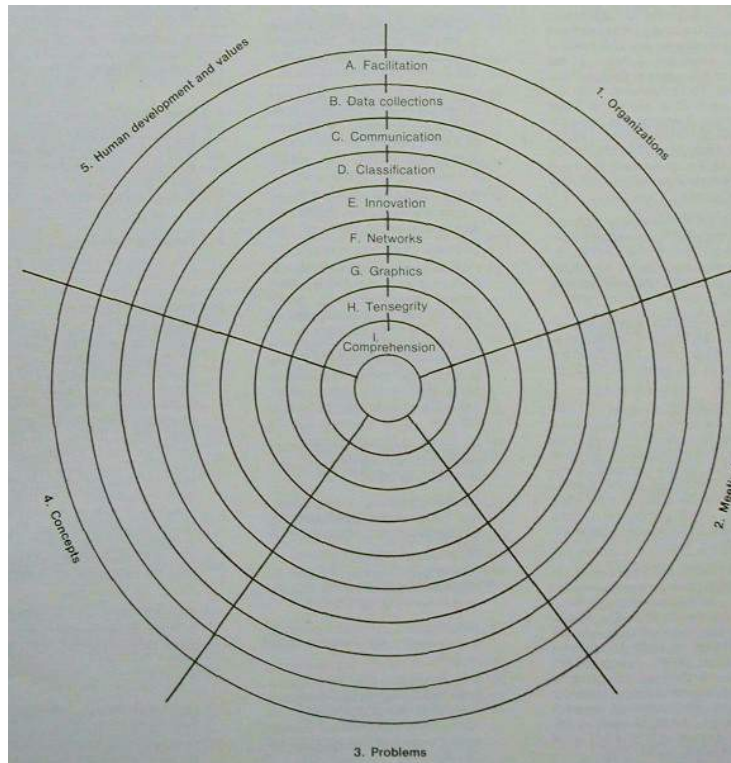
- bibliography of studies conducted from 1962 to 1981 under the auspices of the Union of International Associations and Mankind 2000 by A. J. N. Judge.

In the light of the arguments put forward in some of the studies in this bibliography it would be inconsistent to present the bibliography as a simple list. Inspired therefore by cybernetician Stafford Beer's approach to this problem in his recent book (The Heart of Enterprise, Wiley, 1980), the items in the bibliography are ordered in terms of the concentric circles and sectors of the diagram below.

More recent studies tend to be located towards the centre, reflecting the evolution from the earlier interests. Within each category (e.g. G.2 Graphics/Meetings), items are ordered strictly in terms of date of publication.

This approach is strongly related to that envisaged in the Hows wall-display technique (see G.2) and will be developed into the tensegrity forms envisaged in the metaconferencing paper (see E.2).

Copies of most of these papers will be made available by category on microfiche from the Union of International Associations.



A. Facilitation and general questions

A. 1 Facilitation/Organizations

1. The Union of International Associations. *World Union Bulletin*, 2 June 1962. pp. 40-43
2. Management game techniques and international NGOs. *International Associations*, 19. October 1967, pp. 659-665
3. The governmental support of international nongovernmental organizations; survey/Les contributions gouvernementales aux organisations internationales nongouvernementales: analyse. *International Associations*, 20. July 1968, pp. 468-473 (English), pp. 477-478+ 508 (French)
4. Organization manual for international non-profit associations. In : European Commission on Agriculture. Fifteenth Conference of International Organizations for the Joint Study of Programmes and Activities in the Field of Agriculture in Europe, Paris, France. 18-21 February 1969. Organization of a seminar for staff members of international non-governmental organizations. Rome, FAO, 1969, pp. 3-7, ECA/10/15/69 (8) (also French version). Reprinted in *International Associations*, 21, May 1969, pp. 263-267
5. Evaluation of international organizations; the need, current efforts, qualitative and quantitative methods. *International Associations*, 21, March 1969, pp. 141-147, bibl. (extract from C. 1/3)
6. Contribution of the Union of International Associations to UNESCO programmes for peace. *International Associations*, 21. November 1969, pp. 521-527
7. Case studies in planetary management; suggestion forwarded to the International Association of Students of Business and Economics (AIESEC) on the occasion of the World Conference on the International Transfer of Management Skills (Turin, 17-21 November 1969). Brussels, Union of International Associations, 1969, 5 p.
8. Discrimination and fragmentation in the 1970s; an organized response to global crisis. *International Associations*, 23. January 1971 (The UN system's ivory tower strategy; and the death knell of INGO Consultative Status, pp. 23-48). February 1971 (From apartheid to schizophrenia; ecological ignorance and the logic of depersonalized separate development), pp. 89-102. (A world in distress; a model of fragmented social development), pp. 107-108
9. Management and assessment of financial resources. *International Associations*, 23, May 1971, pp. 287-293 (Complementary note to a report on the financial problems of international nongovernmental organizations, presented to the Sixteenth Conference of International Organizations for the Joint Study of Programmes and Activities in the Field of Agriculture in Europe, Paris, February 1971. Rome European Commission on Agriculture. FAO, ECA io/16/71, 1)
10. An NGO collective long-term objective. *International Associations*, 24, March 1972, pp. 151-154 (revised extract from C.I/II 9).
11. Shared NGO Services (an analysis of a feasibility study for an international centre). *International Associations*, 24, March 1972, pp. 155-157
12. IGO-INGO and INGO-INGO relations; a possible approach. *International Associations*, 24, May 1972, pp. 284-186 (revised extract from C.I/II 9).
13. Note on the comparative evaluation of different types of international organizations. (Prepared for the Unesco expert meeting on international organization studies. Paris, 1972), 9 p.
14. Des principes de l'action transnationale. *International Associations*, 24, August-September 1972. pp. 402-406
15. Principles of transnational action; an attempt at a set of guidelines. *International Associations*, 25, March 1973, pp. 138-144 (revised version). Also in : The Open Society; report of a seminar to reflect on the network of international associations. Brussels. Union of International Associations. 1973, pp. 104-114. (Also French, Dutch, Spanish. Italian and German editions)
16. Managing planetary management. *International Associations*, 25, January 1973, pp. 26-27
17. UN-NGO relations; a new departure ? *International Associations*, 25, August-September 1973, pp. 421-423
18. Time for a mini-Jackson Report ? *International Associations*, 25, August-September 1973, pp. 429-430
19. New UN action on INGOs. *International Associations*, 26, February 1974, pp. 110
20. NGO Interventions (at the ECOSOC Committee on NGOs, plus illustrative material on the ECOSOC policy on multinational corporations). *International Associations*, 26, 10. 1974, pp. 460-467
21. Comments on the UN Secretary-General's Unofficial Draft Report on improving coordination and liaison with nongovernmental organizations. (Paper prepared for the preparatory conference of experts on the role of non-governmental organizations Fredensborg, 1974). 3 p.
22. Transnational associations and their functions. (With Kjell Skjelsbaek). In : A.J.R. Groom and Paul Taylor (Ed.). Functionalism, theory and practice in international relations. London, University of London Press 1975, pp. 190-224
23. State size and independence in the future. *International Associations*, 27, 1975, pp. 89-96 (tables correct in content but incorrectly presented)
24. Facilitating group formation. *Transnational Associations*, 29. 1977, 7-8, pp. 302-304
25. Assessing the impact of international associations. *Transnational Associations*, 30, 1978, 10, pp. 435-440

A. 2 Facilitation/Meetings

1. Summary of functions performed by NGO conferences. *International Associations*, 24, June-July 1972, pp. 360-361
See: Innovation/Meetings

A. 3 Facilitation/Problems

See : *Innovation/Problems, E.3*

A. 4 Facilitation/Concepts

1. Development of trans-disciplinary conceptual aids: simple techniques for education, research, pre-crisis management, and program administration highlighting patterns of information transaction and sub-system interdependence. Project proposal (with Jere M. Clark). New Haven. Center for Interdisciplinary Creativity (Southern Connecticut State College) and Brussels. Union of International Associations, 1970. 13 p. plus appendixes, xeroxed. Also in French as: Le développement des moyens conceptuels transdisciplinaires with Jere W. Clark). *International Associations*, 24. November 1972, pp. 528-536
2. Orders of magnitude, in : Yearbook of World Problems and Human Potential. Brussels, UIA/Mankind 2000, 1976

A. 5 Facilitation/Human development and values

1. Universal Declaration of the Rights of Human Organization; an experimen-

tal extension of the Universal Declaration of Human Rights. *International Associations*, 23. January 1971, pp. 7-27. Also in an abridged version : *International Associations*, 25. December 1973, pp. 623-627

2. A human rights index ? (Analysis of the signature and ratifications of the international human rights conventions). *International Associations*, 23. November 1971, pp. 545-553

8. Data collections and bibliographies

B. 1 Data/Organizations

1. Yearbook of International Organizations. Brussels, UAI. 1962-1963 ed (assistant editor), 1972-1973 ed (computerization and supplements), 1974 ed (computerization and supplements), 1977 (co-editor), 1978-1979 ed (co-editor and computerization), 1980, (computerization and supplements), 1981 ed (data bank conversion)
2. Multinational business enterprises. In : Yearbook of International Organizations. Brussels, UAI, 12th ed (1968-1969) with tables (updated in 13th ed, 1970-1971). Abridged version in : *International Associations*, 21. January 1969, pp. 3-11 and in Prospect (Journal of AISEC International), Autumn 1969, no. 4
3. Bibliography of documents on transnational association networks; international nongovernmental organization as a field of study. (With Kjell Skjelsbaek). In : Yearbook of International Organizations. 1973, Brussels, Union of International Associations, 1972, pp. 903-919 (approx. 800 items) (also in 1974 edition)
4. Internationally-oriented foundations. In : Yearbook of International Organizations. Brussels, UAI, 14th ed (1972-1973), 15th ed (1974), 17th ed (1978-1979)
5. Internationally-oriented institutes. In : Yearbook of International Organizations- Brussels, UAI, 14th ed (1972-1973), 15th ed (1974), 17th ed (1978-1979)
6. International nongovernmental organizations most frequently recognized by intergovernmental organizations. In : Yearbook of International Organizations. 14th ed (1972-1973), 15th ed (1974)
7. International NGO groupings. In : Yearbook of International Organizations. Brussels, UAI, 14th ed (1972-1973), 15th ed (1974)

8. Statistics on international organizations. In : Yearbook of International Organizations. Brussels, UAI, 14th ed (1972-1973), 15th ed (1974), 17th (1978-1979), 18th ed (1980), 19th ed (1981)

9. Multilateral treaties, conventions and agreements, in : Yearbook of World Problems and Human Potential. Brussels, UAI/Mankind 2000, 1976

10. International agencies and associations (Interrelationships and links to world problems, disciplines, occupations, treaties, etc.). In : Yearbook of World Problems and Human Potential. Brussels, UAI/Mankind 2000, 1976

11. Multinational business enterprises (co-editor). In : Yearbook of World Problems and Human Potential. Brussels, UAI and Mankind 2000, 1976 (606 enterprises)

12. National Participation in International Organizations. Brussels, UAI, 1979, unpublished experimental edition (computerization). Summary totals in : Yearbook of International Organizations, 1980 (French edition)

13. Directory of National Participation in International Organizations. Brussels, UAI, 1981, microfiche edition (editor)

Brussels, UAI, 1981, microfiche edition (editor)

3. 2 Data/Meetings

1. Annual International Congress Calendar, Brussels, UAI, 1963 ed (editor), 1981 ed (computerization)
2. Bibliography of Proceedings of International Meetings. Brussels, UAI under contract to the US National Science Foundation, 1963 (co-editor, meetings for 1957), 388 p. 1964 (editor, meetings for 1958), 400 p.

B. 3 Data/Problems

1. Yearbook of World Problems and Human Potential. Brussels, UAI and Mankind 2000, 1976, 1st experimental edition, 1136 p. (editor and computerization)

B. 4. Data/Concepts

1. Intellectual disciplines and sciences (co-editor). In : Yearbook of World Problems and Human Potential, Brussel., UAI and Mankind 2000, 1976 (1845 disciplines)
2. Integrative, unitary and transdisciplinary concepts. In : Yearbook of

World Problems and Human Potential, Brussels. UAI and Mankind 2000, 1976 (421 concepts)

3. Bibliography of integrative, unitary and transdisciplinary approaches. In : Yearbook of World Problems and Human Potential. Brussels, UAI and Mankind 2000, 1976 (1850 items)

B. 5 Data/Human development and values

1. Human development concepts. In : Yearbook of World Problems and Human Potential. Brussels, UAI and Mankind 2000, 1976 (228 concepts)
2. Bibliography of integrative human development and potential. In : Yearbook of World Problems and Human Development. Brussels, UAI and Mankind 2000, 1976 (925 items)
3. Human values. In : Yearbook of World Problems and Human Potential. Brussels, UAI and Mankind 2000, 1976 (704 values)

C. Communication and information systems

C. 1 Communication/Organizations

1. International cooperation, communications and sources of information (London, privately distributed in stencilled form, 1965). 7 p.
2. Note on the possible use of computers and data processing equipment by international non-governmental organizations. Brussels. Federation of International Associations established in Belgium, 1968. 14 p. French version published in : *International Associations*, 21. June-July 1969, pp. 329-339
3. Report of a preliminary investigation of the possibility of using computer data processing methods. Brussels, Union of International Associations, 1966, 2 vols., xeroxed
vol. 1 : Main report. 58 p. plus exhibits
vol. 2 : Appendix I; analysis of internal and external factors which may influence the future of the organization. 117 p. plus exhibits
4. Organizational apartheid : Who needs whom in the Second United Nations Development Decade ? *International Associations*, 21. October 1969, pp. 451-450 (Earlier version circulated under the title : Need for a world management information network to assist initiation and coordination of global development programmes. UAI Study Papers INF/1)
5. Communication and international organizations. *International Associa-*

- fions, 22. February 1970, pp. 57-79 (Revised version of a paper entitled : The impact of the computer/communication/information revolution on nongovernmental organizations and their members during the Second U.N. Development Decade (1970-1980) and in the foreseeable future. Circulated at the Conference of Non-Governmental Organizations in Consultative Status with the United Nations Economic and Social Council, Geneva, 1969, 15 p. 11/GC/21)
6. The improvement of communication within the world-system; research uses, applications and possibilities of a computer-based information centre on national and international organizations and related entities. Brussels, U.A.I., 196 p., bibl., appendices, (UAI Study Papers INF/2)
7. Inter-Contact; an information centre and a technique; description of a planned computer-based information centre on international and national organizations and related entities. Brussels, Union of International Associations, 1969, 37 p. (UAI Study Papers, INF/4) Also a French version (INF/3)
8. Overlap between NGO information systems. *International Associations*, 22, 1970, 3, pp. 163-164
9. International organizations and the generation of the will to change - the information systems required; a study of some of the implications of the... Jackson Report... Pearson Report... CESI Report... SATCOM Report (in terms of the total network of organizations making up the world system and the complex network of interacting problem areas). Brussels, UAI 1970, 89 p. plus appendices (UAI Study Papers INF/5). Extracts also published under the title : Planning for the 1960s in the 1970s. *International Associations*, 22, 1970, 3, pp. 135-153; 4, pp. 221-226; 6/7, pp. 355-361
10. Information systems and inter-organizational space. *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 393, January 1971, pp. 47-64 (Special issue on social development)
11. The next step in inter-organizational relationships; the use of information, rather than organizations, as the foundation for the inter-organizational activity of the future. Brussels UAI, 1971, 90 p. (UAI Study Papers ORG/1)
12. Inter-organizational data and data bank design. (Paper presented to the Workshop on International Organization Data, jointly sponsored by International Studies Association, Union of International Associations, and United Nations Institute for Training and Research, Puerto Rico, March 1971). 20 p.
13. Acquisition and organization of international documentation/L'acquisition et l'organisation de la documentation internationale. In : International Federation for Documentation, Sources, Organization, and Utilization of International Documentation (Proceedings of the International Symposium on the Documentation of the United Nations, Geneva, 21-23 August 1972) The Hague, FID, 1974 (FID publ. 506) pp. 112-144 (English), pp. 145-181 (French) (UNITAR/EUR/SEM.1 /W.P.II/IR)
14. Mobilization for alienation vs. catalysis for participation; the critical choice for the United Nations system. *International Associations*, 25, August-September 1973, pp. 407-41 2. Slightly revised version reprinted under the title : Mobilization of public opinion; yesterday's response to today's problems. *Transnational Associations*, 31, 1979, 1/2, pp. 8-14
15. International Standard Book Numbering and international organizations (Group 92). *International Associations*, 27, 10, 1975, pp. 481-485 (edited and restructured version of Unesco material)
See also: Utilisation of international documentation, I.1/1
- C. 1 Communication/Meetings
1. Proceedings of international meetings; analysis of a bibliography. *International Associations*, August 1964, pp. 462-471
2. A meeting-related information exchange facility within a computer conferencing environment. (Report prepared in response to a request from an Ad Hoc Meeting on Conference Information Systems held on the initiative of the Committee for Information on Science and Technology (CIDSIT) of the Commission of the European Communities, Luxembourg, September 1977). 22 p + annexes
3. Preliminary outline of future communication requirements at an international congress centre. (Commissioned report), 1980 (16 p)
4. A computer-enhanced communication environment for an international conference centre (Commissioned report). 1979 (75 p)
See also F.2 for papers on computer conferencing
- C. 3. Communication/Problems
1. What is a world problem ? A new project of the UAI - Yearbook of World Problems. *International Associations* 23, May 1971, pp. 269-273
2. World problems and human development. Brussels, UAI, 1972 (Earlier version circulated under the title : World problems - outline proposal for a data collection project on « world problems »)
3. A new approach to world problems *International Associations*, 24, October 1972, pp. 475-479
4. World problems and human potential; a date interlinkage and display process. *Futures*, 7, 3, June 1975, pp. 209-220. (An earlier French version exists under the title : Problèmes mondiaux et potentiel humain; un exercice de collecte et de présentation des données. *International Associations*, 27, 8-9, 1975, pp. 416-4)
5. World problems and human potential : significance and preliminary results of the World Problems Project. *International Associations*, 28, 2, 1976, pp. 102-108 (partially restructured extract from the Yearbook of World Problems and Human Potential)
6. World problems and human potential. *World Union*, 16, 11, November 1976, pp. 18-21
See also: De la difficulté de saisir la problématique mondiale
- C. 4 Communication/Concepts
1. General systems, education and the relevance of world system data banks and the Inter-Contact technique. (Background paper for a symposium of the Task Force on Systems Education at the Annual Meeting of the Society for General Systems Research, Boston, December 1969)
2. Conceptual distortions from negative descriptors : the possibility that « nongovernmental » may be comprehended as « antigovernmental » in some languages. *International Associations*, 26, 1974, 3, pp. 150-155
3. Conceptual gaps and confused distinctions; possible ambiguities in the translation of interrelated concepts. *International Associations*, 26, 1974, 3, pp. 156-159
4. Texts or concepts: documentation or knowledge ? *International Associations*, 26, 1974, 4, pp. 205-208 (revised extract from 0.4/2)
5. Social science terminology and conceptual problems of translation. In-

- temational Associations*, 26, 1974, 4, pp. 210-212 (revised extract from 41)
6. Languages, terminologies and mind-sets. *International Associations*. 26, 1974, 4, pp. 219-225
 7. Le Problème du Langage dans la Société Internationale (Compte rendu du colloque organisé par l'UAI à Paris, mars 1974, en association avec le Comité pour l'analyse des concepts et de la terminologie (COC-IA)). Bruxelles. Union des Associations Internationales. 1975, 266 p. (editor of Documents Préparatoires, pp. 114-264, many of which appeared in a special issue of *International Associations*. 26, 1974 3/4)
 8. Traduction expérimentale/Translation experiment (Results of translating English and French original texts back from 8 non-indo-european languages). In : Le Problème du Langage dans la Société Internationale. Bruxelles, UAI, 1975, pp. 240-260
 9. Intergrative, unitary and transdisciplinary concepts : introduction, in : Yearbook of World Problems and Human Potential. Brussels, UAI/Mankind 2000, 1976
- C.5 Communication/Human development and values**
1. Concepts of human development and potential : introduction. In : Yearbook of World Problems and Human Potential. Brussels, UAI and Mankind 2000, 1976, (7 p)
- D. Classification**
- D. 1 Classification/Organizations**
1. Classification of international and national organizations and the relationship between them with special reference to international non-profit organizations. Brussels, Union of International Associations, 1968, 26 p. plus 15 exhibits, xeroxed (extract from vol. 2 of C.1/3)
 2. International NGO groupings. *International Associations*. 21, February 1969, pp. 89-97
 3. International organizations: diversity, borderline cases, functional substitutes and possible alternatives. In : Paul Taylor and A J R Groom (Eds) *International Organizations; a conceptual approach*. London. Frances Pinter, 1977, pp. 78-83. Slightly revised version under the title *International organizations* ; an overview. In : Yearbook of International Organizations. Brussels, UAI, 1978
 4. Organizational terminology and organizational types. *Transnational Associations*, 29, 1977, 6, pp. 260-283 (Extract from D.1/3)
See also : Presentation of GPID integration through functional classification of international organizations.

See also: Transnational Action Yellow Pages.
- D. 2 Classification/Meetings**
See : *E.2/5 Innovation/Meetings*
- D. 3 Classification/Problems**
1. Types of problem : *International Associations*, 23, June 1971, pp. 332-334
 2. Problem disguises. *International Associations*, 25, April 1973, pp. 233-239
See also : World problems : Introduction.
- D. 4 Classification/Concepts**
1. Notes on the design of an information system to facilitate the production of concept thesauri by different schools of thought (Prepared for a meeting of the International Studies Association. Bellagio. December 1971). Xeroxed, 5 p. (later expanded into D.4/2)
 2. Relationship between elements of knowledge; use of computer systems to facilitate construction, comprehension and comparison of the concept thesauri of different schools of thought. (Working Paper No 3, Committee on Conceptual and Terminological Analysis of the International Political Science Association). University of Hawaire Social Science research Institute, 1971. (150 p). Revised and abridged as : Toward a concept inventory; suggestions for a computerized procedure (Presented to Research Committee 1, 9th Congress, International Political Science Association. Montreal 1973). 67 p.
 3. Anti-developmental biases in thesaurus design (Paper for the Conference on conceptual and terminological analysis. Bielefeld 1981) In : Proceedings. Gesellschaft für Klassifikation, Frankfurt/Main, 1981
- D. 5 Classification/Human development and values**
1. An approach to systematic classification of interpersonal relationships (conceived as essential to alternative lifestyles, social and personal transformation). 1978, 9 p + annexes
- €. Innovation, alternatives, constraints and the future**
- E. 1 Innovation/Organizations**
1. Wanted ; new types of social entity. *International Associations*, 23, March 1971. (The role of the « potential association »), pp. 148-152. (Matrix organization and organizational networks), pp. 154-170 (revised extract from C.I/II)
 2. Summary of the crises in interorganizational relationships at the international level. *International Associations*, 24, May 1972, pp. 287-295 (revised extract from C.I/II)
 3. Wrecking an international project; 114 notes from a saboteur's vade mecum. *International Associations*, 24, October 1972, pp. 487-490. (Also in : *Urban Social Change Review*, 5, 2, Spring 1972)
 4. Inter-organizational relationships; in search of a new style. In : The Open Society; report of a seminar to reflect on the network of international associations. Brussels, Union of International Associations. 1973, pp. US-132. (Also French, Italian, Spanish, Dutch and German versions)
 5. Transnational network of research-and-service communities; a proposal for an organizational hybrid. (Paper presented to the Rome Special Futures Conference, September 1973), Brussels, UAI, 1973, 21 pages and annexes. In : Proceedings. Rome, trades. 1974 (Also reprinted in : Facilitative Environments for Personal Development. E.5/I)
 6. UN Environment Programme wastes NGO resources; how to butcher the « Spirit of Stockholm ». *International Associations*. 25. August-September 1973, pp. 414-420
 7. Future perspectives of international organizations. (Background paper for a UNESCO/UNITAR expert meeting on the role of international organizations in the contemporary world. Geneva, 1976). 7 p.
 8. An information centre on social innovation. (Presentation to a study meeting of the International Foundation for Social Innovation. 25-26 September 1975). Paris, the Foundation. 4 p
 9. Pseudo-issues paralyzing transnational association action. *International Associations*. 28, 12, 1976, pp. 571 - 573 (Expanded version of a presentation to a colloquium of the Union of International Associations. Geneva. 9-10 November 1976. on the future of transnational associations within the new world order)

10. Practical problems in using the potential of INGO networks. (Paper to a panel on evaluating and extending public participation in international organizations, at the 18th Annual meeting of the International Studies Association. 16-20 March 1977, St Louis, USA). In : The Future of Transnational Associations from the standpoint of a New World Order. Brussels. UAI, 1977, pp. 168-205 (Also a French version). Reprinted in : *Transnational Associations*, 32, 1980, 4, pp. 180-185 under the title : Problems hindering action of international nongovernmental organizations (also a French version, in 32, 1980, 3, pp. 145-1519. This paper incorporates and extends E.9)
 11. An alternative network for transnational asset management : outline proposal. 1977 May, 11 pages
 12. Organizational hybrid : transnational network of research and service communities. *Transnational Associations*, 29, 1977, 7-8, pp. 306-311 (Extract from E.1/5)
- See also: Groupware configurations of challenge and harmony; en alternative approach to « alternative organizations » H.1/3
6. A congress that dared the unthinkable. (Report on the last New Age Congress. Florence, 1978). *Transnational Associations*, 30, 1978, 5, pp. 266-270
 7. Meeting thoughts, visions and speculations. (Notes for the 1st New Age Congress, Florence, 1978) *Transnational Associations*, 31, 1979, 9, pp. 429-435
 8. Metaconferencing; discovering people/viewpoint networks in conferences. (Report on an experiment at the conference of the Society for Général Systems Research, London, 1979). *Transnational Associations*, 32, 1980, 10, pp.
 9. Participant interaction messaging; improving the conference process. *Transnational Associations*, 32, 1980, 1, pp. 27-35
- See also : Metaconferencing possibilities. H.2/1 and I.2/2
10. Remarks concerning planetary congress 1982 (Prepared for working conference, convened by Planetary Citizens, Stony Point, USA, January 1981) 12 p.
- E. 3 Innovation/Problems**
1. Quo Vadis, U.N.O. ?; a review of the issues raised by the Club of Rome study of « world dynamics ». *International Associations*, 23, October 1971, pp. 469-481 (includes annotated conclusions of the study).
 2. Limits to Human Potential. Brussels, UAI and Mankind 2000, 1976, 62 p. Revised extracts printed in : *International Associations*. 28. 1976, 10, pp. 444-446 and *Transnational Associations*, 29, 1977, 4, pp. 147-150 and in Large-group Conferences (I.2/2). Earlier version circulated in 1971 under the title : Preliminary thoughts on recommendations for change and intervention in the world system.
 3. Complexity; its constraints on social innovation. (Introductory reports to Working Group 2 of the Journées d'études de l'International Foundation for Social Innovation, Paris, 1977). In : Journées d'Etudes, Mars 1977. Paris. Fondation internationale de l'innovation sociale. 1977, vol. 2 (49 p). Unpublished French versions circulated separately. The reports appeared separately as follows:
1 : Introduction. *Transnational Associations*, 29, 4, 1977, pp. 120-123
2 : Presentation of information and its educational role in response to complexity. *Transnational Associations*, 29, 4, 1977, pp. 124-125
3. Organizational forms in response to complexity. *Transnational Association* 29, 5, 1977, pp. 178-183
 - 4: Organization of meetings for discussion of complex issues. *Transnational Associations*, 29, 5, 1977 pp. 183-187
 - 5: Institutional «games» and strategies as a response to complexity. *Transnational Association* 29, 5, 1977, pp. 187-189
 4. Why systems fail and problems sprout anew; review of the principles of « Systematics » identified in a recent book of that name. *Transnational Associations*, 30, 1978, 11 pp. 491-496
 5. Principles of the conscientized international expert. *Transnational Associations*. 31, 1979, 11, pp. 543-545
- E. 4 Innovation/Concepts**
1. Categorical straitjackets; PO - a suggestion for a depatterning device for international organization descriptions. *International Associations*, 26, 1974, 3, pp. 148-150
 2. In search of transformational pathways (Studies under the auspices of the Union of international Associations and Mankind 2000). *Transnational Associations*, 32, 1981, 4, pp. 251-259.
- E. 5. Innovation/Human development and values.**
1. Facilitative Environments for Personal Development. (Papers arising out of a postal symposium). Brussels, Mankind 2000, 1975, 216 p (editor; includes paper, E.1 /5, pp. 111-138, and paper pp. 198-216).
 2. Thoughts on sacred places. Brussels. Mankind 2000, 1975, 4 p.
 3. Lifestyle interdependence, context and design. (Paper presented to the European Workshop on Lifestyles and Social Change of the Association Internationale Futuribles, Arc-et-Senans. September 1977), 8 p.
 4. Incapacité de l'individu a entreprendre dans son mode de vie personnel. In : Modes de vie et changement social en Europe de l'Ouest; colloque européen organisé par l'Association internationale Futuribles, septembre 1977. Paris, Futuribles, 1978, pp. 45-49. Also unpublished English version.
 5. An introduction to the (New Age) congress (Florence, 1978). In : Congress programme document. Florence, 1978, 4 p. Also Italian version.
 6. Reflections on development of the mental focus (Notes touching on aspects of the vision for a centre with this concern). Brussels. Mankind 2000, 1978, 6p.

7. Organization and lifestyle design; characteristics of a nonverbal structural language. (Paper prepared for the Internationale Konferenz Bedingungen des Lebens in der Zukunft und ihre Folgen für die Erziehung. Berlin. November 1978).

F. Networks and networking

F. 1. Networks/Organizations

1. The world network of organizations; a symbol for the 1970s. *International Associations*, 24, January 1972, p. 18-24.
2. Nature of organization in transnational networks. (Paper submitted to a session of the International Studies Association. 13th Annual convention. Dallas. March 1972). Modified abridged version.
3. Transnational association networks; selected list of research topics on international nongovernmental organizations (with Kjell Skjelsbaek). *International Associations*, 24, October 1972, pp. 481-485.
4. Notes on the networking concept as applied to information systems. (Prepared for a conference on the networking concept of the International Referral Service of the United Nations Environment Programme. Heidelberg, 1973). 11 p.
5. Harmonizing viewpoint; the harmony of interaction - and the facilitation of network processes. In : The Dilemma facing Humanity (Proceedings of an international symposium. May 19-21 1974, Spokane, USA), edited by G M Dalen and Clyde R Tipton Jr. Columbus, Battelle Memorial Institute. 1974, pp. 47-53. Reprinted in : *International Associations*, 26, 11, 1974, pp. 538-543.
6. Networks of international associations: occupational categories and world problems. (Paper for a conference on international scientific and professional associations and the international system. Philadelphia, November 1976). In : Preconference proceedings. Philadelphia, Anspach Institute for Diplomacy and Foreign Affairs of the University of Pennsylvania. 1976, (22 p.).
7. Network organizational strategy. In : Yearbook of World Problems and Human Potential. Brussels. UIA and Mankind 2000, 1976. Also in : *International Associations*, 28, 1976 8/9, pp. 396-397.
8. International organization networks; a complementary perspective. In ;

Paul Taylor and A J R Groom (Eds) International Organizations; a conceptual approach. London, Frances Pinter, 1977, pp. 381-413.

9. The network alternative. (Introductory paper for an exploratory meeting on the network alternative, 18-20 November 1976, Montreal). *Transnational Associations*, 29, 1977, 9, pp. 352-359.
10. Anti-networking strategies. *Transnational Associations*, 30, 1978, 11, p. 490 (with D Horton Smith).
11. Inter-organizational networking. *Transnational Associations*, 30, 1978, 10, pp. 429-434 (contributions to an article by D Horton Smith).
12. The associative society of the future. (Paper presented at the 20th Annual international convention of the International Studies Association. Toronto, March 1979). *Transnational Associations*, 31, 1979, 6, pp. 259-265. See also: International agencies and associations (networks). In : Yearbook of World Problems and Human Potential. B.3/1.

F. 2. Networks/Meetings (computer conferencing)

1. Enhancing transnational network action. *Transnational Associations*, 29, 1977, 10 pp. 401-448 (special issue : with editorial).
2. Enhancing communication at a large conference/festival (using computer conferencing). *Transnational Associations*, 29, 1977, 12, pp. 532-540.
3. Facilitating the networking processes of a transnational university using computer conferencing. (Paper prepared for the 2nd Planning Meeting of the Global Processes and Indicators for Development project of the United Nations University Human and Social Development Programme. Geneva. January 1978). *Transnational Associations*, 30, 1978, 4, pp. 205-214.
4. Enhancement of communication between Commonwealth organizations using computer conferencing techniques (Report, prepared for the Science Adviser to the Commonwealth Secretary General in partial fulfilment of a consultancy assignment under the Commonwealth Fund for Technical Co-operation). 30 June 1978, 20 p + annex. See also: Facilitating the emergence of configurative understanding in « councils of the wise » through computer conferencing dialogues. 1.5/1.

F. 3. Networks/Problems.

1. World problem networks as perceived by international organization networks. In : General Systems Theorizing; an assessment and prospects for the future. Washington DC, Society for General Systems Research. 1976, pp. 277-284 (Presentation at a panel on modelling and analysis of critical global problems 20 February 1976, Boston, during the annual North American meeting of SGSR).
2. Networking diseases; speculations towards the development of cures and preventive measures. *Transnational Associations*, 30, 1978, 11, pp. 486-490.
See also : World problems (networks). In : Yearbook of World Problems and Human Potential, B.3/1.

F. 4. Networks/Concepts

1. Networking: the need for a new concept. *International Associations*, 26, 1974, 3, pp. 170-173.
2. Preliminary notes on the mathematical analysis of networks of psychosocial entities in order to facilitate their comprehension. Brussels. UIA, 1975, 10 p. xerox.
3. Mathematical analysis of networks. In : Yearbook of World Problems and Human Potential. Brussels. UIA/Mankind 2000, 1976.
4. Organizational systems versus network organization. *Transnational Associations*, 29, 1977, 9, pp. 360-364 (Part I); 1977, 11, pp. 479-484 (Part II) (Edited transcript of a round table discussion on the distinction, if any, between « system » and « network ». Montreal, November 1976).
5. System/Network complementarity. *Transnational Associations*, 29, 1977, 9, pp. 365-368 (Extract from F.1/8).
6. Network-related concepts. *Transnational Associations*, 31, 1979, 5, pp. 193-194.
See also: Intellectual disciplines and sciences (networks). In : Yearbook of World Problems and Human Potential. B.3/1.

F. 5. Networks/Human development and values.

1. Networkers and networking roles. *Transnational Associations*, 29, 1977, 11, pp. 490 (Extract from E.1/5). See also: Human values (networks). In : Yearbook of World Problems and Human Potential.

G. Graphics, mapping and Forms of presentation

G. 1. Graphics/Organizations

1. Visualization of the organizational network - the UAI as an international data bank. In : Union of international Associations 1910-1970 (Past, Present, Future). Brussels, UAI, 1970, pp. 88-116 (also in French, Dutch, Italian, Spanish and German versions). French version also appears in *Synthèse*, 25, 288, juin 1970, pp. 72-95 and in *International Associations* 22, 1970, 5, pp. 265-268.
2. Visualization of organization (16 mm film). Brussels, UAI, 1970.
3. Computer-aided visualization of psycho-social structures; peace as an evolving balance of conceptual and organizational relationships. (Paper presented to a symposium on value and knowledge requirements for peace of the American Association for the Advancement of Science, Philadelphia, December 1971), 34 p., xeroxed.
4. Human organisations/Organisations humaines. *International Associations*. 25, November 1973, pp. 357-541 (editor).
5. Groups and networks by Yona Friedman (adapted from a French version applied to individuals by A J N Judge). *International Associations*, 26, 5, 1974, pp. 274-283.
6. Network map production. In : Yearbook of World Problems and Human Potential. Brussels, UAI/Mankind 2000, 1976.
7. Mapping possibilities in response to information needs of science policy-making for development (Report prepared for the Science Adviser to the Commonwealth Secretary General in partial fulfillment of a consultancy assignment under the Commonwealth Fund for Technical Co-operation), 30 June 1978, 4 p + annexes. Restructured version appears as : Information mapping for development. *Transnational Associations*.
8. Report of the Forms of Presentation sub-project meeting, Geneva, February 1979. Geneva, United Nations University Project (GPID), 1979, 6 p. See also : The territory construed as a map. G.5/2.

G. 2. Graphics/Meetings

1. Interrelating viewpoints in complex meetings; the Horus wall-display

technique. *Transnational Associations*. 30, 1978, 12, pp. 542-548 (with the assistance of D Norton Smith). See also: Metaconferencing. See also : Metaconferencing possibilities.

G. 3. Graphics/Problems

1. Mapping world problems. *International Associations*. 24, August-September 1972, pp. 414-417.
2. La carte des menaces. (Résumé d'une conférence faite au colloque international sur la perception nouvelle des menaces, Paris. 1973). *Le Monde Diplomatique*, mars 1974 (spécial issue).
3. Problem humour and miscellanea. In : Yearbook of World Problems and Human Potential. Brussels, UAI/Mankind 2000, 1976.

G.4. Graphics/Concepts.

1. Proposal for the development of a « World game » as a long-term educational technique. (Document submitted to a session of the 4th Conference on General Systems Education. Connecticut. April 1971), 7 p.
2. Use of interactive graphic display techniques. In : Yearbook of World Problems and Human Potential. Brussels. UAI/Mankind 2000, 1976.
3. Knowledge-representation in a computer-supported environment. *International Classification*. 4, 1977, 2, pp. 76-81 (Revised version of C.4/4). See also: Information mapping for development. G.1/7.

G. 5. Graphics/Human development and values.

1. World dynamics and psychodynamics; a step toward making abstract « world system » dynamic limitations meaningful to the individual. Brussels, UAI, 1971, 20 p., xeroxed.
2. The territory construed as a map; in search of radical design innovations in the representation of human activities and their relationships. 1979, 17 p.
3. Minding the future; a thought experiment on presenting new information. (Prepared for the Forms of Presentation sub-project meeting, Geneva, 1980 of the GPID project of the UN University) 1980, 4 p.

H. Tensional integrity (tensegrity)

H. 1. Tensegrity/Organizations.

1. Transcending duality through tensional integrity.
 - Part 1 : A lesson in organization from building design. *Transnational Associations*, 30, 1978, 5, pp. 248-257.
 - Part 2 : From systems-versus-networks to tensegrity organization. *Transnational Associations*, 30, 1978, 5, pp. 258-265.
2. Tensed networks; balancing and focusing network dynamics in response to networking diseases. *Transnational Associations*. 30, 1978, 11, pp. 480-485 (Working paper for the Goals Processes and Indicators of Development project of the United Nations University Human and Social Development Programme).
3. Groupware configurations of challenge and harmony; an alternative approach to « alternative organizations ». (Paper prepared for the international conference of the Society for General Systems Research. London, 1979; presented to a workshop on alternative organizations of the European Institute for Advanced Studies in Management. Brussels, June 1979). *International Associations*. 31, 1979, 10, pp. 467-475. Also published in: Richard Ericson (Ed). Improving the Human Condition; quality and stability in social systems. Washington, Society for General Systems Research, Washington, 1979 (Conference proceedings), pp. 597-610.

4. Tensing associative networks to contain the fragmentation and erosion of collective memory. (Prepared for a commission on the role of associations in transnational communication of the World Forum of Transnational Associations, Brussels. 1980). 1980, 43 p.

H. 2. Tensegrity/Meetings.

1. Metaconferencing possibilities. (Prepared on the occasion of the World Forum of Transnational Associations, Brussels. 1980). *Transnational Associations*, 33, 1981, 2, pp. 102-105. See: Towards engendering thematic tensegrities and geodesic conferences. In : Metaconferencing. E.2/8.

H. 3. Tensegrity/Problems

See: Towards engendering themat-

- ic tensegrities and geodesic conferences. In : Metaconferencing. E.2/8.
- See: Implementing principles by balancing configurations of functions. H.4/3.
- H. 4. Tensegrity/Concepts.**
1. Complementarity and tensegrity. Newsletter of the World Future Studies Federation. January 1978, pp. 1 - 3 (editorial).
 2. Beyond childishness through symbol-empowered tensegrities. (Article requested by the Green Peace Chronicle for a special issue on the International Year of the Child). 1979.
 3. Implementing principles by balancing configurations of functions; a tensegrity organization approach. *Transnational Associations*, 31, 1979, 12, pp. 587-591.
See also: Needs communication : viable need patterns and their identification.
- H. 5. Tensegrity/Human development and values**
1. Needs communication: viable need patterns and their identification. In : Katrin Lederer (Ed) in coop. with Johan Galtung and David Antal. Human Needs; a contribution to the current debate. Berlin, Oelgeschlager, Gunn & Hain and Verlagsgruppe Athenäum, Hain, Scriptor and Hanstein, 1980 (Papers arising from the workshop on human needs of the GPID project of the UN University, Berlin, 1978).
- I. Integrative comprehension**
- I. 1. Comprehension/Organizations.**
1. Utilisation of international documentation. (Introductory report for Panel III of the 2nd World Symposium on International Documentation. Brussels, 1980, organized by UNITAR and the Association of International Libraries). In : Proceedings (forthcoming). Also distributed under the title : Societal learning and the erosion of collective memory. (The report is based on a critique of the Club of Rome report ; No Limits to Learning).
 2. Presentation of GPID integration through functional classification of international organizations. (Note prepared for the 5th Network Meeting of the GPID project of the UN University, Montreal, 1980) 1980, 6 p + annexes.
- I. 2. Comprehension/Meetings.**
1. Emergence of integrative processes in a self-reflective assembly. *Transnational Associations*, 30, 1978, 5, pp. 271-276.
 2. Large-group conferences; maturing their reflective, focusing and transformative power, especially in conditions of social upheaval. (Preparatory report for a commission on meeting sociology, dynamics and practice of the World Forum of Transnational Associations, Brussels, 1980. Brussels. UAI. 1980 (100 p)).
- I. 3. Comprehension/Problems.**
1. De la difficulté de saisir la problématique mondiale. *Etudes et Expansion*, 77, Oct-Dec 1978, 278, pp. 701-710. See also: World problems : introduction. In : Yearbook of World Problems and Human Potential.
- I. 4. Comprehension/Concepts.**
1. Functional synthesis of viewpoints; a conceptual model. (Brussels, privately distributed in xeroxed form, 1968), 40 p. plus diagrams.
 2. Criteria for a meta-model. (Document submitted to a session of the 4th Conference on General Systems Education. Connecticut, April 1971), 4p.
 3. Representation, comprehension and communication of sets; the role of number. *International Classification*, 5, 1978, 3, pp. 126-133 (part 1); 6, 1979, 1, pp. 16-25 (part2); 6, 1979, 2, pp. 92-103 (part 3). (Report prepared for the Secretary of the Commonwealth Science Council and presented to a meeting of the Goals. Processes and Indicators of Development project of the United Nations University Human and Social Development Programme, Geneva, October 1978).
Also circulated in a pre-publication form by the UN University as HASDR-GPID-22/UNUP-133, 1980. Presented in an abridged form as : Representation of sets: the role of number. In : Ingetraut Dahlberg (Ed). Klassifikation und Erkenntnis (Proceedings.. der 3. Fachtagung der Gesellschaft für Klassifikation, Königstein. 1979). Frankfurt. Gesellschaft für Klassifikation, 1979, vol. I, pp. 27-42 (Studien zur Klassifikation, Bd. 4. SK4).
- I. 5. Comprehension/Human development and values.**
1. Development : beyond « science » to « wisdom » - facilitating the emergence of configurative understanding in « Councils of the Wise » through computer conferencing dialogues. (Presented at the World Futures Studies Federation conference on science, technology and the future. Berlin, 1979). *Transnational Associations*, 31, 1979, 7/8, pp. 364-372.
Also published with an erroneous title and page ordering in : Hans Buchholz and Wolfgang Gmelin (Eds), Science and Technology and the Future, München. K G Saur, 1979, pp. 738-762.
4. Patterns of N-foldness; comparison of integrated multi-set concept schemes as forms of presentation. (Paper prepared for the Forms of Presentation sub-project meeting. Geneva, 1980, of the GPID project of the UN University), 1980, 10 p + annexes (122 p).
5. Concept factors in concept scheme integration; GPID as a case study. (Prepared for the Integrative Workshop meeting, Alfaz del Pi. 1980. of the GPID project of the UN University), 7 p + annexes.
6. The future of comprehension; conceptual birdcages and functional basketweaving. (Paper submitted for the « Conference Volume » of the First Global Conference on the Future. Toronto. 1980).
7. Liberation of integration; pattern, oscillation, harmony and embodiment. (Prepared for the 5th Network Meeting of the GPID project of the UN University, Montreal, 1980) 48 p.. supplemented by : Fugitive integration; a musical addendum. 6 p.
8. Comments on Group B problematique. (Reactions to introductory report on the methodology of United Nations University GPID project - Group B) November 1980. 8 p.
9. Beyond edge-bound comprehension and modal impotence. (Prepared for the United Nations University GPID project - Group B, Tokyo, August 1981) 9 p.
10. Integrative dimensions of concept sets; transformations with minimal distortion between implicitness and explicitness of set representation according to constraints on communicability. (Prepared for the United Nations University GPID project - Group B, Tokyo. August 1981) 5 p.

CONFERENCE DOCUMENTS

ground rules for administrative and working papers

by W. van der Bruggen *

In the early seventieth a UAI-FID working group drafted guidelines for the preparation and presentation of conference documents (1) intended to appear as a booklet in the UAI « Congress Science - series. The complicated nature of this kind of documentation, however, made it impossible to arrive at a guide which would contain answers to all questions. But the need for such a guide was again emphasized at the 1975 Congress on Congress Organization, the rapporteur stressing that through publication of this guide « at least the ground rules for meeting documentation could be established »(2).

The UAI was glad to accept the offer of the author of the present contribution, an active member of the earlier UAI-FID working group, to identify the main phases of conference documentation, leaving it to conference organizers to adapt these for meeting their specific requirements.

INTRODUCTION AND TERMINOLOGY

The term « conference » will be used in this contribution to denote any type of international meeting - congress, conference, symposium - organized for the exchange of information on a particular topic.

The conference « documents » are of two distinct types : the programme or administrative papers required for the organizational framework, and the working or discussion papers constituting the intellectual core of the conference. For any conference to be successful equal attention has to be paid to both types of documents, but a well organized meeting should also

provide ample room for personal contacts in between conference sessions. The present contribution will outline the various stages in the control of the documents : before, during and after a conference. It is primarily meant as a checklist for NGO secretariats who, with the local assistance of their national member, have to organize their regular conference of up to say 1000 participants. The big « congresses », usually held at more distant intervals of several years and attracting from 2000 to 5000 participants, are better organized by professional congress bureaux. But also in this case the ground

rules for the various conference documents will have to be observed.

Notwithstanding the most excellent conference facilities and the valuable information obtained in personal contacts, the working papers and their discussion form the written record of the information collected at the conference, and this is the only part of the meeting that remains long after the conference has ended (2). Careful attention should therefore be paid to the bibliographic control possibilities of this information so that it will be included in information retrieval systems.

1. BEFORE A CONFERENCE

1.1 Preliminaries

It is assumed that at the last conference of the NGO a firm decision has been taken on place, date and theme of the next conference, and that an agreement has been reached on the working languages to be used. It will then be the task of a Conference Organizing Committee to draft a detailed programme: and this means not less than writing the complete « scenario » of all the stages of the conference, fully « programmed » from the first announcement up to the sales of the proceedings. The better the work done at the preliminary stages, the easier will be the control Of the next stages.

In most cases the conference will be organized partly by the NGO secretariat and partly by the national member acting as the host country for the conference (3). In broad outline the division of tasks will be such that the organization of local matters -conference rooms, hotel accommodation, technical visits, official receptions, social

programme - is entrusted to the host, whereas the establishment of the programme and the labour for obtaining papers from authors is the task of the NGO secretariat - all this work, however, coordinated by the Conference Organizing Committee.

The organization of an exhibition of books and equipment usually forms an activity complementary to the programme (but mentioned in the administrative documents). A simple exhibit of publications issued by the NGO and its members, and by some publishers, may find a place in the main entrance hall or an adjacent room. A fully-sized « fair » of books and tools needs more space and organization, including the allocation of booths and the printing of a catalogue with a plan of the stalls.

The organizing Committee also establishes the sub-themes of the main conference theme and their distribution over the various sessions. Simultaneous ses-

sions should as far as possible be avoided but may be allowed for subjects which do not overlap in their interest - but one will never satisfy all participants.

Assuming that English and French have been selected as the main working languages, a third (and even a fourth) language may be added for the benefit of the usually more numerous participants from the country or the region where the conference will be held (e.g. Spanish in Latin America). Each additional language, however, will considerably increase the cost of interpreters and the publication of conference documents. Nevertheless, a study by Geneviève Devillé (4) reveals that the use of four working languages is not unusual at NGO conferences, but that seldom more than three languages are used for the proceedings. It is recommended that a colour code be used for indicating each language and that this colour be applied to all documents circulated before and

*Members of the UAI, former Secretary General of the FIO

during the conference (5). If this proves to be not feasible (cost factor) than at least a capital letter in bold type at the top of each document should indicate the language; this will also greatly facilitate the distribution of papers.

The budget for the conference (6) comprises on the one hand such items as the expenditure for hiring conference rooms and interpreters, for the social programme and printing of the proceedings, on the other side income from conference fees, subsidies from industry or government, and sales of the proceedings. In order to reduce the expenditure for additional languages, a compromise may be to circulate administrative documents (programme, etc.) and possibly also the working papers in the two main conference languages, but to allow for interpretation in more language at plenary sessions of the meeting.

1.2 Provisional programme

The next stage will be the preparation and wide circulation of the « first conference announcement ». This leaflet should already contain, besides date and place of the conference, the main theme and a rough outline of the sessions devoted to the sub-themes, the working languages, as well as information on hotel accommodation, conference fee and whether or not the fee includes the proceedings or abstracts volume. Information on the climate (temperature) at the time of the conference will be much appreciated !

This announcement should be available at least one year before the conference. In case the NGO publishes a journal or newsletter the announcement should also appear in this medium and be regularly updated in subsequent issues with more complete information. The use of this medium saves cost and ensures a wide distribution of information.

When the maximum of information is obtained, the « preliminary programme » should be prepared and circulated widely, at least six months before the conference. Of course, it should also appear in the NGOs own journal. This programme document should contain the following data : date and place of the conference with full address of the conference hall and the host organization; the theme of the conference and a day-by-day plan of the sessions devoted to the sub-themes, the names of the chairman and rapporteurs of each session and the authors and titles of invited papers (see below) to be presented at the sessions; the working languages of the conference; the social programme, excursions and technical visits during the conference as well as pre- or post-conference tours.

The programme should furthermore contain the registration forms for participating at the conference and its social pro-

abstracts or proceedings volumes (see below), and for hotel reservation.

All conference documents, without any exception, should bear a standard « label » giving the name of the NGO, the title (theme) of the conference, the place and date of the conference.

1.3 Working papers

Often two categories of papers are distinguished : the « invited » papers and the « submitted » papers. For the first category outstanding experts are invited and their papers usually constitute the basic working papers. Specific aspects of a theme or sub-theme are highlighted in submitted papers and their value may well differ considerably.

The preliminary programme will already mention the « invited » papers - assuming that the author has accepted to write the paper and to attend the conference. The « submitted » papers are solicited through a « call for papers », to appear in the NGO journal or newsletter well in advance and finally in the preliminary programme. No call for papers, however, should be made before the sub-themes are definitely fixed, in order to ensure that these papers do respond to the selected (sub) themes.

It will, nevertheless, be wise to set up a screening committee to check the validity of submitted papers with regard to the sub-themes. Whereas the invited papers will as a rule all be accepted as such, the submitted papers may fall outside the scope of a sub-theme and have to be rejected. The conference committee therefore should never promise beforehand that all papers will automatically be reproduced in the proceedings - the value of the proceedings will be higher and the production cost lower if only the best papers are printed in the proceedings (7).

All working papers should contain the standard conference « label » mentioned above. In addition, the title of the session (sub-theme) should be added to help the conference organizers and the participants to identify the documents and to insert them in the right place in their conference documentation.

The title of the paper should be clear and cover the contents in a limited number of well-defined words; and of course the author's name and function should be mentioned. Some organizations distribute « instructions for authors » and preprinted formats for writing the paper (the format then should already contain the conference identification label). The instructions inform authors of languages accepted, the length of the paper and of the abstract (between 200 and 400 words), deadlines for submitting abstracts and papers, and the number of copies required. A standard

format permits offset reproduction of papers in order to obtain sufficient copies of submitted papers for the screening committee, for advance distribution of all papers to registered participants and the interpreters.

All authors, of invited and of submitted papers, will be asked to send an abstract of their paper well in advance, i.e. for invited papers before publication of the preliminary

time for the screening committee to decide on accepting the paper.

It usually will be out of the question to ask authors to provide translations of their papers in the other conference languages, but they should accept to submit, in addition to the abstract in the language of their paper, one more abstract in one of the other conference languages.

1.4 Abstracts volume or pre-prints

The conference organizers may decide to send the abstracts in advance to registered participants. The abstracts volume should then be printed in the same order as the sessions which, moreover, should be clearly indicated. But it may also be agreed to circulate the full papers in advance. This has the added advantage that at the conference session more time will remain available for discussion since the paper has only to be briefly introduced by the author, a general criticism being that too much time goes into the author's reading his paper already known to the participants and that not much time is left for their discussion.

1.5 List of participants

The registration forms returned by the participants permit the drafting of a list of those who will attend the conference. The list may be alphabetical or by country, preferably both. The participants are listed with their full name and function; those representing international organizations should not be listed under their country of origin but under the name of their organization.

The list is a most helpful document for participants desirous to establish contacts during the conference. If possible, it would therefore be ideal if the name of the hotel where they stay is added to their name.

This provisional list of participants should be available at the opening of the conference and form part of the « dossier » remitted at the registration desk. Those who have not registered in advance and pay their fee at the registration desk will be listed on a complementary list to be available a few days after the opening of the conference. Further updating for late arrivals will provide the complete list to be printed in the conference proceedings.

1.6 Dossier for the interpreters

Preferably some time before the conference the interpreters should receive a full dossier containing the programme and the discussion papers. Additional information on the aims and the general programme of the NGO and the specific terminology of the discipline will greatly help the interpreters to familiarize themselves with the theme of the conference.

2.1 Final programme

Arriving at the conference the participants should receive a full set of documents : the final programme (in a handy oblong pocket-size format) with 3 detailed timetable of all sessions and a plan of the meeting rooms, the conference badge, all working papers or only those not distributed in advance, the list of participants, preferably a city plan, their registrations for prepaid excursions and, as the case may be, the catalogue of the exhibition.

Instead of the usual badge pinned onto the lapel, a practical outfit is an oblong card to be inserted in the breast pocket, clearly showing the name of the bearer and containing the concise time-table of the conference, for consultation of the programme after meeting hours.

2.2 Working papers

The discussions papers are the « invited » main papers and the contributed « submitted » papers. At a session the invited

3.1 Proceedings in book form

The proceedings should contain the two main elements of the conference documentation : the papers and the discussion. In addition, the proceedings usually will contain opening addresses and resolutions adopted, but also a list of participants and index to the papers.

The papers should preferably be accompanied by abstracts in two major world languages. In order to save cost but to present a full record abstracts should be included of those papers not considered of sufficient value for publication in extenso (cf item 13). The summarized discussions should follow the relevant papers. The resolutions should be grouped together, for instance at the end of the volume.

Editors of a volume of conference proceedings often encounter great difficult-

- (1) Guide pratique pour la preparation et la presentation des documents des reunions internationales - projet IUA-FIO
- (2) Monté van Pelt F. - Congress documentation - International Associations 1976 : p. 30-31 (report of the sixth session at the 6th International Congress on Congress Organization, Kyoto, December 1975).
- (3) See also: Theory and practice of the organization of international congresses - IUA international Congress Science Series N° 1 (out of print).
- (4) Deville, G. - Les comptes rendus de congrès : une enquête de l'IUAJ - Associations Internationales 1976, 3/9 D. 378-381.
- (5) The 4th International Congress on Congress Organi-

2. DURING A CONFERENCE

papers will be introduced, summarized and, if necessary, updated by the author.

per in advance, care should be taken to obtain his written text before he leaves the conference, for copying by the NGO secretariat - just tell the author that you will send him a copy of his text for correction.

If time permits the authors of submitted papers should also be allowed to present briefly the main points of their contribution.

2.3 Discussion

Particular aspects of the working papers may be complemented by new data coming from the author or from the audience.

It does usually not serve any useful purpose to record the discussions on tape; after the conference it would be too time-consuming (and delay publication of the proceedings) if these, often very unclear, tapes have to be typed out and edited. It is far more helpful if a good secretary, who knows the subject, with the help of the

3. AFTER A CONFERENCE

ties in producing the proceedings within a reasonable time, i.e. within six months after the conference. If the conference is well organized, all papers should be available at the closure of the conference; authors should then be permitted to update their papers within four weeks (and no further delays !). It should therefore be possible to have available within one month after a conference : the final texts of all papers, the summaries of the discussions, the resolutions, and the updated list of participants.

The volume of proceedings will then be edited, indexes to authors and subjects, the contents page and the title page added. The title page should mention : the sponsoring NGO: the title, date and place of the conference; the main theme; the publisher if different from the sponsor (e.g. a commercial publisher) : and the place and date of publication.

zation adopted a colour and language.

- (6) See also: International organizations and the budgetary and economic aspects of their congresses - IUA International Congress Science Series N° 8.
- (7) See also: Mantén, A. A. - Scientific congress publications - International Associations 1976, 10, p. 438-433 - A reasonable distribution on the open market may usually be expected only if the material is of very high quality... and in its totality gives a reasonably complete picture of the knowledge in a particular subject field.
- (8) Druibba, H. - Conferencer documentation: General overview and survey of the present position - International Associations 1976, 8/9 p. 383-387.

rapporteur of the session, writes down the names of the speakers and their contribution to the subject insofar as new elements are presented.

It may be helpful to distribute question sheets to the participants on which they note their name and the question. This will help the session chairman and the editing of the proceedings.

2.4 Summaries and recommendations

Each session may be chaired by a chairman who introduces the speakers and pays attention to the time available for presenting the papers and their discussion, and a rapporteur who notes the speakers and those participating in the discussion.

Immediately after the session the chairman and rapporteur should draft the summary of the session and hand this paper to the conference or NGO secretariat. In case the session leads to recommendations they should be recorded in the summary.

The volume should furthermore obtain the ISBN (International Standard Book Number) to facilitate its registration in automated bibliographic control systems. A commercial publisher usually is registered in the ISBN system, an NGO usually not. However, an NGO can also obtain such a number from the International ISBN Agency at Unesco. The ISBN consists of the following four elements : group or language identifier, publisher identifier, title identifier, and check digit for computer control. The group identifier 92 is reserved for international organizations. Unesco allocates the publisher identifier, the NGO the title identifier and the check digit. A complete ISBN is for instance 92.66.00517.7. constructed as follows;

group	NGO title	publisher	check	digit
5	9	2	6	6
		1		0
			7	7
X	1	0	9	8
			7	6
				5
4	3	2		

90+ 18 +48+ 42 + 0 +0 +20+ 3+14 = 235

+ 7 in order to make the total sum dividable by 11 for computer purposes. In case the additional figure is 10, the check digit will be X. If 0 then 0.

Depending upon legal deposit laws in the country in question, one or more copies of the proceedings should be sent to the national legal depository. They then will also be included in the national bibliography within the Universal Bibliographic Control system (UBC).

3.2 Proceedings in journal issues

In a detailed study of conference documentation Helmut Drubba (8) pointed out that conference proceedings, usually published as « books », are as a rule not covered by abstracting and indexing services, which mainly cover articles in journals. Moreover, the ISBN registration only ensures the retrieval of the volume of proceedings, not of the individual papers. Or, there is the intermediary form of a special issue of a journal (within its current vo-

lume) devoted to the conference; this ensures full registration of all papers.

The advantage of publishing individual papers in journals thus is that they are bibliographically well controlled. The disadvantage is that by this procedure, for lack of space, usually not all papers are published, nor their discussion, so that it is almost impossible at a later date to obtain a full picture of the conference proceedings.

3.3 Sales of proceedings

Although conference papers are primarily meant to inform participants of latest achievements, and to allow for a discussion of the state of the art, there is a wide demand for such information in later years.

In case the proceedings are produced by a commercial publisher, the NGO should at least for one to two years be the postal

address for any enquiries where to obtain the proceedings. The ad hoc local organizing committee, often the national member, usually can not take this charge after the conference (unless it produces the proceedings).

According to Miss Deville's preliminary study on the publication of conference proceedings(4) by some 135 NGOs, some 55 % is published by the secretariats of the international organizations themselves, 35 % by their national members organizing the conference (of which 8 % in national journals) and only 10% by commercial publishers.

It also appeared that 64 % of the NGOs include in the conference fee the right to a

some 35 % of the NGOs print additional copies for sale to non-participants. It is obviously a safe way for avoiding a deficit to cover the cost of the proceedings by the conference fee: this procedure will allow for a benefit from sales of the additional copies.

En collaboration avec l'IWKI (Institut international de recherche sur les congrès), l'UAI publie la

Bibliographie sur la Théorie et Pratique des Congrès

par G.C. Fighiera

Plus de 700 titres de livres, études, monographies et articles relatifs aux problèmes techniques d'organisation des congrès, à la philosophie générale et à l'évolution des congrès publiés en 13 langues.

Huit sections :

1. Etudes générales sur les congrès
2. Organisation des congrès
3. Dynamique des groupes de discussion
4. Centres de congrès
5. Traduction et interprétation de conférence
6. « Computer Conferencing/Teleconferencing »
7. Presse spécialisée
8. Bibliographies

L'auteur a une longue expérience de l'organisation pratique des congrès; il est également parmi les quelques spécialistes à s'intéresser aux implications socio-économiques du phénomène congrès.

Collection « Science des Congrès » n° 11
Prix: 300 FB - ÖS 150.-
Union des Associations Internationales
rue aux Laines 1, 1000 Bruxelles.

Parution : septembre 1981
Institut International de
Recherche sur les Congrès,
A-6020 Innsbruck,
Herzog Otto-Strasse 18.

DEAUVILLE

une perspective nouvelle pour les Congrès et Séminaires Internationaux

Présentation géographique :

Tout d'abord présentons DEAUVILLE: station balnéaire connue internationalement. elle est située en Normandie au bord de la Manche. Sa situation permet à chacun de profiter de sa plage de sable fin et de son arrière-pays, riche région agricole.

La facilité avec laquelle on y accède représente un de ses premiers atouts : que ce soit par l'autoroute A 13 ou en train direct de la gare Saint-Lazare, DEAUVILLE est à 2 heures de Paris. De plus à l'aéroport de Saint-Gatien peuvent atterrir les avions de toute provenance : 45 minutes de Londres, 2 heures de Genève ou de Francfort...

Historique d'hier à aujourd'hui :

Mais parlons également de ce qui « fait » DEAUVILLE: de ce qui a fait sa renommée. Tout d'abord un peu d'histoire : sous le second Empire, le Duc de Morny fut séduit par le cadre qu'offrait cet emplacement et lança cette station auprès de l'aristocratie française. Son essor fut marqué par la création de ses casinos et de ses palaces après 1900.

DEAUVILLE étant à la mode: les planches, les courses, les jeux; son charme était apprécié par des célébrités comme Tristan Bernard, André Citroën... Le temps est passé et à vu DEAUVILLE évoluer en tenant compte des exigences

La saison bat toujours son plein : concours international de sauts d'obstacles, courses en Juillet et Août, polo, régates de voile, compétitions de golf, festival mondial de bridge, pour la septième année en 1981 le festival du cinéma américain en Septembre et maintenant, une toute dernière manifestation : TOP RESA.

Politique de la station :

L'objectif de la station est depuis 10 ans de vivre toute l'année et ce pari a été tenu : DEAUVILLE est maintenant le 21^e arrondissement de Paris grâce à l'autoroute et le mois de Septembre fait maintenant partie de la « haute saison ». Une nouvelle politique a également été mise sur pied: l'orientation vers le tourisme d'affaires. L'infrastructure de DEAUVILLE le permettait :

- l'hôtellerie : 4 hôtels 4 étoiles luxe ayant en commun 1.000 chambres (3 hôtels appartiennent à la chaîne Lucien Barrière) - 3 hôtels 3 étoiles totalisant 250 chambres, une vingtaine d'hôtels 2 étoiles avec 150 chambres;
- les salles de réunion : le casino tient lieu de palais des congrès avec 5 salles ayant une capacité variant de 200 à

1.000 personnes; une salle pour 450 personnes a été récemment construite s'ajoutant aux salles municipales (de 80 à 200 personnes). Quant aux hôtels, tous possèdent de nombreuses salles de commission acceptant de 10 à 100 personnes. Toutes sont maintenant équipées en audio-visuel;

- la situation même de la ville et ses installations sportives représentaient le « plus à offrir » : piscine olympique, 20 courts de tennis, la voile, les clubs d'équitation; d'autre part, la région environnante est très recherchée : le Pays-d'Auge avec ses manoirs, la route du cidre, Honfleur...

Rôle de l'Office du Tourisme :

L'image de DEAUVILLE est dessinée et l'Office du Tourisme s'est chargé de la faire connaître.

Les moyens mis en œuvre ont été les suivants :

- Promotion et prospection :

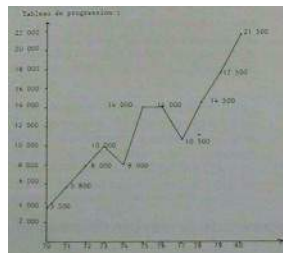
Edition d'une brochure technique fies prix congrès sont à 50 % de moins des prix normaux pratiqués en individuel) distribution de cette documentation par l'intermédiaire de mailings, de rencontres dans les salons - inscriptions à des associations - élaboration d'un fichier - création du Club de Deauville - publicités dans la presse spécialisée et de type économique.

- Organisation :

L'Office du Tourisme se charge de recevoir chaque congrès et tous les moyens sont mis à la disposition des organisateurs de congrès d'une part (intermédiaires gracieux entre tous les prestataires - livraison de congrès clef en mains) et des congressistes d'autre part. L'accueil y sera toujours personnalisé et DEAUVILLE leur fera bénéficier de forfaits spéciaux sur ses installations.

- Résultats congrès :

Cette politique menée depuis une dizaine d'années a permis d'enregistrer la hausse



de fréquentation « congrès » suivante : tableau ci-dessous :

De 3.500 congressistes en 1979, DEAUVILLE est passée à 21.500 en 1980 soit une augmentation de 600 %. Ceci grâce à une action de promotion bien menée mais aussi à la satisfaction des congressistes.

DEAUVILLE accueille chaque année:

Association Droit et Commerce - Festival du Film Médical, Assises National C.N.P.F., de nombreux laboratoires...

Le but a été atteint : la station reste animée toute l'année : en 1980 nous avons accueilli 367 congrès et séminaires; toutefois, on peut enregistrer les mêmes périodes d'embouteillage : Mai-Juin-Septembre, phénomène commun à toutes les villes de congrès.

Pour exemple, citons quelques congrès traités cette année :

C.N.P.F. - Fédération Nationale des Exploitants Agricoles - International Association of Ports and Harbours - 17e congrès International des Anysellers - Festival du Film Médical - Comité Central des Associations des Transporteurs Aériens Francophones (ATAF) - Chiefs Executives Forum - Peugeot Angleterre :

lancement de la « 505 >> - Must de Cartier - Fédération Nationale du Bâtiment - Convention Renault - Congrès du Collège National des Experts Architectes français - Congrès Mutuelle du Trésor - Association Générale des Producteurs de Maïs - Société Française de Buatrie - Fédération Nationale des Infirmiers - Banque d'Indochine et de Suez.

1982 s'annonce bien avec de grosses manifestations telles que :

7e Journées Internationales de Parodontologie (500 pax) - Congrès d'Aide Sociale à l'Enfance (900 pax)- 10^e conférence Internationale de Gérontologie Sociale (90X3 pax) - Congrès Régional des Caisses d'Epargne (500 pax) - Congrès National du C.J.D. (1.200 pax) - 12e Congrès de la Fédération Intersyndicale des Etablissements d'Hospitalisation Privée (1.000 pax) - Top Resa (3.000 pax).

L'image de DEAUVILLE, ville de congrès existe maintenant et la progression enregistrée dans ce domaine marque le dynamisme donné à cette ville. L'impulsion fut donnée et le travail réalisé actuellement tend à donner encore de l'ampleur à cette activité pour que DEAUVILLE demeure parmi les premières villes françaises de congrès.

J.P. REYNES

ECHOS DE LA VIE ASSOCIATIVE

NEWS ON ASSOCIATIVE AFFAIRS

Associations culturelles et acculturation

Le congrès mondial de la FIPF

La Fédération Internationale des professeurs de français (F.I.P.F.), qui groupe les associations de quelque quarante-cinq pays, a réuni son cinquième congrès mondial, du 20 au 24 juillet, à Rio-de-Janeiro. Plus de huit cents professeurs y ont échangé leur expérience du français langue étrangère, et tenté de définir les conditions pour que son apprentissage favorise le « dialogue des cultures » et respecte l'identité des « apprenants ».

Plus que le maintien ou l'expansion de la langue française - qui restent un souci constant de ceux qui l'enseignent à travers le monde. - c'est le respect de l'« identité culturelle » qui a fait l'objet des plus-intéressants débats au congrès de Rio. Comme on pouvait s'y attendre dans une assemblée composée aux trois quarts de représentants des Amériques, on y a exalté la latinité du Québec à la Patagonie, en passant par les Antilles, mais - ce qui était moins sûr, - on s'est gardé de faire le procès rituel à l'anglais, langue du puissant voisin « étatsunien ».

• Nous ne pouvons rivaliser avec l'anglais en étant insultants et critiques », a affirmé M. Jobert. Ministre français du commerce extérieur, pour qui la langue française doit s'imposer par la « force du respect ».

D'autre part il a été rappelé que les temps ne sont plus à la domination d'une langue, ni à l'hégémonie d'une culture étrangère. En revanche rien ne vaut le plaisir du troc « grâce à une langue française devenue multipolaire ».

C'est à cette condition que (pour certains participants au congrès) le français, « langue d'aliénation », peut se muer en « langue de libération » d'ouverture, de dialogue.

* Le français joue dans nos Amériques un rôle de médiation », a noté René Desprestre, écrivain haïtien en exil depuis vingt-cinq ans. Le continent américain, coupé entre le Nord anglo-saxon et le Sud latin, trouverait selon lui un pont entre l'anglais et l'espagnol (ou le portugais) grâce au français. Un français qui (selon un congressiste; ne serait plus dicté de la « Touraine profonde » mais au contraire le produit ou la rencontre de plusieurs cultures, débouchant sur une sorte de « baro-

quisation naturelle » de la langue, jusqu'à trop figée dans son classicisme français.

Reste le problème des anciennes colonies françaises. Comment, pour une nation fraîchement parvenue à son indépendance politique, échapper à la « mouvance culturelle » française, souvent perçue comme la prolongation de la dépendance. A cet égard, le cas de Madagascar a été évoqué en termes pathétiques: « Est-il possible, a demandé une enseignante d'Antananarivo, qu'une langue nationale même à tradition littéraire (comme le malgache), puisse dialoguer sur un pied d'égalité avec une langue étrangère à vocation internationale et scientifique » (comme le français) ?...

A Madagascar, comme dans beaucoup de pays d'Afrique et aux Antilles, on cherche encore comment « introduire le français sans entraver l'identité nationale ». La « malgachisation » - trop hâtive - a été un échec, car elle favorisait la caste francophone. Et le retour à la francisation, amorcé depuis deux ans, risque de marginaliser les petits paysans malgaches qui ne voient pas l'utilité du français dans leur vie quotidienne. C'est l'impasse.

« Faites comme nous », a proposé un professeur tunisien : enseignement de la langue nationale (l'arabe) dans le premier degré : le français ensuite pour acquérir sciences et techniques; enfin l'anglais, en deuxième langue pour les relations internationales. Non, ont répliqué d'autres : Il faut que chaque langue nationale s'efforce de suivre le développement scientifique et réserve le français ou l'anglais pour la communication avec l'extérieur. Le débat n'est pas clos. Le dialogue des cultures passe par l'inévitable débat du choix des langues d'enseignement.

Mais tous ont été d'accord pour conclure à la nécessité du plurilinguisme seule condition permettant d'échapper, en cette fin du vingtième siècle, à la « régression culturelle » (M. Sélim Abou) et au repli frileux à l'intérieur de frontières de moins en moins étanches.

Cité d'après Roger Cans du « Monde ». (Paris)

The ICVA General Conférence

INTRODUCTION

The ICVA General Conference will be convened for the first time in a Third World Country and will have as its theme « The Role of Voluntary Agencies in Building a New World Community ». It will provide ICVA member agencies and invited non-member agencies, especially from the Third World, with an opportunity to assess the current role of voluntary agencies, to set priorities for their activities in the Eighties and to devise strategies to implement them.

Meetings will be held at the Sri Lanka Foundation Institute. 100 Independence Square, Colombo 7. The Sri Lanka Foundation Institute is managed by the Sri Lanka Foundation, a statutory body functioning under H.E. the President of Sri Lanka, and it benefits from the encouragement and support of the Friedrich-Ebert Stiftung of the Federal Republic of Germany. It is a centre for learning and intellectual activity and organizes seminars, conferences and workshops that help to disseminate knowledge and generate new thinking.

Organization of the conference

The first day of the Conference will be devoted to registration formalities, orientation of keynote speakers, rapporteurs and non-member agencies.

Following the official opening of the Conference by the Sri Lanka Head of State, H.E. Junius R. Jayawardene. on Monday, November 23, the Conference theme will be introduced by Mr. Albert Tévoédjrè, Director of the International Institute of Labour Studies, Secretary-General of the World Social Prospects Study Association and author of a book entitled - Poverty, Wealth of Mankind ».

There will also be three sub-themes,

ICVA's established Working Groups have been preparing for the Conference by relating their specific concerns to the general theme of the Conference. Background papers on their work and proposals are being prepared for the Conference. The Sub-themes will be presented by keynote speakers :

Theme A : Refugees and Migration, by Rev. Jonas Shiiri, Bishop of the Evangelical Lutheran Church in Zimbabwe.

Theme B: Voluntary Agency Cooperation and Funding, by Mr. Lewis Perinbam, Vice-Président, Canadian International Development Agency.

Theme C : Integrated Human Development, by Mr. C.T. Kurien, Director, Madras Institute of Development Studies.

Each of the four presentations will be followed by a general debate after which small working groups will be set up to facilitate a full exchange of views and to enable all participants to take part in the discussions.

A specific time for regional meetings is scheduled to permit voluntary agencies from the various regions of the globe to meet and discuss any particular issues or concerns of a regional nature.

The morning of the final day will be devoted to ICVA business and will be a closed session for ICVA member agencies only. This session will be followed in the afternoon by a final plenary open to all participants.

Un forum d'ONG sur le vieillissement des individus et des sociétés

A l'initiative du (C.I.G.S.) Centre International de Gérontologie sociale et en consultation avec le *Centre for Social Development and Humanitarian Affairs* des Nations Unies, un Comité restreint d'Organisations Non Gouvernementales* concernées par le vieillissement s'est tenu à Paris les 21 et 22 mai 1981.

Le but de cette réunion était la préparation d'un Forum des O.N.G. qui se tiendra aux Nations Unies à Vienne du 29 mars au 2 avril 1982 et permettra aux diverses O.N.G. de présenter leurs vues et leurs propositions d'action dans le cadre de l'Assemblée Mondiale sur le Vieillissement (Vienne, juillet 1982). Ce Forum n'exclut pas la participation individuelle des O.N.G. à l'Assemblée Mondiale.

Il entend fournir aux O.N.G. - plus proches des problèmes concrets de la population âgée, plus libres que les gouvernements et dégagées des contraintes diplomatiques qui pèsent sur toute Assemblée Mondiale -, une occasion unique, privilégiée, de montrer la fonction particulière qu'elles peuvent occuper entre l'expression des besoins des personnes âgées et la formulation des politiques gouvernementales.

Le Comité restreint, en tenant compte du cadre général défini pour l'Assemblée Mondiale, a chargé le Centre International de Gérontologie Sociale d'assurer l'organisation et le Secrétariat du Forum et il a délimité les objectifs suivants :

1. représenter à l'Assemblée Mondiale sur le Vieillissement les préoccupations et les intérêts des personnes âgées.
2. identifier les questions et les préoccupations que soulève, sur le plan humanitaire et en développement, le vieillissement des individus et des sociétés, et ce aussi bien dans les régions en développement que dans les régions développées du monde.
3. identifier et recommander des mesures relatives à la contribution et au rôle spécifiques des personnes âgées dans le développement ainsi qu'à la

M. Federico MAYER, Directeur général adjoint de l'UNESCO a introduit, dans les termes suivants, la séance de clôture du

Une Fédération des Clubs et Associations UNESCO

deuxième congrès mondial des clubs associations de l'Unesco qui a abouti à la constitution d'une Fédération.

Après une semaine de travaux intensifs, vous avez atteint le principal des objectifs que se proposait le Congrès : la création de la Fédération mondiale des clubs et associations Unesco. C'est pour notre Organisation une grande source de satisfaction que de voir tous ses amis, de par le monde, désormais réunis au sein d'un organisme auquel, je tiens à vous le redire, nous nous proposons d'apporter notre soutien le plus total.

A cet égard, le vœu que vous formulez de voir le siège de la nouvelle Fédération, durant les premières années de son existence, installé en France, me paraît procéder d'une grande sagesse : notre Organisation pourra de la sorte faire bénéficier la vôtre de son expérience, de l'information, de l'importante documentation qu'elle détient et faciliter sa participation aux multiples activités qui se déroulent en cette Maison. Je suis convaincu que les autorités françaises accueilleront ce vœu avec faveur et je les en remercie d'avance.

Si je n'ai pu, faute de temps, suivre personnellement vos travaux, mes collaborateurs m'ont tenu informé de leur déroulement et des importantes conclusions auxquelles sont parvenues les trois Commissions du Congrès. Je voudrais vous féliciter du sérieux et de l'enthousiasme qui ont caractérisé ces débats et vous assurer que l'Unesco mettra tout en œuvre pour donner suite à celles de vos recom-

Dart qui leur revient des bénéfices d'un tel développement,

4. porter les conclusions et les recommandations du Forum à la connaissance des gouvernements et des décideurs dans le cadre de l'Assemblée Mondiale sur le Vieillissement,
5. déterminer le rôle et les responsabilités des O.N.G. sur le plan de l'aide qu'elles peuvent apporter aux gouvernements et aux organisations internationales dans la mise en œuvre du programme d'action défini par l'Assemblée Mondiale.

* - Association Internationale de Sécurité Sociale (A.I.S.S.),
- Centre International de Gérontologie Sociale (C.I.G.S.),
- Fédération Européenne pour les Personnes Âgées (E.U.P.A.G.),
- International Association of Gerontology (I.A.G.),
- International Federation on Aging (I.F.A.)
- Opéra Pia

mandations qui s'adressent directement à elle.

De même, la table ronde sur l'information et le rôle que vos organismes sont appelés à jouer en la matière nous ont largement éclairés sur vos possibilités d'action et aussi sur les difficultés que vous rencontrez pour mieux faire connaître l'Unesco dans vos environnements respectifs. Nous comptons bien que ce premier échange sera suivi de nombreux autres, qui permettront de fixer les lignes d'une action concertée et cohérente.

Me tournant vers les membres du Conseil exécutif de la Fédération mondiale que vous avez élus ce matin, je tiens à les féliciter et à leur présenter mes encouragements les plus cordiaux pour la grande tâche qui les attend. Je voudrais aussi revenir sur un point, que j'avais déjà mentionné dans mon allocution d'ouverture : celui de la nécessité de faire connaître notre message d'espoir au monde entier. Pour atteindre ce but, votre coopération est essentielle, d'autant plus que vous disposez maintenant d'une Fédération susceptible de coordonner et d'harmoniser vos efforts.

Comment parvenir à nous faire entendre ? Comment notre voix arrivera-t-elle à dominer le tumulte de toutes celles qui nous disent, au même moment, et à l'échelle planétaire, un monde déchiré, violent, confus, bouleversé, où seul ce qui est anormal se transforme souvent en information ? Comment faire ressonner la voix de la solidarité, de la liberté, de la justice, seuls fondements de la dignité humaine ? Comment persuader tous les pays que leur seule arme efficace, pour affronter l'avenir, est celle qui consiste à

former leurs citoyens en leur offrant un accès continu à l'éducation, à la culture, à la science ?

Je vous disais l'autre jour que « votre entreprise réussirait, car ses objectifs sont les plus élevés, et votre message est le seul qui puisse changer la direction du monde et faire que l'on s'achemine enfin vers l'homme nouveau; ce message sera que seule l'éducation libère au niveau personnel; seule la science libère véritablement au niveau national et permet d'atteindre l'indépendance réelle »; je disais également que « par ailleurs, des changements de fond, et même des ruptures fondamentales s'avèrent nécessaires pour aboutir, pour faire face aux problèmes d'aujourd'hui avec des outils efficaces et souples », et que « c'est la force de la raison qui peut en définitive vaincre la raison de la force ». Une part essentielle de la tâche qui vous attend consiste à affirmer résolument cette attitude, à porter bien haut ce message, notamment, je le répète, parmi les jeunes, dans cette jeunesse parfois trop éprouvée, trop désenchantée pour nous donner encore le sourire que nous attendons d'eux. En présence de Madame le Ministre de la République française pour la jeunesse, je veux souligner spécialement que le monde ne peut aborder avec confiance les années 2000 s'il a perdu le sourire de sa jeunesse. L'espoir est notre raison et notre force.

Au nom du Directeur général, je vous souhaite à tous un bon voyage de retour dans vos pays respectifs. Je vous remercie à nouveau de votre dévouement à notre cause et je vous demande de transmettre, à tous ceux qui soutiennent vos efforts, mais n'ont pu se joindre à vous pour ce deuxième Congrès mondial des clubs et associations Unesco, l'esprit de paix, de justice et de solidarité qui a présidé à tous ses travaux.

Le Comité permanent de la 18^e Conférence des ONG de l'UNESCO

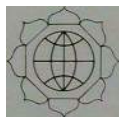
Le Comité permanent élu par la 18^e Conférence des ONG de l'UNESCO, réuni sous la présidence de Mme Françoise Lafitte, a élu les organisations suivantes : Vice-Présidents : Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante (CMOPE) représentée par M. Harris. Fédération internationale des universités catholiques (FIUC) représentée par Mme Moreau. Rapporteurs : Conseil mondial de la paix (CMP) représenté par M. Astre (langue française) Conseil consultatif d'organisations juives (CCOJ) représenté par Mme Raccah (langue anglaise)

Trésorier : Comité consultatif mondial des Amis (Quakers) représenté par Mme Droutman. Le plan de travail du Comité comportera : - une réflexion sur le biennium passé. - la mise en œuvre des résolutions adoptées par la 18^e Conférence, - les activités des trois prochaines années.

Congrès de l'O.R.I.T.

L'Organisation régionale interaméricaine de la C.I.S.L. (O.R.I.T.) a tenu son 10^{ème} Congrès continental du 17 au 20 mai à Toronto, au Canada. Placé sous la présidence de Dennis McDermott, Président du Congrès du Travail du Canada, le Congrès a pris un certain nombre de décisions importantes parmi lesquelles l'on peut relever :

- L'adoption de la déclaration idéologique de l'O.R.I.T. telle qu'elle avait été adoptée par le Comité exécutif de l'O.R.I.T. en 1980 à Cuernavaca.
 - L'adoption d'un plan d'action continental de l'O.R.I.T. qui a été élaboré par un groupe de travail désigné spécialement à cet effet par le Comité exécutif de l'O.R.I.T.
 - L'adoption de documents qui ont été préparés par une conférence C.I.S.L./O.R.I.T. tout juste avant (15-16 mai) la tenue du Congrès de l'O.R.I.T. L'un de ces documents traite des critères de la solidarité internationale en faveur des pays en voie de développement du continent américain. Un autre de ces documents concerne un plan d'action nationale pour la défense de la démocratie et de la liberté dans les pays d'Amérique latine.
 - L'adoption de plusieurs documents portant sur les questions économiques, élaborés lors de différentes réunions et conférences C.I.S.L./O.R.I.T.
- La Conférence C.I.S.L./O.R.I.T. qui s'est tenue aussitôt avant le Congrès a été suivie par des représentants de toutes les organisations affiliées à l'O.R.I.T. ainsi que par plusieurs membres du Comité C.I.S.L. pour la Défense des Droits humains et syndicaux en Amérique latine.



27th ICC Congress

In November of this year leading members of the world business community will meet, as they do every three years, for the Congress of the International Chamber of Commerce. Once again, the Congress promises to be the highlight of the year's

business calendar - a chance for businessmen from all countries to become better acquainted and discuss important questions that will be influencing the conduct of world business. The Congress's discussions will be centered around the theme of development - and the vital role of the entrepreneur in stimulating and encouraging economic growth.

Equally important, the Congress will be the culmination of the year's efforts by the ICC to fight the growing trend toward protectionism, which is one unfortunate result of too many countries' living beyond their means. I think the time has come for both courageous and sometimes even aggressive policies to pursue the objectives of competitive enterprise and free trade so essential for future peace and prosperity in the world.

This year's Congress will devote time to a practical discussion of the economic possibilities of the ASEAN nations - a chance for participants to learn about these countries and to get to know the government leaders and businessmen who have made it such a dynamic area in the developing world.

I personally invite all of you to be present in Manila for the 27th ICC Congress. In order to have as representative a participation as possible. A want to encourage two groups who will account for the future strength of the ICC, and of world business. The first of these is young businessmen - the leaders of tomorrow, the second is representatives of small and medium-sized enterprises - through whose companies much of the coming growth of business will take place.

Mohamed Aly Rangoonwala
President of the ICC

ICFTU World Conference

International confederation of free trade unions held in New Delhi a world conference on the trade union role in development.

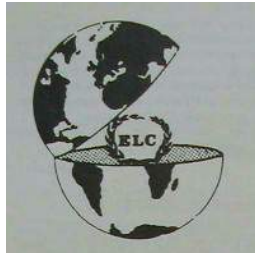
The world economy is in a severe crisis which will only deepen unless prompt action is taken by governments. Without urgent, concerted action the already intolerable poverty of 800 million people in the developing world will worsen still further. Unemployment will rise in both North and South, increasing social and political tensions and conflicts within and between nations. An increase in the enormous number of jobless in the South threatens an explosion of catastrophic proportions. But these disastrous trends need not become reality. There is an alternative. That alternative lies in the acceptance of the « one world » concept, leading to an integrated global strategy for balanced development. It involves a change in the direction of economic policy in the industrialised countries, more effective develop-

ment policies for the people of the South. a massive transfer of financial resources to developing countries, a global energy compact, reforms in the international monetary system - in short, a new international economic and social order. The ICFTU World Conference on « The Trade Union Role in Development » signifies the commitment of free and democratic trade unions to international cooperation for balanced development. Poverty anywhere constitutes a danger to prosperity everywhere. Trade unions have a duty to work for economic growth throughout the world, social progress and the narrowing of the gaps between rich and poor within and between nations. The strong mutual interest between workers in the South and North in a programme for balanced global development has always been underlined by the ICFTU - in fact this concept is the justification for our existence. We are happy that this theme has been taken up so strongly in the Brandt Report.

NGO Liaison Committee
for the UN Conference on the Least Developed Countries

The United Nations Conference on the least developed countries (UNCLDC) held in Paris, France, from September 1-14, 1981. The UN Conference Secretariat organized a Consultation with non-governmental organizations potentially interested in the Conference. Approximately 50 representatives attended, and at the conclusion of the Consultation elected a Non-Governmental Liaison Committee. Cyril Ritchie, as representative of International School Association, was appointed chairman. The NGO Liaison Committee has as its top priority :

- To inform international and national NGOs of the holding of UNCLDC and to stimulate interest and attendance.
- To help inform public opinion of NGO interest in the Conference, of NGO actions and views related to the Conference, and of ways public concern for the problems of the least developed countries can be manifested.
- To encourage and support the establishment, or where they exist the strengthening, of national NGO focal points related to the Conference, and to serve as an information exchange among such focal points.
- To assist national focal points and national NGOs in their approaches to their national governments or other bodies in regard to development policies vis-a-vis least developed countries, or vis-a-vis national policy positions to be adopted at UNCLDC.
- To circulate information and proposals on the quality of national and international development aid to least developed countries.



International Poster Contest 1982

Ten years after Stockholm

OBJECTIVES : To celebrate the 10th Anniversary of the United Nations Conference on the Human Environment, the first ever world meeting called to deal with the environment. The Conference took place in Stockholm in 1972.

CATEGORIES :

- children up to 12 years old
 - persons over 12 years old
- THEME :** Only One Earth. This is our environment. What relationship have we established with it ? What have we done for and with it ? What has to be done in the years to come ?

TEXT : The posters may carry a slogan created by the artist. The following phrase has to be included in every poster : 5 June 1982. Ten Years After Stockholm.

TECHNICAL ASPECTS : Type of paper - the poster should be prepared on a paper which can be rolled up to facilitate easy mailing. Preferred size : not to exceed 1 m x 1 m.

SUBMISSION PROCESS : Posters can be submitted to the Environment Liaison Centre through a non-governmental organization (NGO).

NGOs in each country are invited to organize a national poster contest and to send to the ELC the three best entries. If no national competition is organized, each NGO is invited to make a preselection and to send to the ELC the three best entries. All submissions must be sent by airmail and not air-freighted so as to avoid customs delays. On the reverse of each poster it should clearly state the name, age and address of the artist and the name and address of the NGO if applicable. **DEADLINE :** The post-marked date must read not later than 31 January 1982.

SELECTION PROCESS : An international panel of judges will make the selection in March 1982 in a public place in Nairobi where the posters will be displayed.

PRIZES : For each of the two categories there will be the following prizes: 1st prize : US\$ 100; 2nd prize : US\$ 50; 3rd prize : US\$ 25.

All entries will remain the property of the Environment Liaison Centre.
P.O Box 72461
Nairobi, Kenya
Telephone : 24770

Untimely death of WCOTP Secretary General



President Motofumi Makieda announces with deepest sadness the untimely death of John M. Thompson in a motor accident on July 27, 1981.

This sad event took place near Budapest, Hungary, where Mr. Thompson and his wife were travelling by car after having been in Zagreb, Yugoslavia, to attend the congresses of the International Federation of Teachers' Associations and the International Federation of Secondary Teachers. Mrs. Thompson, who was slightly injured, survives along with their three children, Paul, Ann and Christina. President Makieda goes on to say that two decades of service to the Confederation rendered by John Thompson has changed the face of the teaching profession throughout the world. He injected into education at all levels the serious voice of the organized profession and made a considerable contribution to the enhancement of its status. Through his continuing concern with all aspects of WCOTP's work, he brought the Confederation from a fairly well known voluntary organization to one of the most powerful non-governmental organizations in the world. John Thompson, who as 58 years old, was a man of peace who at every step strove for the promotion of peace, human rights, justice and progress through the instrument of teaching. He travelled relentlessly to strengthen the Confederation, to work for teacher unity and to improve the lot of mankind.

His excellent leadership as WCOTP Secretary General gave a great inspiration to all leaders of national teachers organizations and his untimely death is an immeasurable loss both for WCOTP and all teachers of the world. On behalf of the Executive Committee, the staff and the five million members, Mr. Makieda sends his deepest condolences to the bereaved family. He believes that the greatest tribute which can be paid to the late Secretary General is the continuation of the Confederation's programmes as they normally would. *UAI joins sincerely to these moved condolences.*

LES MEMBRES ASSOCIES DE L'UAI

Réunion à Bruxelles le 21.9.81

L'UAI a invité ses Membres Associés à se réunir au Palais des Congrès de Bruxelles, le 21 septembre 1981, suite au vœu qu'ils avaient émis lors de la réunion organisée à leur intention dans le cadre du Forum Mondial des Organisations Internationales en juin 1980.

Ci-dessous, nous publions le compte rendu de cette réunion établi par André Schreurs, Directeur du Palais des Congrès de Liège. Président du Comité des Membres Associés de l'UAI.

La réunion sera consacrée à la présentation de la nouvelle Banque de Données Associations-Congrès. En effet, devant l'accroissement constant du nombre d'organisations internationales (plus de 14.000 dans l'édition 1981 du Yearbook of International Organizations), l'« UAI » a été amenée à adapter la gestion de toutes les informations contenues aussi bien dans le Yearbook que dans le Congress Calendar à des techniques de pointes visant à leur informatisation complète; d'ici le début de l'année 1982, la nouvelle banque de données « Associations-Congrès »-, unique au monde, sera opérationnelle.

S'étant ainsi tourné résolument vers l'avenir, l'UAI a souhaité que ses Membres Associés soient les premiers à être informés des multiples avantages et services qu'elle peut maintenant leur offrir avec le concours de la Société SLIGOS Benelux, gestionnaire de la Banque, responsable de sa réalisation et de son marketing, qui vient de terminer, avec succès, les tests approfondis du système.

La réunion du 21 septembre, sera la première d'une série de réunions d'information à l'usage des futurs utilisateurs du système.

Au programme :

- démonstration du système en direct sur terminal;
- présentation de la banque de données, son utilisation, type de renseignements immédiatement disponibles, possibilités d'accès, implications financières et techniques.

Conclusions de la réunion des Membres associés de l'UAI, tenue à Bruxelles le 25.6.1980

1. De l'avis général, la réunion des Membres associés a été utile et fructueuse.
2. Les Membres associés sont d'accord que l'on organise d'autres réunions similaires à l'avenir; en principe : une réunion annuelle. En plus, on pourrait prévoir des réunions de travail sur des sujets précis.
3. On sent, chez les Membres associés, le réel désir d'apporter à l'UAI les informations qu'ils détiennent et le souhait d'obtenir de l'UAI une meilleure utilisation de sa documentation :
 - a) des listes des délégués nationaux, voire des membres individuels des OING, en tout cas des « décisionnaires » quant aux choix des sièges des congrès.
 - b) des statistiques plus affinées sur les congrès (journées congressistes, sièges des réunions précédentes, etc).
 - c) des recherches sur les habitudes des congrès.
4. Les Membres associés ont exprimé le souhait que les renseignements qui leur sont communiqués le soient à titre exclusif. Ou en tout cas que les renseignements fournis aux Membres associés soient plus élaborés que pour des étrangers à l'Association.
5. On a soulevé le problème de l'informatisation des données de l'UAI. M. Casadio a déclaré que l'UAI étudierait la méthode la plus efficace pour ce genre de service, qui pourrait être la création d'un service séparé, mais lié institutionnellement à l'UAI.
6. Les Membres associés ont également émis le souhait que les contacts entre eux et les OING soient systématisés, sans pour cela « matraquer » les « clients ».
7. On souhaite également que ce que l'on a appelé le « Club » des membres associés ne soit pas trop étendu, afin de lui conserver une certaine qualité. Il ne semble pas y avoir le problème. l'UAI ne faisant pas de promotion pour cette catégorie de membres.
8. Les Membres associés sont d'accord de relever le montant de leur cotisation à l'UAI, étant entendu par ailleurs que les demandes de renseignements spéciaux feraient l'objet, dans chaque cas, d'un contrat avec l'UAI.
9. Il apparaît des à présent qu'il y a un marché pour ce genre de travaux spéciaux, tous les membres présents étant intéressés par de tels renseignements.
10. M. Speckaert a proposé que l'UAI organise des « réunions nationales » regroupant les branches nationales des OING et les membres associés du pays concerné.
11. La question d'un secrétariat spécifique pour les Membres associés n'a pas été approfondie. Il n'y a eu aucune objection. Par ailleurs, M. Speckaert a suggéré qu'il y ait dans les locaux de l'UAI un coin réservé à des stagiaires envoyés par les Membres associés.

André SCHREURS.



Quelques participants à la réunion de juin 1980; parmi ceux-ci les représentants des Convention BUREAUX de Londres et Paris, des Palais des Congrès de Paris, Liège et Berlin, de la Sabena.

THE UAI ASSOCIATE MEMBERS

The UAI has invited its Associate Members to meet at the Palais des Congrès de Brussels, on the 21st September 1981.

This meeting is organized further to the desire express by the members at their meeting held in Brussels, in June 1980 during the World Forum of International Associations.

Here under we publish in French, the report of the meeting established by André Schreurs, Director of the Palais des Congrès of Liège, President of the UAI Associate Members Committee.

The September 1981 meeting will be devoted to the presentation of the New Associations-Congresses Data Bank. As announced previously the UAI has now computerized all data included in the Yearbook of International Organization (description of more than 14,000 international organizations in the 1981 edition of the Yearbook) and in the Congress Calendar. This unique new data bank, already operating off-line will be accessible on-line before the end of 1981. If sufficient interest emerges.

The meeting is organized with the assistance of SLIGOS BENE-LUX, who have just terminated a series of positive tests on the system and are in charge of its technical realisation and marketing. On the agenda :

- a demonstration of the system online, such as could be uses from once office;
- a presentation of the data bank, its utilisation, type of information available, access, financial and technical implications.



Chairing the meeting of June 1980. André Schreurs with at his Side Franco Alberto Casadio. President and Georges Patrick Speckaert, former Secretary General of UAI.



Studying the Yearbook of International Organizations, from left to right : Lars Blicher-Hansen, Director Danish Convention Bureau, Ghislaine de Coninck UAI, Geoffrey Smith, Director London Convention Bureau, Valerie Le Moignan Conferences and Meetings Manager Hong Kong Tourist Association.

colloques internationaux CNRS/N° 590

LA DÉCOUVERTE DE LA FRANCE

AU XVII^{ème} SIÈCLE

organisateur : R. Duchene, Marseille. 25 - 28 janvier 1979

- récits des voyageurs, enquêtes des intendants rap-ports des visites pastorales et de multiples relations constituent une documentation précieuse permettant une approche de l'histoire : description du territoire mais aussi des mentalités de la France au XVI^{ème} siècle.

16 x 25/ 660 p./ broché (52 communications en français) 190
1 fig./ 2 tabl./ 2 cart./ 2 phot. F
ISBN 2-222-02566-1

LA NÉGOCIATION INTERNATIONALE

principes et méthodes

A. Plantey

- une vue d'ensemble de l'action diplomatique, élément essentiel de la vie politique actuelle • la négociation : règlement des relations entre Etats, instrument de contrôle durant les crises, recherche de nouveaux

16 x 25/ 660 p./ broché 150 F
ISBN 2-222-02774-9

Rappel : prospective de l'Etat

16 x 24/308 p./ broché 44 F
ISBN 2-222-01837-4

publique internationale
16x25/500 p./ broché 84 F
ISBN 2-222-02095-X

LA SYRIE D'AUJOURD'HUI

sous la responsabilité de A. Raymond

France au dépit de relations multiséculaires • Evolution présente de la Syrie • Caractères de ses options politiques, économiques et sociales • Un des pôles du nationalisme arabe, son rôle dans la politique contem-

16 x 24/ 448 p./ broché 85 F
ISBN 2-222-02624-5

LES SOCIÉTÉS RURALES FRANÇAISES

Eléments de bibliographie

M.L. Marduel, M. Robert

- études générales et monographies : 656 ouvrages répertoriés avec résumé • recensement des principaux périodiques spécialisés • guide d'analyse villageoise (H. Mendras).

15.5 x 24/ 264 p./ broché 68 F
ISBN 2-222-02016-4

Documentation gratuite sur demande

**Librairie des
Editions du CNRS**
15 quai Anatole France. 75700 Paris



In Dublin

Representing the five continents, more than 1 600 delegates were given a regal welcome in Dublin on the occasion of the 44th International Congress of the International Union of Public Transport. The first reunion took place at the reception given by the President of UITP. The Formal Opening Ceremony of the Congress was held on Monday 25 May 1981 in the Main Hall of the Royal Dublin Society. The ceremony was presided by the Minister of Transport, and was attended by the Lord Mayor of Dublin, the Chairman of Coras Iompair Éireann and numerous high government and municipal officials from Ireland and abroad. In the course of the technical sessions, members discussed the reports prepared by the experts.

The General Assembly decided by acclamation to hold the 45th International Congress of the UITP in Rio de Janeiro from 12 to 17 June 1983. The Irish hosts of the Congress had arranged an excellent programme of visits, excursions and receptions which were appreciated by everybody. The programme enabled members to enjoy the charming countryside of Ireland, and experience its wonderful hospitality.

Congress Pre-financing

In our « Congressalia » heading of October 1980, we informed you about the Congress pre-financing scheme available in Finland. To-day we have further information on the Finnish scheme which we are pleased to detail here:



Principles and Administration procedure

1. General

The Helsinki City Council decided on 28th November, 1979 to authorize the City administration to provide the City's guarantee without counter guarantee for those non-commercial organisations and associations in Helsinki responsible for arranging and managing congresses in Helsinki. The guarantee is against loans, given by financial institutions and insurance companies to those organising such events, their interests and possible extra interests and penalty interests, and possible losses, providing

1. that the value of the guarantee shall not exceed FIM 200.000 for any one congress
2. that the total value of guarantees shall not exceed FIM 1.000.000 at any one

2. Principles to be followed in providing guarantees:

1. The congress must be arranged within the Helsinki City area.
2. The congress must be international.
3. The association or organisation to whom the guarantee is granted shall not pursue commercial profit.

4. The guarantee may be granted as security for finance institutions and insurance company loans, their interests and possible surcharges and penalty.
5. The guarantee may also be granted for covering possible losses.
6. A precondition to receiving the guarantee is that the applicant shall present a balanced preliminary budget which has been drawn up in cooperation with a travel agency, other association or person who has sufficient experience in arranging congresses. The City has the right to examine the final budget and accounts.
7. Guarantee shall not, however, be granted as security against those loans which have been taken to cover expenses caused by inviting the congress to Helsinki.
10. The City may claim back from the congress organisers the Sum of the guarantee if the losses are caused through deliberate miscalculations or bad congress management, and if the losses are caused through cancellation of the congress, its relocation away from Helsinki, or if the number of participants is less than expected - unless the cause is one of the following:
 - unforeseen circumstances caused through the world political situation
 - the congress is affected by a strike, blockade, work stoppage or other insurmountable obstacle which is completely abnormal and unforeseeable, and independent of the congress organisers.

3. Administration procedure

1. The congress organiser is to deliver to the City administration four months before the congress at the latest, an application relating to the subject, and a balanced preliminary budget in support of it.
2. The City office's finance and planning department prepares the matter for presentation to the City administration, taking into account the size of the congress and its significance for the City. Following the decision of the City administration, the City office's legal department draws up the necessary agreements with the congress organiser. In this connection, the general guarantee agreement procedure is followed.
3. When the congress is over and closing of account is prepared, it is to be delivered to the City office's finance and planning department for information and possible action, at the latest within six months of the end of the congress. In the case of indemnification, however, it must be delivered before payment is made.
4. The City's auditing office will inspect the congress organiser's settlement of accounts.
5. In the event of possible profit, the congress organiser will pay a quota of it into a separately held account in the City treasury.



London

Geoffrey V. Smith, Director of the London Convention Bureau since 1971, has also been appointed Director of Tourism, London Tourist Board. He will act in both capacities until the end of 1981. After this he will open his own consultancy specialising in destination and venue marketing in the meetings industry.



Italcongressi

L'Italie des congrès présentée en cinq langues !
L'Italcongressi a publié un volume illustrant les différentes possibilités de congrès en Italie. Après avoir décrit les qualités italiennes, communes aux différentes formes de tourisme, M. Franco Paloscia du bureau de presse de l'ENIT trace le profil des 20 Régions italiennes. Les palais de congrès, les villes de congrès, les organisateurs de congrès, les services de congrès, la presse de congrès, les hôtels de congrès, les bureaux de congrès des agences de voyages, les bureaux de congrès des compagnies de transports aériens et de navigation sont amplement présentés, illustrés par des données techniques.

New York

Once again the New York Convention and Visitors Bureau has earned the highest level of recognition for its marketing programs.

The Travel Industry Association of America has presented its top award, the National Urban Travel Marketing Award, to the New York Convention and Visitors Bureau.

The award is in recognition of the Bureau's Big Apple campaign as the outstanding urban tourism promotion in the industry. Charles Gillett, President of the Bureau, accepted this award at ceremonies in Washington, D.C. during the Conference of the American Travel Industry Association. The Bureau was honored for its Big Apple campaign which was described as « widely recognized as a classic in urban destination marketing. It was dramatically effective in changing the image of a product, it converted decline to success, and it helped revitalize a city ».



The National Travel Marketing Award cites the New York Convention and Visitors Bureau « in recognition of originality and outstanding achievement within the field of travel promotion ». The presentation of this award marks the 10th anniversary of «The Big Apple» campaign. The Bureau conceived the campaign in 1971, taking this little known term and making it world famous. Before 1971, the term « The Big Apple » had long been used in the limited circle of jazz musicians to refer to New York City - meaning that the city is the big time and when you play The Big Apple you have hit it big, you have made it big. But, The Big Apple term was not really known outside of the jazz world.

New York City's reputation in 1971 as a visitor center was at its lowest ebb. Hotel occupancy was in a bad slump and the depressed visitor industry was afflicting the city's economy.

In response to this decline in the city's image and business, the Bureau took the term and symbol « The Big Apple » and built it into a new perception of New York City. The Big Apple term was applied to a broad range of marketing techniques to create what is now recognized as the most effective urban destination promotion campaign in the travel industry - The Big Apple campaign. Now worldwide, the term - The Big Apple » has become a highly positive synonym of New York City. It is recognized as the symbol of how New York excels not only as a destination for vacation visitors and convention delegates, but also in all fields of endeavor.

Today tourism is New York City's leading industry and The Big Apple campaign has been an important factor in the revitalization of the city. It has even helped change the way New Yorkers perceive their own city.



Sydney

The Twenty-Second International Hospital Congress, organised by the International Hospital Federation in collaboration with the Australian Hospital Association, will take place in Sydney (Australia) from October 18 to 23, 1981, under the chairmanship of Professor Sigurd Humerfelt, President of the International Hospital Federation.

The Congress will have five main subjects for discussion, covering the significant issues in health care to-day. These are : Hospitals and primary health care
Assessment of care
Improving hospital management
Energy conservation
Hospitals and disabled persons (in keeping with the spirit of the International Year of Disabled Persons).



Paris

J.F. Ulmer quitte les Wagons-Lits. Entre en 1947 aux Services Juridiques de la Compagnie, il est attiré très tôt vers le tourisme dont il pressent l'essor et dès 1950 fait son apprentissage sur le terrain après avoir assimilé la technique d'organisation du Réceptif-Congrès.

En 1959, il devint pour la Direction du Tourisme de la Compagnie « agent à La Havane ».

Il revint à Paris et de 1960 à 1963 lança des opérations européennes vers le Mexique, le Brésil, les U.S.A. et... Cuba.

En 1967, il prit la responsabilité au plan mondial de l'ensemble des activités de la Compagnie dans le domaine des Congrès, Groupes à motivation, Incentive, etc... Parallèlement, il intensifia le trafic vers l'U.R.S.S. et les Pays de l'Est. Il a en outre au cours de sa carrière été chargé de la promotion et de la coordination des grands événements sportifs, tels que Jeux Olympiques, Coupes du Monde de Football... et des grands festivals de musique : Pablo Casals à Prades et les grands classiques : Bayreuth, Salzbourg, Aix en Provence...

A 58 ans, J.F. Ulmer se dirige vers de nouvelles activités, ceux qui le connaissent savent que son dynamisme, son expérience des hommes sauront s'exercer dans les nouvelles charges qui vont lui incomber.



Pour la première fois en Belgique... le Congrès international de Radiologie

Placé sous le Haut Patronage de S.M. le Roi, les auspices du Gouvernement belge et aussi le Patronage de la Ville de Bruxelles, le 15e Congrès international de Radiologie a eu lieu du 24 juin au 1er juillet 1981 au Parc des Expositions de Bruxelles.

Présidé par le Professeur Louis Jeanmart de l'U.L.B., cette importante manifestation mondiale étudia les problèmes de diagnostic et de thérapie en radiologie, ainsi que ceux relevant de la biologie, de la physique, de la médecine nucléaire et de la protection contre les radiations.

Quelques chiffres :

4.000 congressistes de 84 pays
3.900 délégués de Firmes à l'Expo World Radiology B1
1.000 personnes accompagnantes
1.000 personnes gravitant autour d'ICR B1 à l'occasion de réunions d'entreprises.

10.000 personnes (logement à Bruxelles, Anvers, Charleroi, Namur, Tournai).

1.623 communications (abstracts)

Le programme se déroula dans 10 salles durant les 8 jours du congrès.

Radiologie et Tiers Monde : 52 communications.

Table Ronde les 26 et 27 juin 1981.

Exposition scientifique 110 participations retenues par le Comité de sélection.

109 hôtesses
42 hôtels à Bruxelles
9 hôtels à Anvers.

Il a pu être donné suite à toutes les demandes de logement.

Transport : une navette régulière fut assurée par 50 bus entre les hôtels de Bruxelles et le Parc des Expositions. 20 cars assurant la navette entre les hôtels d'Anvers et le Parc des Expositions.
Excursions : 20 autocars.

Le poids total de tous les imprimés remis aux congressistes s'éleva à 30 tonnes.

Des délégations nationales de 56 pays étaient présentes à l'ISR.

World radiology Expo 81,, en chiffres

9.400 mètres carrés nets de stands
197 stands répartis dans les palais 7 et 9

20 pays de provenance des exposants
29 sociétés belges.

Ordre d'importance des participations :
1) USA 2) Belgique 3) RFA 4) Japon 5) France.

3.900 délégués commerciaux et techniques.

250 types de productions et des techniques présentées (nomenclature computer info).

Le congrès de la FIDI à Rome

Le congrès annuel de la Fédération Internationale des déménageurs industriels a eu lieu du 26 avril au 30 avril 1981 à Rome.

Tous les records d'affluence furent battus cette année. La participation se chiffra comme suit :

- 25 associations-membres, dont 4 associations régionales : la F.E.M.A., L.A.C.M.A., L'A.D.I.F.A. et le M.E.G.
560 personnes participantes, dont 215 dames et 103 nouveau-venus.
- 255 firmes représentées.
- 48 pays dont
16 pour l'Europe
7 d'Amérique Centrale
4 d'Amérique du Nord
7 d'Amérique du Sud
8 d'Asie
2 d'Océanie
4 d'Afrique.

Liège

Du 3 au 6 octobre 1981 se tiendra au Palais des Congrès de Liège le 18ème Congrès de la Confédération Européenne de Thérapie Physique, avec exposition.

Le Congrès reunira 600 participants européens et aura pour thème : la conception nouvelle de la kinésithérapie.

L'interprétation simultanée sera assurée en français, néerlandais et espagnol.

En annexe au Congrès se tiendra du 3 au 5 octobre un Festival du Film de Thérapie physique.

Le Festival International de l'image et du Son en est à sa cinquième édition et se tiendra du 4 au 8 novembre 1981 au Palais des Congrès de Liège. Il s'adresse aux amateurs et embrasse actuellement tous les domaines de l'audio-visuel : enregistrements sonores, cinéma, diaporama, photo-papier, vidéo et ordiram.

18 au 21 novembre 1981 le Laboratoire d'Analyse Statistique des Langues Anciennes, célébrera son vingtième anniversaire en organisant un Congrès international sur le thème de l'Informatique en Sciences Humaines, dans les disciplines suivantes :

- archives,
- histoire - démographie,
- philologie et linguistique : langues anciennes et modernes,
- traduction automatique,
- philosophie,
- sciences économiques et sociales,
- informatique juridique.

Le Congrès sera consacré à analyser, dans ces divers domaines, l'évolution des techniques et des méthodes, à décrire les recherches et leurs résultats, à tracer les perspectives de développement en relations, en particulier, avec les progrès de la micro-informatique.



Paris

Les Présidents, Secrétaires Généraux d'Associations nationales, membres d'Associations Internationales, sont souvent confrontés aux diverses tâches leur incombant lors de l'organisation de congrès et hésitent parfois à « franchir le pas » devant l'ampleur des problèmes à résoudre. 7 ans d'expérience ont appris aux responsables du Palais des Congrès de Paris à en maîtriser les aspects essentiels. C'est pourquoi, il ont organisé le 25 mai dernier, sous les auspices de l'Union des Associations Internationales une table-ronde sur l'organisation d'un congrès. Monsieur du Roselle, Directeur Commercial du Palais des Congrès, a présenté les équipements mis à la disposition des organisateurs, insisté sur les services fournis par des spécialistes qualifiés et souligné tout l'intérêt tant scientifique ou technique que financier d'accompagner un congrès d'une exposition. Mademoiselle de Coninck, chargée des Congrès à l'U.A.I., a mis en valeur l'importance du phénomène des rencontres internationales dans le monde d'aujourd'hui et plus concrètement a proposé aux participants de se référer à une check-list aussi exhaustive que possible.

Quant à Monsieur Velluet, Président de l'Association Française des Organisateurs Professionnels de Congrès, A.F.P.O.C., il a énuméré les garanties offertes par les professionnels pour décharger les promoteurs de congrès de toutes les tâches matérielles, leur permettant de se consacrer ainsi pleinement aux programmes scientifiques. Le Débat animé, qui suivit, témoigna de l'intérêt des participants pour l'aspect concret de ces exposés. Une visite des salles et des équipements du Palais des Congrès permit à ceux qui ne le connaissaient pas encore de se familiariser avec les lieux. Une conclusion positive : un Secrétaire de Syndicat Professionnel, un Professeur de médecine, un Président d'Association peut se lancer sans crainte dans l'organisation d'un congrès : l'infrastructure, les équipements, les services existent, qui l'aideront à en faire un événement tant scientifique que culturel, sans risque d'aventure !

Relations between IHA and IAPCO

Some 330 delegates from 36 countries attended the International Hotel Association Convention and 69th Council Meeting held in Rhodes from 3 to 8 May 1981 under the patronage of H.E. Mr. George Rallis, Prime Minister of Greece. The IHA's hosts were the Hellenic Chamber of Hotels and the Hotel Owners Association of Rhodes.

During this meeting, Gideon Rivlin, President of IAPCO was invited to deliver a speech in which he gave a short resume on the working of IAPCO and its aims a description of the convention industry and its main advantages :

- The possibility of directing conventions to the off-season.
- Convention participants are bigger spenders because their trips are usually financed by special funds or by their employees. These trips are tax free.
- A great deal of prestige and public relations is connected with the convention.

He went on to elaborate on the advantages of Convention Hotels as compared with Convention Centers, especially for small and medium-sized conventions, which are the majority, and also about the way the hotels and convention centers complement each other.

After the IHA and IAPCO had agreed to cooperate, in principle, in order to promote and advance the relationship between the congress organisers and the hoteliers and to develop the convention industry, Mr. Rivlin made the following suggestions to the IHA Council :

1. Professionalism in conventions in Hotel management :

- To appoint a Conference Officer, in the convention hotels, on a full-time basis in the large hotels, in addition to the Assistant Manager, Food and Beverage Manager and Banqueting Manager

- The Conference Officer will participate in a special seminar which will qualify him for this position. A detailed programme of the seminar which will be under the auspices of IHA and IAPCO will be worked out by IAPCO and presented to IHA for confirmation.

2. Specifications for convention hotels and lists of minimum requirements :

- A common team comprising IHA and IAPCO members will be appointed to prepare a list of the minimum requirements needed by convention hotels. It is possible that this team will work in the framework of the first seminar together with the lecturers and students attending the seminar.
- Convention hotels will be classified according to their facilities and capacity.
- The feasibility of issuing certificates to convention hotels, according to the specifications stipulated, will be studied.
- The possibility of publishing a World Directory of Convention Hotels will be studied.

3. Other proposals :

- It will be recommended to the hotels that they set convention rates in addition to the existing group rates.
- It is recommended that the hotels seek advice from professional convention organisers when planning the building of halls and convention facilities. They should not rely only on architects.

In conclusion among the five important decisions taken by the IHA Council one should highlight :

The fact that the IHA will participate in a liaison group with the International Association of Professional Congress Organizers (IAPCO) to examine common problems.



INTERNATIONAL CONGRESS CALENDAR 1981

4me supplement

/

4th Supplement

Les informations faisant l'objet de cette rubrique constituent les suppléments au « Annual international congress calendar » 21^e édition, 1981.

Comme la 21^e édition du Calendrier des Congrès, les Suppléments sont entièrement produits et photocomposés au départ de la nouvelle banque de données de l'UAI. Cette banque de données est intégrée à la banque de données de l'Annuaire des Organisations Internationales. Toutes deux pourront être consultées en accès direct, dans le courant de l'année 1981. Différents services spéciaux peuvent également être obtenus à l'aide de l'ordinateur - Microfiches, index, listes mises à jour (informations détaillées sur demande).

This calendar is a bi-mestrial supplement to information listed in the « Annual International Congress Calendar » 21th edition 1981.

As for the 21st edition of the Calendar the Supplements are to be generated entirely from a computerized data base via photocomposition routines. The date base is integrated with that for the Yearbook of International Organizations.

Both are to be accessible on-line in 1981. A variety of special services - Microfiche, updated listings etc... can be made available with computer assistance (details sent on request).

(M) - Modifications des informations publiées dans le « Congress Calendar 1981 ».

(N) = Réunions Nationales à large participation internationales.

1981

1981/08 AUGUST

81/08/21-28 Aarhus (Denmark) (N)
conference on religion and social changes in Africa south of the Sahara - international.
Aarhus Turistforenings Kongresbureau, Rådhuset, DK-8000 Aarhus C. Denmark.

81/08/23-27 Praha (Czechoslovakia)
International Society of Internal Medicine. Congress of internal medicine.
(A2551)
Prof Dr J. Štěpán, Czech Medial Society, Faculty of Medicine, UJEP, Pákarska 53, Brno, Czechoslovakia.

81/08/23-28 Praha (Czechoslovakia) (N)
International Association for Water Vapour Properties, Executive Committee and Preparation Groups / Institute of Thermotechnics CSAS. Annual session.
(-)
Institute of Thermotechnics CSAS, Puskino v. n. 9. 160 00 Praha 6, Czechoslovakia.

81/08/24-28 Bratislava (Czechoslovakia) (N)
Faculty of Mathematics and Physics, The Charles University. International conference EQUADIFF 5
Fac. of Mathematics and Physics, The Charles University, Karlovu 3. 120 00 Praha 2, Czechoslovakia

81/08/24-28 Buenos Aires (Argentina) (N)
5. Latino american congress on child psychiatry
Aun Argentina e Psiquiatria infantil, Callao 1418, 1024 Buenos Aires, Argentina.

81/08/24-28 Garpenberg (Sweden)
United Nations Economic Commission for Europe. Timber Committee. Seminar on the maintenance of forest machinery in large and small-scale forest operations.
J. Stanovnik, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Switzerland. T. 34.60.11;

31 02 11 C. Unations Genera Tx 28.96.96.

81/08/24-26 Paris (France) (N)

compagnie internationale de Services en informatique. 6. international seminar

on computational aspects of the finite elements methods. P.: 250-. C.: 3-

Mr Benier. Compagnie internationale de Services en Informatique, 35, bd Brune F-75014 Paris, France

(M) = Modifications to notices published in the Congress Calendar 1981-

(N) = National Meetings with international participation.

81/08/24-28 Praha (Czechoslovakia) (N)
Institute of Radio Engineering and Electrotechnics. Summer symposium on theory of circuits SSCT 81
Inst of Radio Engineering and Electrotechnics, Lumbova 1, 182 51 Praha 8, Czechoslovakia.



TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS. 4/1981 277

- 81/08/- Cordoba (Argentina) (N)
Seminar latino american on conservation of monument property
Seminario int de conservacion patrimonio monumental. Obispo Trejo 323. 5000 Cordoba. Argentina.
- 81/08/ - Hamburg (Germany FR)**
European Association for Research on Plant Breeding. Section Ornamentals. Meeting on rose breeding. (A0556)
L D Spmaaij. IVT. PO Box 16. NL-6700 AA Wageningen. Netherlands.
- 81/08/ - Seoul (Korea S)**
International Co-operative Alliance. Regional seminar for South East Asia. P: 30-. C: 13-. (A1710)
National Agricultural Co-Operative Fad, 75. 1-GA. Chungjeong-ro, Chung-ku. Seoul, Korea S.
- 1981 / 09 SEPTEMBER
- 81/09/01-03 Hong Kong (Hong Kong) (N)
European airlines electronic meeting. P: 400-
Mr Gil Newman, Technical Services Superintendent. Avionics Dept, Cathay Pacific Airways Ltd. Kai Tak Airport. Kowloon, Hong Kong.
- 81/09/01-04 Lancaster (UK) (N)
International conference on higher education
Institute for Research and Development. Dept of Post-Compulsory Education, The University, Lancaster. England.
- 81/09/01-03 London (UK) (N)
International Environment and Safety Lambate Ltd. International conference. Ex
International Environment and Safety Lambate Ltd, Newgate House, Sandpit Lane. St Albans. Herts, UK.
- 81/09/01-04 Paris (France) (N)
Observatoire de Paris. 4. International workshop on white dwarf stars. P: 250-. C: 4-. Ex
Mr C Vauclair. 5. place Janssen, F-92 190 Meudon. France.
- 81/09/01-14 Paris (France) (N)
Ministère des Affaires Etrangères. France. Conférence internationale sur les pays les moins avancés. P: 1000-. C: 42-
Mr Marandet. 37. Quai d'Orsay. F-75007 Paris. France.
- 81/09/01-14 Paris (France) (N)
United Nations Conference on Trade and Development. Conference.
Gamani Corea. Palais des Nations, CH-1211 Genève 10. Switzerland. T. 34 60 11. C. Unations. Tx 28 96 96. (B3381)
- 81/09/01-04 Poitiers/Lusignan (France) (N)
European Association for Research on Plant Breeding. Section Biometrics in Plant Breeding. Meeting on breeding methods, synthetics, autopolyploids and multitrail selection. (A0556)
PO Box 128, Wageningen, Netherlands.
- 81/09/02-04 Bratislava (Czechoslovakia) (N)
5. Biological congress
Dr K Bitter. Radio-diagnostics Clinic ILF. Budnova 2. 180 81 Praha 2-Bulovka. Czechoslovakia.
- 81/09/03-13 Sao Paulo (Brazil) (N)
2. International seminar on laterization processes
Prof A Carvalho. 2nd Int Seminar on Laterization Processes, Instituto de Geociências - USP. CP 20899. Sao Paulo. SP. Brazil.
- 81/09/04-07 Oslo (Norway)**
International Council on Archives. Table ronde internationale des archives - reunion annuelle des directeurs d'institutions archivistes. (A1766)
Ch Kecskemeti. 60 rue des Fracs Bourgeois. F-75003 Paris. France. T. 277.1 1. 30.
- 81/09/05-10 Kuala Lumpur (Malaysia) (N)
Pacific Asian congress of municipalities. P: 400-
Dewan Bandaraya. Jalan Tuanku Abdul Rahman. Kuala Lumpur. Malaysia.
- 81/09/06-11 Carlsbad (Czechoslovakia)**
European Society of Cardiology. International symposium on psychophysiology and CVD. (A0859)
Dr M Horvath, Inst Hygieny a Epidemiologie, Srobarova 48. Praha 10, Czechoslovakia.
- 81/09/07-08 Smolenice (Czechoslovakia)**
International Council for Science Policy Studies. Conference. (A4070)
Inst for Philosophy and Sociology CSAS, Jilska 1, 1 10 00 Praha 1. Czechoslovakia.
- 81/09/08-10 Gent (Belgium) (N)
European Association for Research on Plant Breeding. Section Fodder Crops. Meeting on breeding high yielding forage varieties combined with hihg seed yield. (A0556)
PO Box 128. Wageningen. Netherlands.
- 81/09/08-10 Helsinki (Finland) (N)
Helsinki waste 81. international solid waste congress. Ex
Anna-Maija Apujalahti. PO Box 26, SF-OIOI Helsinki 10. Finland.
- 81/09/08-11 Heliinki (Finland)**
International Conference on Large High Voltage Electric Systems. Study committes no 13. Colloquium. P : 100-.
(A1685)
Finnish National Cmt of CIGRE, c/o Imatra Power Company, PO Box 138, SF-00101 Helsinki 10. Finland.
- 81/09/08-11 Kobenhavn (Denmark) (N)**
7. European conference on optical communications P : 600-700
Lektor M. Danielsen. Elektromagnetisk Institut, Bygn 348, Danmarks Tekn Højskole. DK-2800 Lyngby. Denmark.
- 81/09/08-10 Karlovy Vary (Czechoslovakia)**
Institute for Hygiene and Epidemiology. International symposium on psychophysiological risk factors of cardiovascular diseases. *Inst for Hygiene and Epidemiology. Srobarova 48. 100 42 Praha 10. Czechoslovakia.*
- 81/09/08-12 Praha (Czechoslovakia)
Institut for Czech and World History CSAS. International conference on the occasion of the 200th anniversary of Bernard Bolzno birth
Inst for Czech and World History. CSAS. Vysehradská 49, 128 26 Praha 2 Czechoslovakia.
- 81/09/09-12 Helsinki (Finland) (N)
Federation of European Credit Reporting Organisations 8 Congress P : 90-100. (-)
Suomen Luotonantajyhdistys. Erik Winckelman. Vironkatu 5 A 7 SF-00170 Helsinki 1 7, Finland.
- 81/09/09-12 Seoul (Korea S) (N)
2. Symposium on forest and products and technology. P: 260-. C: 4-
College of Agriculture. Seoul National University. Seodun-dong, Suwon City (Kyonggi Prov). Korea S.
- 81/09/10-12 Aarhus (Denmark) (N)
International accountant meeting. P: 50-
Aarhus Turistforenings Kongresbureau, Raadhusei. DK-8000 Aarhus C, Denmark.
- 81/09/10-14 Ebeltoft (Denmark) (N)
Association of Poultry Processors and Poultry Import and Export Trade in the EEC Countries. General assembly. P: 170-. (-)
Tage Lysgaard. Del Danske Fjerkraerad. Vester Farimagsgade 1, DK-1606 Kobenhavn V, Denmark.
- 81/09/10-13 Williamsburg VA (USA)
International Institute for Strategic Studies. 23. Annual conference. (A1026)
Christoph Bertram, IISS Subscriptions Dept. 23 Tavistock Street London WC2E 7NQ, UK.
- 81/09/11-15 Aalborg (Denmark)
European Alliance of Muscular Dystrophy Associations. General assembly and conference of aids. (B3941)
Aalborghallen. PO Box 103. DK-9100 Aalborg, Denmark. Conferences in conjunction with International Handicap Fair 81
- 81/09/11-14 Vigliano Biellese (Italy) (N)
International Association Ayurveda and Naturopathy. Ayurveda meeting 1981. (-)
IAAN. Via Rivetti 61. I-13069 Vigliano Biellese. Italy.
- 81/09/14-18 Grenoble (France)
International Association for Social Science Information Service and Technology / Federation internationale des organisations de données. Conference
banques de données et développements technologiques. (A0051/ -)
IASSIST-IFDO. CERAT. BP 34. F-38401 Saint-Martin d'Hère. France.
- 81/09/14-18 Liblice (Czechoslovakia)
International Union of Theoretical and Applied Mechanics / Institute of Thermomechanics CSAS. Symposium: Dynamics of highly warmed gases. (A2788)
Inst of Thermomechanics CSAS. Puskinovo nam 9. 160 00 Praha 6. Czechoslovakia.
- 81/09/14-16 Paris (France) (N)
AFCET-INRIA. Conférence internationale sur les performances des systèmes de transmission de données et leurs applications. P: 350-. C: 7-
INRIA. Domaine de Voluceau, BP 105. F-78150 Le Chesnay. France.
- 81/09/14-17 Paris (France) (N)
Centre technique des Industries Mécaniques. International meeting. P: 300-. C: (-)
Mr Fourton. CETIM. 52. av Félix Louat. F-60300 Senlis. France.
- 81/09/14-18 Smolenice (Czechoslovakia) (N)
Institute of Normal and Pathological Physiology SAS. International conférence: Molecular organization and mechanisms of membrane function
Inst of Normal and Pathological Physiology SAS. Presidium Bureau of SAS. Ul obrancov mieru 49, 855 38 Bratislava. Czechoslovakia.
- 81/09/15-18 Barcelona (Spain)**
International Federation for Documentation. Information for industry. Annual
J R Perez Alvarez-Ossorio. c/o Inst de Informacion y Documentacion, Ciencia y Tecnologia, Joaquin Costa 22. Madrid 2. Spain.

- 81/09/15-19 Berlin (German DR)
World Health Organization. Regional Office for Europe. 31 Session.(A3548)
WHO Regional Office for Europe, Public Information UNIT. 8 Schertigsvej.
DK-2100 Kobenhavn O. Denmark.
- 81/09/15-10/16 Cordoba (Argentina) (N)
International symposium on accoustic and human housing
Cradad Universitaria. Estats 32, 5000 Cordoba, Argentina.
- 81/09/15-18 Genève (Switzerland)
United Nations Economic Commission for Europe. Comité des problèmes de l'eau. Séminaire sur la pollution de l'eau imputable à la production animale. (B4176)
J Stanovnik. Palais des Nations. CH-1211 Genève 10. Switzerland. T. 34.60.11: 31.02.11. C. Unations Geneva. Tx 28.96.96.
- 81/09/15-18 Genève (Switzerland)
United Nations Economic Commission for Europe. Comité des problèmes de l'eau Séminaire sur la pollution de l'eau imputable à la produits animale. (B4176)
J Stanovnik. Palais des Nations. CH-1211 Genève 10, Switzerland. T. 34.60. 1 1; 31.02.11. C. Unations Geneva. Tx 2S.96.96.
- 81/09/15-17 Helsingor (Denmark) (N)
Nordic conference on alcoholism. P: 180-
Ingelise Nielsen. Vaernedamsvej 12. DK-1619 Kobenhavn V, Denmark.
- 81/09/15-18 Innsbruck (Austria)
International Astronomical Union. International astronomical meeting. (A1382)
Prof J Pfeleiderer. University Observatory, Universitätsstrasse 4, A-6020 Innsbruck, Austria.
- 81/09/15-17 London (UK) (N)
Filtration Society. International conference
Derek Wyllie. Conf Organiser. Knights Place. Whichford, Shipston-on-Stour. Wares. UK.
- 81/09/15-18 Paris (France) (N)
Confederation nationale des sourds. Conférence internationale sur la surdité et le bruit
Cnfed nationale des sourds. Rue de la Roquette 33. F-750 1 1 Paris. France.
- 81/09/16-18 Aas (Norway)
European Association for Research on Plant Breeding. International Clubroot Working Group. Cruciferae conference. (A0556)
PO 30x 128, Wageningen, Netherlands.
- 81/09/16-18 Bratislava (Czechoslovakia) (N)
Gynaecology-Obstetrics Society. 5. Danube congress of gynaecologists and obstetricians
Gynaecology-Obstetrics Society, Slovak Medicinal Society. Mickiewiczova 18/ A. 883 22 Bratislava. Czechoslovakia.
- 81/09/16-18 Helsinki (Finland)
International Co-operative Alliance. Central committee and its auxiliary committees. Congress. P: 300-. (A1710)
Osuuskauppojen Keskuskunta. Esko Särkkä, Vilhonkatu 7. SF-00100 Helsinki 10, Finland.
- 81/09/16-18 Nancy (France) (N)
Congrès international de la renaissance des formes et intelligences artificielles
M Htton. Université de Nancy I. C-O140, F-54037 Nancy CEDEX. France.
- 81/09/16-24 Paris (France)
International Union of Railways. European conference: la tarification. P: 300—, C:7- (A2772)
UICF. 14. rue Jean Rey, F-75015 Paris. France.
- 81/09/16-17 Piestany (Czechoslovakia) (N)
Slovak Medicinal Society. Czechoslovak surgical congress with international participation
Dr Vi Holec. Slovak Medicinal Soc. The Charles University. U nemocnice 2. 128 08 Praha 2, Czechoslovakia.
- 81/09/17-19 London (UK) (N)
International plastering convention
National Federation of Plastering Contractors. 82 New Cavendish St London W1. UK.
- 81/09/18-20 Saumur (France) (N)
1. Congrès européen de médecine et equitation
Dr B Aubinet, Service de Médecine générale. Centre hospitalier, 33, rue du Haut-Rocher. F-53024 Laval Cedex. France.
- 81/09/18 Strasbourg (France) (N)
Organisation technique européenne du pneumatique et de la jante. General assembly. (-)
Palais de la Musique et des Congrès. F-67082 Strasbourg CEDEX. Franco.
- 81/09/20-23 Athens (Greece) (N)
Conférence internationale de dermatoglyphes
Zeme Département de Pédiatrie de l'Université. BP 3064. Ambelokipoi-Athènes 617. Grece.
- 81/09/20-27 Goteborg (Sweden)
International Federation of Tourism Journalists and Writers Congress. (A2033)
Vasa Jaksic. Makedonska 29, 1 100 Beograd. Yugoslavia.
- 81/09/20-23 Holsinger (Denmark)
International Fodornion of Societies of Cosmetic Chemists Conference. P-200-250. (A2010)
Ms Gunilla Linde-Herell. ACO Lakomedel AB. Box 3026. S 171 03 Stockholm Sweden.
- 81/09/21-25 Helsinki (Finland) (N)
Baltic Marine Environment Protection Commission. 8. Mooting of the scientific-technological working group - STWG 8. P: 40-. Inv
Baltic Marina Environment Protection Cmsn, Dr Evgeny Borisov. Etaläesplanadi 22 C 43. SF-00130 Helsinki 13, Finland
- 81/09/21-23 Istanbul (Turkey) (N)
2. Congres international de microbiologie industrielle
Rahmiyv Berkiten. 2 Kükon Söcretari. Istumboul Tip Fak - Midrobiyoloji, Tropicat hast - Veparazitologie Kürsüsü. Temel Bilimlur Binasi-Capa-Topkapi, Istanbul. Turkey.
- 81/09/21-23 Liege (Belgium) (N)
Union nationale des entrepreneurs menuisiers. International congress P-135-
Roland Schroyons. Galerie du Centre 348. B-1000 Bruxelles. Belgium
- 81/09/21-25 Liège (Belgium)
International Conference on Large High Voltage Electric Systems. Comité Matériaux isolants. Meeting. P: 100-. (A1685)
Union des exploitations électriques en Belgique. Ms Th Jacques, Galerie Ravenstein 4. Bte 6. B-1000 Bruxelles, Belgium.
- 81/09/21-25 Moskva (USSR)
United Nations Economic Commission for Europe. Conference des statisticiens européens. Séminaire sur les systèmes de collecte et de traitement des données statistiques dans le cadre de nouvelles conditions. (B4176)
J Stanovnik, Palais des Nations, CH-121 1 Genève 10, Switzerland. T. 34.60.1 1; 31.02.11. C. Unations Geneva. Tx 28.96.96.
- 81/09/21-25 Ottawa (Canada)
United Nations Economic Commission for Europe. Comité du bois. Séminaire sur la sécurité et l'hygiène du travail et l'ergonomie appliquée dans les opérations forestières hautement mécanisées. (B4176)
J Stanovnik. Palais des Nations, CH- 1211 Genève 10. Switzerland. T. 34.60.11; 31.02. 11. C. Unations Geneva. Tx 28.96.96.
- 81/09/21-25 Paris (France) (N)
ASAB-VEBI. Convention informatique: Les moyens de l'informatisation
Convention informatique. Place de Valois 4. F-7500 1 Paris, France.
- 81/09/21-25 Praha (Czechoslovakia) (N)
Economie Institute of the CSAS. 2. Conference of author collective of the international monography
Economic Institute of the CSAS, Politických veznu 7, 111 73 Praha 1. Czechoslovakia.
- 81/09/22-24 Assouan (Egypt) (N)
9. Congrès international sur la santé professionnelle dans l'industrie chimique
Dr D F Ftjijels. Cie Shell, Rue Caret Bylandt 30. Den Haag, Netherlands.
- 81/09/22-25 Genève (Switzerland)
United Nations Economic Commission for Europe. Groupe de travail des industries mécaniques et électriques. Séminaire sur l'automatisation du montage dans les industries mécaniques et électriques. (B4176)
J Stanovnik, Palais des Nations. CH-121 1 Geneve 10. Switzerland. T. 34.60.11; 31.02.11. C. Unations Geneva. Tx 28.96.96.
- 81/09/22-10/02 Seoul (Korea S) (N)
18. Committee for co-ordination of joint prospecting for mineral resources in Asian off-shore areas. P: 106-. C: 18-
KIGAM, Overseas co-ordination dept. 219-5 Kari-dong. Yeongdeungpo-ku. Seoul, Korea S.
- 81/09/22-24 Versailles (France) (N)
Phytochemical Society of Europe. International symposium: Seed proteins. P: 500-, C: 7-. (-)
Laboratoire d'Etude des Protéines. Centre de Recherche INRA. Route de St Cyr, F-78000 Versailles. France.
- 81/09/22-25 - (Germany FR) (N)
10. International congress of cooperative science: Cooperatives between member participation, vertical organization building and bureaucratic tendency
Prof Dr Eberhard Dülfer. c/o Institut für Genossenschaftswesen, Am Plan 2, D-3550 Marburg 1. Fed Rep of Germany.
- 81/09/23-28 Bangkok (Thailand)
United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific. Asian subregional seminar on social and related statistics. P: 25-. (B4 177)
ESCAP. Ratchadamnoen Nok Ave, Bangkok. Thailand.
- 81/09/23-26 Berne (Switzerland)
European Society for Paediatric Research. Paediatric Gastroenterology and Nutrition / European Paediatric Respiratory Society. Paodiainc Haematology and Immunology Joint meeting (A3890/ -)
Prof N Herschkowitz, Dept of Paediatrics, Inselspital, CH-3010 Berne, Switzerland.
- 81/09/23-25 Firenze (Italy) (N)
8. International conference on computers in cardiology
OIC. Via G Modena 19. 1-50121 Firenze. Italy.

- 81/09/23-26 Monaco (Monte-Carlo) (N)**
A. Symposium méditerranéen sur les techniques orthopédiques et appareillage.
Ex
J F Desoeuvres, Expand. 77 rue du Chateau. F-92103 Boulogne-Billancourt. France.
- 81/09/23 Roma (Italy) (A2934)**
Liberal International - World Libéral Union. Executive Committee meeting.
Richard Moore. 1 Whitehall Place, London SW1A 2HE, UK. T. 839 5905 - 839 3311. C. Worldlib London SW1.
- 81/09/23-26 - (Czechoslovakia) (N)**
Scientific conference on family law in socialist countries
faculty of Law. Charles University, nam Curiovych 7. 110 00 Praha 1, Czechoslovakia.
- 81/09/24-25 Dubrovnik (Yugoslavia) (A1752)**
International Council of Scientific Unions. General Committee. 13. Meeting.
F W G Baker. 51 bd de Montmorency, F-75016 Paris. France. T. 527 77 02 - 525 03 29. C. ICSU Pans 016. Tx 630553 F.
- 81/09/24-25 Pamplona (Spain) (N)**
European University and Scholarly Presses. 5. Conference. (-)
EUNSA, Apdo 396. Pamplona, Spain.
- 81/09/24-26 Paris (France) (N)**
Société française d'Endocrinologie. Congress. P: 400-. C: 4-
Professur R Mornex, 51. av Rockefeller. F-69005 Lyon, France.
- 81/09/24 Seoul (Korea S) (N)**
Church Gross International Seminar. P: 75-. C: 17-
CGI, 1-20 Yoido-dong. Yeongdeungpo-ku. Seoul. Korea S.
- 81/09/25-26 Seville (Spain) (A0859)**
European Society of Cardiology. International symposium on pathophysiology of angina.
Dr L Plaza. Soc Espanola de Cardiologie. Sagasta 7, Madrid 4, Spain.
- 81/09/25-27 Toulouse (France) (N)**
Symposium international myelomeningocele
SIM-Sce de chirurgie infantile. Prof Pasquie - Hôpital Purpan. Place du Dr Beylac. F-31052 Toulouse CEDEX, France.
- 81/09/26-30 London (UK) (A1765)**
International Council on Alcohol and Addictions. World conference on alcoholism.
Organising Secretary. Charter Clinic, 1-5 Radnor Walk. London SW3 4PB, England.
- 81/09/27-30 Aarhus (Denmark) (N)**
Meeting for international organisations in Europe 1981. P: 60-
Axel Gormsen. Nordisk Red. Christiansborg Ridebane 10. DK-1218 Kbenhavn K. Denmark.
- 81/09/28-30 Brno (Czechoslovakia) (N)**
Electrotechnical Society, CSSTS. Conference: Diagnostics and securing of numerical systems
Czech Central Committee. Electrotechnical Society - CSSTS. Siroka 5, 1 10 01 Praha 1. Czechoslovakia.
- 81/09/28-10/01 Kuopio (Finland) (A3548)**
World Health Organization. Regional Office for Europe. Symposium on primary health care in Europe - from teory to action.
WHO - Regional Office for Europe, Public Information Unit, 8 Scherfigsvej, DK-2100 Kobenhavn O. Denmark.
- 81/09/28-30-(Argentina) (N)**
International symposium on actualisation of clinical investigation of pharmaceutical cardiovascular action
Inst Nacional de Investigaciones Cardiológicas, Paseo Colon 568. 1063 Buenos Aires, Argentina.
- 81/09/29-10/02 London (UK) (A0179)**
Atlantic Treaty Association. 27. Annual assembly. Les relations entre l'Europe et les Etats-Unis : attitudes divergentes.
Jean de Madré, 185 rue de la Pompe, F-75 1 16 Paris. France. T. 553 28 80.
- 81/09/30-10/02 Dublin (Ireland) (B4176)**
United Nations Economie Commission for Europe, Comité du gaz. Colloque sur la situation des GPL dans la région de la CEE en 1980-1990.
J Stanovnik, Palais des Nations. CH-12 1 1 Genève 10. Switzerland. T. 34.60.1 1; 31.02. 11. C. Unations Geneva. Tx 28.96.96.
- 81/09/ - Bratislava (Czechoslovakia) (N)**
Water Supply Society, CSSTS. Conference: New experiences in water economy research and their contribution for practice
Slovak Central Committee. Water Supply Society-CSSTS, Kocalova 15,898 17 Bratislava. Czechoslovakia.
- 81/09/ - Kostelec (Czechoslovakia) (N)**
Czechoslovak Scientific-Technical Society. 6. International symposium on heat-proof metal materials
Central Board CSSTS. Siroka 5, 110 01 Praha 1, Czechoslovakia.
- 81/09/ - Seoul (Korea S) (N)**
International Federation of Korea War Veterans Associations. 2. General assembly. P: 20-. C 19-
Korea Veterans Association, 197-7. 2-Ca Changchung-dong. Chung-ku, Seoul. Korea S.
- 81/09/ - Seoul (Korea S)**
International goodwill assembly. P- 2000-
Multiple District 039, Int Asn of Lion's Club, 53-2 Pil-dong / Chung-ku. Seoul. Korea S.
- 81/09/ - Wageningen (Netherlands)**
European Association for Research on Plant Breeding. Meeting of the section Mutations and Polyploidy. (A 0556)
C Broerjtes. ITAL. PO Box 48, NL-6700 AA Wageningen. Netherlands.
- 1981 / 10 OCTOBER**
- 81/10/01-03 Brno (Czechoslovakia) (N)**
Czechoslovak Urology Society. 5. Urologie congress
Dr M Strniska. Urology Clinic. Ko Karlovu 6, 120 00 Praha 2. Czechoslovakia.
- 81/10/01-10 La Possession (Reunion) (N)**
Association pour l'animation des villes de France. International conférence: Animation globale de la cité
FMVJ, Rue de Logolbach 2, F-75017 Paris. France.
- 81/10/01-03 Wien (Austria) (N)**
Académie européenne d'anesthesiologie. Meeting. (-)
Vienna Med Congress. Centre des congrès Hofburg. Place Helden, A-1014 Wien, Austria.
- 81/10/01-14 Wien (Austria) (N)**
14. Colloque international de langue allemande sur la psychopathologie de l'expression
Vienna Med Congress. Centre des Congrès Hofburg. Place Helden. A-1014 Wien, Austria.
- 81/10/02 Seoul (Korea S) (N)**
Workshop on integrated health and population program. P: 27-. C: 5-
Inst of Health and Environmental Science, School of Public Health, Seoul National Univ. 56-1. Sinlim-dong san. Kwanak-ku, Seoul, Korea S.
- 81/10/05-10 Annecy (France)**
Committee on Space Research / SCOSTEP / International Astronomical Union. Symposium on solar maximum year (A0323/ - /A1382)
Patrick A Wayman, Ave de l'Observatoire 61. F-75014 Paris, France.
- 81/10/05-07 Lodz (Poland)**
International Federation of Knitting Technologists / Polish National Section. Annual conference: Knitting technology (Development and problems of the knitting industries). P: 300-. C: 22-. (A 1941)
Dr Ing Witold Luczynski, Vereinigung der Trikotagen-industrie, ul Piotrkowska 270. 90 950 Lodz. Poland.
- 81/10/05-09 Stara Lesna (Czechoslovakia)**
Council for Mutual Economic Assistance / Physical Institute of the CSAS. Symposium and scientific-coordination conference: Physics of magnetic materials. (A0432)
Physical Inst of the CSAS. Na Slovance 2. 180 04 Praha 8. Czechoslovakia.
- 81/10/06-09 Helsinki (Finland) (A0598)**
European Broadcasting Union, Legal committee. 53. Ordinary session. P: 80-. Inv.
Finnish Broadcasting Co. Kaj-Peter Mattsson. Kesäkatu 2, SF-00250 Helsinki 25. Finland.
- 81/10/06-09 Kobenhavn (Denmark) (N)**
European Computer Measurement Association. Conference. P: 275-. (-)
Scott N Yasler. Scheuchzerstrasse 5. CH-8006 Zurich. Switzerland.
- 81/10/07-09 Helsinki (Finland) (N)**
Nordiska Ergonomisällskapets konferens. P: 200-
Institutet for Arbetshygien. Anneli Haikonen, Bredangsvagen 1, SF-01620 Vanda 62. Finland.
- 81/10/07-10 Piestany (Czechoslovakia) (N)**
Czechoslovak Rheumatology Society. 5. Czechoslovak rheumatological congress with international participation
Dr Zitnam. Czechoslovak Rheumatology Soc. Faculty Policlinic. Nabr L Svobody. 1 10 00 Praha 1, Czechoslovakia.
- 81/10/07-09 Pozdátky u Trebice (Czechoslovakia) (N)**
Geographical Institute of the CSAS. 2. Seminar with international participation: Planetary equidistant defect systems and tectonics of the fundament
Geographical Inst of the CSAS, Mendelova n 1, 652 82 Brno. Czechoslovakia.
- 81/10/08-10 Strasbourg (France)**
Association for Volunteer Service in Europe / Council of Europe. Colloque: Volontariat - bénévolat - réalisations du Conseil de l'Europe. (A402 1/A0435)
Mme O Boisson de Chazournes. Maison de l'Europe. 16 Place Bellecour. F-69002 Lyon. France.
- 81/10/09-10 Bolzano (Italy) (N)**
3 Symposium international du Tyrol-sud de gastroentérologie
G Dobrilla. Division de Gastro-enterologie. Hôpital general regional. I-39 100 Bolzano. Italy.
- 81/10/11-17 Buenos Aires (Argentina) (N)**
18 Congress on Argentina sudamerican cardiologie
Congreso de la Cardiología Argentina y X Sudtmiericano, Arcuenga 980 1 1 1 5 Buenos Aires. Argentina.

- 81/10/12-16 Bangkok (Thailand)** (N)
10. Inter-Asian com improvement workshop. P: 50-
Kasarsart University. Phatofyothin Road, Bangkok. Thailand.
- 81/10/12-17 Buenos Aires (Argentina)** (N)
International symposium on psychiatry
Fundacion Argentina pars la Salud Mental. AGÜERO 1287. 1171 Buenos Aires.
Argentina.
- 81 10/12-16 Gottwaldov (Czechoslovakia)** (N)
Textile. Clothing and Leather Society. 6. International conference on raw
Czech Central Committee, Textile, Clothing and Leather Society. CSSTS. Siroka
5. 110 01 Praha 1. Czechoslovakia.
- 81/10/14-17 New Orleans LA (USA)** (N)
3 International symposium on adapted physical activities
B Eston. Dept of Health and Physical Education. University of New Orleans. New
Orleans. LA. USA.
- 81/10/14-16 Paris (France)** (N)
Institut Pasteur. Symposium international sur le transfert de l'information a
travers les membranes. P: 400-. C: 5-
Institut Pasteur. 25. rue du Dr Roux. F-75015 Paris. France.
- 81/10/15-17 Piestany (Czechoslovakia)** (N)
Society for social medicine. Conference: Typification of the projected construc-
tions and of the operational equipment for a hospital department
Dr M Bahna. Czechoslovak Soc for Social Medicine. Inst Social Medicine and
Sanitary Org. Ke Karlovu 2. 121 09 Praha 2. Czechoslovakia.
- 81/10/19-23 Helsinki (Finland)** (N)
Baltic Marine Environment Protection Commission. 7. Meeting of the maritime
working group. P: 30-. Inv
Baltic Marime Environment Protection Cmsn. Commander Fleming Otzen. Ete-
laesplanadi 22 C 43, SF-00130 Helsinki 13, Finland.
- 81/10/19-20 London (UK)**
World Health Organization. Regional Office for Europe. Meeting on primary
prevention of ischaemic heart disease (atomid trial). (A3548)
WHO - Regional Office for Europe, Public Information Unit. 8 Scherfigsvej,
DK-2100 Kobenhavn 0. Denmark.
- 81/10/19-23 Praha (Czechoslovakia)** (N)
Coordination Committee for Vegetation Maps in Europe / Botany Institute
CSAS. Meeting. (-)
Bo;any Institute CSAS. Dr Neuhausl, 225 43 Pruhonice, Czechoslovakia.
- 81/10/19-21 San Remo (Italy)**
World Health Organization. Regional Office for Europe. Seminar on the con-
tinuing education of health workers in primary health care. (A3548)
WHO - Regional Office for Europe, Public Information Unit 8 Scherfigsvej,
DK-2 WO Kobenhavn 0. Denmark.
- 81/10/20 Seoul (Korea S)** (N)
4. International symposium for comparative studies on the Saemaul Undong. P:
30-. C: 10-
Saemaul Research Institute, Dankuk University. 8-3 Hannam-dong, Yongsan-
ku. Seoul, Korea S.
- 81/10/21-23 Paris (France)** (N)
Société pour l'Avancement de l'Interprétation des Diagraphies. 7. European
colloquium. P: 120-. C: 4-
SAID. 6. rue Dombasle. F-75006 Paris, France.
- 81/10/21-22 Wien (Austria)**
Office for Research and Experiments. Colloque sur l'utilisation rationnelle de
l'énergie électrique de traction. (83015)
Oudenoord 60, NL-35 13 EV Utrecht. Netherlands. T. (030) 314646. C. Ore fer
Tx 47257.
- SI/10/22-24 Brussels (Belgium)**
Atlantic Institute for International Affairs. Colloquium. (80177)
Martin J Hillenbrand, 120 rue de Longchamp, F-75 116 Paris France T. 727-
2436.
20eme anniversaire
- 81/10/24-25 Toulouse (France)**
French-Language Society of Nutrition and Dietetics. Réunion sur la diété-
tique. (A0981)
Service du Pr Y Denard, Hôpital Purpan. Pl du Docteur Beylac F-31052 Tou-
louse CEDEX. France.
- 81/10/26-29 Canne* (France)**
International Federation of Air Line Pilots Associations. Annual general
assembly. (A 1851)
Captain L. Taylor. 1 Hyde Park Place. London W2 2LH. UK T. 723 8812 C
interpilet. London W2
- 81/10/27-31 Basel (Switzerland)**
International Business Travel Association. Congress. (B2758)
Tony Coppens. c/o Union Minière, rue de la Chancellerie 1, 1000 Bruxelles,
Belgium, T.513.60.90
- 81/10/27-30 Schtangenbad (Germany FR)**
Work) Health Organization. Regional Office for Europe 10. European sym-
posium on clinical pharmacological evaluation in drug control: Drugs for infants
and children (A3548)
WHO - Regional Office for Europe. Public Information Unit. 8 Scherfigsvej,
DK-2100 Kobenhavn 0, Denmark.
- 81/10/ - Bangkok (Thailand)**
Association of South East Asian Nations, Committee on Finance and Banking
Session P. 40-. (A0165)
Ministry of Finance. Roayl Grand Palace. Bangkok. Thailand.
- 81/10/ - Kuala Lumpur (Malaysia)**
13. Commonwealth defence conference. P: 80-
Défonce Research Centre. Ministry of Defence. Jalan Gurney, Kuala Lumpur
Malaysia.
- 81/10/ - Seoul (Korea S)**
International Co-operative Alliance. Regional Council for South East Meeting
P: 40-. C: 13-. (A 1710)
National Agricultural Co-operative Fed. 75- 1-Ga Chungjeong-ro Chuna-ku
Seoul, Korea S. '
- 1981 / 11 NOVEMBER
- 81/11/01-05 Dubai (United Arab Emirat) (N)**
Arab water technology conference. Ex
Trade Centre Management Co, PO Box 9292. Dubai, United Arab Emirat
- 81/11/01-14 La Plata (Argentina)**
3. International meeting on polymer science and technology
Reunion int sobre ciencia y techn de polimeros. Diagonal 113 y 64 1900 La
Plata, Argentina.
- 81/11/02-04 Kobenhavn (Denmark)**
World Health Organization, Regional Office for Europe. Meeting of editorial
board for the publication on positive measurements of health. (A3548)
WHO - Regional Office for Europe. Public Information Unit. S Scherfigsvej
DK-2 WO Kobenhavn 0. Denmark.
- 81/11/02-07 Toledo (Spain)**
International Center of Medieval Art. 2. Coloquio internacional de ceramica
medieval en el mediterraneo occidental. (80645)
Ricardo Izquierdo Benito. Colegio Universitario. C/Cardenal Lorenzana 1
Toledo. Spain.
D Juan Zozaya. Museo Arqueologico Nacional. Serrano 13. Madrid 1, Spain.
- 81/11/04-11 Paris (France)**
European Goods Trains Timetable Conference. Technical session. (A0774)
Československé Státní Dráhy. Ministerstvo Dopravy. Na Příkope 33. 110 05
Praha 1, Czechoslovakia.
- 81/11/08-09 Paris (France)** (N)
Association internationale de Phytothérapie et Aromathérapie. 5. Inter-
national congress. P: 500-. C: 10-. Ex.
(-)
Dr Lapraz, 19. bd Beauséjour. F-75016 Paris. France.
- 81/11/09-11 Helsinki (Finland)** (N)
Nordic expert meeting on water quality models in water management. P: 50-
Finlands IHP-Komitee. Eeva-Liisa Hallanaro, Banmastargatan 12. SF-00520
Helsingfors 52, Finland.
- 81/11/09-11 Kobenhavn (Denmark)**
World Health Organization, Regional Office for Europe. Conference of chiefs
of drug regulatory agencies. (A3548)
WHO-Regional Office for Europe. Public Information Unit, 8 Scherfigsvej, DK-
2100 Kobenhavn 0. Denmark.
- 81/11/09-13 Mexico (Mexico)**
World Health Organization. Conference on road traffic accidents in developing
countries. (A3548)
WHO. Public information unit. S Scherfigsvej. DK-2 WO Kobenhavn 0. Den-
mark.
- 81/11/09-10 - (Argentina)** (N)
International seminar on biochemical investigation planned in cardiologia
Inst Nacional de Investigaciones Cardiológicas. Paseo Colon 568. 1063 Buenos
Aires, Argentina.
- 81/11/11-13 Khonkaen (Thailand)** (N)
Conference on method of teaching physics. P: 100—
Khonkaen University. Khonkaen. Thailand.
- 81/11/12-15 Liège (Belgium)** (N)
Jeunesses musicales de la Communauté culturelle française de Belgique. Inter-
national colloquium: Animation en milieu scolaire. P: 150-
Mr Braipson. Rue des Mineurs 17. B—4000 Liège. Belgium.
- 81/11/14-19 Alger (Algeria)**
World Health Organization. Regional Office for Europe. Seminar on appropri-
ate technology for drinking water demineralization. (A3548)
WHO, Regional Office for Europe. Public information unit, S Scherfigsvej, DK-
2100 Kobenhavn O. Denmark.
- 81/11/15-18 Buenos Aires (Argentina)** (N)
Asociacion Odontologica Argentina. 12. International meeting
Asn Odontologies Argentina. Junin 959. 11113 Buenos Aires. Argentina.
- 81/11/16-19 Buenos Aires (Argentina)** (N)
Seminario internacional sobre vigilancia farmacologica
Inst nacional de farmacologn. bromatologia, Caseros 2181. 1264 Buenos
Aires. Argentina.

- 81/11/16-27 Genève (Switzerland)**
Center for Education in International Management, International seminar on public affairs. (B6173)
CEI, 4, Chamin de Conches. CH-1231 Geneva. Switzerland.
- 81/11/16-21 Jassy (Romania)**
International Council for Building Research Studies and Documentation. 6. International industrial buildings symposium: Optimization of construction and plan volume solutions for industrial buildings and conducting installations from the energy conservation point of view. (A1723)
IPCT-Romania. Str T Argezei nr 21. Sector 2. 70132 Bucuresli. Romania.
- 81/11/16-19 Koln (Germany FR)**
World Health Organization. Regional Office for Europe. Conference on nursing and medicosocial work in the care of the elderly. (A3548)
WHO - Regional Office for Europe. Public information unit. 8 Scherfigsvej. DK-2 100 KXobohavn 0. Denmark.
- 81/11/16-19 Paris (France)** (N)
Société des Electriciens, Electroniciens, Radie—électriciens. International colloquium: La communication graphique et écrite. P: 300-. C: 5-
Groupement des Industries Electriques, 11. rue Hamelin, F-75116 Paris, France.
- 81/11/17-23 Bangkok (Thailand)** (N)
United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific. Workshop on evaluation and utilization of census data. (B4177)
ESCAP. Ratchadamnoen Nok Ave. Bangkok. Thailand.
- 81/11/18-20 Paris (France)** (N)
Association française pour la Cybernétique économique et technique. Study days: Théorie et technique de l'informatique. P: 400-. C: 1 1-
AF CET, 156, bd Péreire, F-75017 Paris. France.
- 81/11/18-20 Paris (France)**
International Council for Building Research Studies and Documentation. Human Requirements. : Meeting user needs in terms of whole building performance. (A 1723)
704 Weena. PO Box 20704. NL-3001 JA Rotterdam-3. Netherlands. T. 116181. Tx Bouwcentrum rt 22530.
- 81/11/19-22 Buenos Aires (Argentina)** (N)
2. Congreso latinoamericano de nuevas ciencias de la conducta
Congreso latinoamericano de nuevas ciencias de la conducta. San José de Calasanz 431. 1424 Buenos Aires. Argentina.
- 81/11/21 Sharga (United Arab Emirates)** (A3499)
World Council for the Welfare of the Blind, Middle East Committee for the Blind. 5. General conference.
58 av Bosquet. F-75007 Paris. France. T. 555 67 54.
- 81/11/23-27 Alger (Algeria)**
International Civil Defence Organization / Ministère de l'énergie et des industries pétrochimiques, Alger / Ministère de l'intérieur. Alger. 4. Conférence internationale sur la protection des établissements: La protection contre les dangers des hydrocarbures. (A1506)
OIPC-ICDO. Chemin de Surville 10-12, CH-1213 Petit-Lancy. CH-1200 Genève, Switzerland.
- 81/11/23-27 Bangkok (Thailand)**
International Civil Aviation Organization. Civil aviation forecasting workshop. P: 50-. (A 1505)
ICAO Régional Office. Sala Santitham, Ratchadamnoen Nok Ave. Bangkok. Thailand.
- 81/11/26-27 Paris (France)**
European Organization for Quality Control. European symposium on management of quality food products. (A0821)
APRIA. 35 rue du Général-Foy. F-75008 Paris, France.
- 81/11/26-27 Paris (France)** (N)
Société française d'Energie Nucléaire. International colloquium: Les contrôles in situ des composants irradiés ou non accessibles dans les installations nucléaires. P: 300-. C: 12-
Mr Buffereau. SFEN. 48. rue de la Procession. F-75015 Paris, France.
- 81/11/27-28 Nice (France)** (N)
Centre d'hépatogastro—entérologie, Nice. 4. International symposium of gastroenterology and nutrition: Milk intolerance and rejection
Dr A G Harris. Dept d'Hépatogastro Entérologie, Hôpital de Cimiez. 4 av Reine Victoria. F-06000 Nice. France.
- 81/1 V - Bangkok (Thailand)** (N)
ASEAN Federation of Cardiology Congress. 5. Congress. P: 400-. (-)
Hear Asn of Thailand. Rajvithi Hospital. Bangkok. Thailand.
- 81/11/ - Bangkok (Thailand)**
United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific, Committee on Shipping and Transport and Communications. Session. P: 150-. (B4177)
Ministry of Communication, Ratchadamnoen Nok Ave, Bangkok. Thailand.
- 81/11/ - Praha (Czechoslovakia)**
European Association for Research on Plant Breeding, Section Oil and Protein Crops. Workshop on breeding strategies in sunflower. (A0556)
PO Box 128. Wageningen. Netherlands.
- 81/11/ - (Thailand)**
International Co-operative Alliance. Follow-up seminar on agricultural cooperation. P: 25-. (A1710)
Int Cooperative Alliance. 43 Friend's Colony. New Delhi 110 014. India
- 1981 / 12 DECEMBER**
- 81/12/01-03 Amsterdam (Netherlands)**
International Cargo Handling Co-ordination Association / Cargo Systems Conferences. 2. Container shipping conference. (A 14441)
Organisatie Bureau Amsterdam BV. Europaplein 14, NL- 1078 G2 Amsterdam The Netherlands
- 81/12/01-03 Buenos Aires (Argentina)** (N)
International meeting of clinical oncology
Jornadas Int de Oncologia Clinica, Luis Maria Campos 726. 7 Piso 1426 Buenos Aires, Argentina.
- 81/12/01-05 San José (Costa Rica)**
International Association of Schools and Institutes of Administration Regional meeting. (B5372)
Carlos Cordero d'Aubuisson. Inst Centroamericano de Admin Publics Apartado 10 025. San Jose. Costa Rica.
- 81/12/04-07 Curdoba (Argentina)** (N)
International colloquia on responsibilities in communication media
Coloquio Internacional. Responsabilidad on los Medios de Comunicación. Juan Francisco Segui 4444 - 7 Piso. 1425 Buenos Aires. Argentina.
- 81/12/04-05 Paris (France)** (N)
Laboratoire SOPHARGA. 2. International colloquium: Réanimation entérale à débit continu. P: 800-. C: 10-
Mr F Mendy. Laboratoire SOPHARGA. 5, rue Bellini, F-92806 Puteaux, France.
- 81/12/05-06 Paris (France)** (N)
Société française de Sexologie Clinique. Annual days: Sein et sexologie P: 600-. C: 10-
Société française de Sexologie Clinique, 75, bd de Courcelles. F-75008 Paris, France.
- 81/12/07-11 Paris (France)** (N)
Société française de Physique. 69. Conference. P: 500-. C: 8-. Ex
Mme Frey. 33. rue Croulebarbe, F-750 13 Paris. France.
- 81/12/07-11 Smolenice (Czechoslovakia)** (N)
Institute for Philosophy and Sociology, SAS. International symposium on methodology of social sciences
Inst for Philosophy and Sociology SAS. Presidium of the SAS. Ul obrancov mieru 49. 885 38 Bratislava. Czechoslovakia.
- 81/12/10-11 London (UK)**
International Association for the Distribution of Food Products and General Consumer Goods. 13. International symposium: A l'assaut des années 80. (A 1233)
Léon F Wegnez. rue Marianne 34, B-1 180 Bruxelles, Belgium. T. 345 99 23.
- 81/12/10-12 - (Malta)**
World Health Organization. Regional Office for Europe. Seminar on the role of cytological and endocrinological services in primary health care and family planning. (A3548)
WHO - Regional Office for Europe. Public information Unit. 8 Scherfigsvej. DK.-2 100 Kobenhavn 0, Denmark.
- 81/12/14-19 Bobo-Dioulasso (Upper Volta)** (N)
Regional conference on international voluntary service: Partnership and voluntary service : realities and the way forward
RCIVS, Truchsestr 100. D-5300 Bonn 2, Fad Hep of Germany.
- 81/12/15-19 Dubai (United Arab Emirat)** (N)
Gulf computer conference. Ex
Trade Centre Management Co. PO Box 9292. Dubai, United Arab Emirat.
- 81/12/16-19 Versailles (France)** (N)
INRIA. 4. International conference: Analyse et optimisation des systèmes. P: 400-. C: 8-
INRIA. Domaine de Voluceau. F-78000 Rocquencourt. France.
- 81/12/17-18 Brussels (Belgium)**
International Institute of Administrative Sciences. Executive committee session
Jacques Stassen. rue de la Charité 25. B-1040 Bruxelles. Belgium. T. 218 42 45. C. Interadmin.
- 81/12/19-20 Paris (France)** (N)
Association des Vétérinaires. International congress. P: 500-. C: 8-. Ex
Mr Gosselin. 8. place de la Gare. F-95130 Franconville. France.
- 81/12/28-30 Washington DC (USA)** (N)
International Relations Research Association. Annual meeting. (-)
IRRA. 7226 Social Science Bldg. University of Wisconsin. Madison. WI 53706. USA.
- 81/12/-Bangkok (Thailand)**
International Co-operative Alliance. Cooperative policy-makers and leaders conference 1981-1982. P: 600-. (A 1710)
Int Cooperative Alliance, 43 Friends Colony, New Delhi 110014, India

81 / 12/ - Bangkok (Thailand) (N)
International forum on electronics and the Asia electronic union conference. P: 100-
Post and Telegraph dept. 87 Phaholyothin Road. Bangkok. Thailand.

81 / 12/ - Bangkok (Thailand)
Association of South East Asian Nations / International Chamber of Commerce Council meeting and conference. P: 100-, (A01 65/A1 490)
Chamber of Thai Commerce, 150 Ratbopith Road. Bangkok. Thailand.

81 / 12/ - Chiangmai (Thailand)
United Nations Children's Fund. Information Officers. 7. Global meeting. (B3380)
UNICF/EAPRO, 19 Phrs Atit Road. Bangkok. Thailand.

1982

1982 /01 JANUARY

82/01/06-14 Bangkok (Thailand) (N)
Asian racing conference. P: 500-
Royal Turf Club of Thailand. 183 Pitsanulok Rd. Bangkok, Thailand.

82/01/12-16 Enugu (Nigeria)
Union of National African Paediatric Societies and Associations. 12. Congress: The health care of children in Africa. (B6865)
Dr E O Okoroma, Secretary, Paediatric Association of Nigeria. Dept of Paediatrics. Univ of Nigeria Teaching Hospital. PMB 1 129, Enugu, Nigeria.

82/01/12-16 Enugu (Nigeria) (N)
Union of National African Paediatric Societies and Associations. 2. Congress: Health care of children in Africa
Dr E O Okoroma, Paediatric Association of Nigeria, Dept of Paediatrics, Univ of Nigeria Teaching Hospital. PMB 1129, Enugu, Nigeria.

82/01/19-21 Paris (France) (N)
Centre national d'études spatiales. Colloque: Evolution des moyens de lancements spatiaux en Europe
Dept des affaires universitaires. Centre spatial de Toulouse, Ave Edouard-Belin 18. F-31055 Toulouse CEDEX. France.

1982 /02 FEBRUARY

82/02/02-06 Manila (Philippines)
International Union of Pure and Applied Chemistry / International Rice Research Institute. CHEMRAWN II - International conference on chemistry and world food supplies - the new frontiers. (A2767/A24 17)
CHEMRAWN II Co-ordinating Office. International Food Policy Research Institute. 1776 Massachusetts Avenue NW. Washington DC 20036. USA.

82/02/14-17 Aarhus (Denmark) (N)
Scandinavian conference on temperature measuring. P: 110-
Johan O Asmundvaag, Norske Civilingeniorers Forening, Ingeniørernes Hus, Kronprinsensgate 17, Oslo 2, Norway.

82/02/15-24 Bangkok (Thailand) (N)
2. Asian workshop on child and adolescent development. P: 150-
Dept of Medical Service. Devajej Palace. Bangkok. Thailand.

82/02/16-19 Helsinki (Finland) (N)
Baltic Marine Environment Protection Commission. 3. Meeting. P: 60-. Inv
Baltic Marine Environment Protection Cmsn. Aarno Voipio. Eteläesplanadi 22 C 43, SF-00130 Helsinki 13, Finland.

1982/03 MARCH

82/03/04-06 Montpellier (France) (N)
8. Colloque international sur la pathologie locomotrice
Pr L Simon, Pr agrégé F Blotman. Serv de Rhumatologie. Hôpital St Eloi CHU 4. avenue Berlin Sans, F-34059 Montpellier Cedex, France.

82703/11-14 Helsingør (Denmark) (N)
Association for Nordic Transplant and Dialysis Personnel. Conference. P: 200-250. (-)
Oversygeplejerske Annette Langseth. Dialyse Afd. Herlev Hospital OK- 2730 Herlev, Denmark.

82/03/12-14 Helsinki (Finland) (N)
Nordisk kosmetologkongress. P: 200-
CIDESCO Sektion Finland, Kristina Peltomaa, Ordförande. Isokaari 3 8 13, SF-00200 Helsinki 20, Finland.

82/03/21-26 Dublin (Ireland) (N)
international conference on medical computing
Congretutt and Expositions. 44 Northumberland M. Dublin. Ireland.

82/03/21-28 Helsinki (Finland)
European Broadcasting Union. 8. Workshop for producers and directors of television programmes for children. P: 60-. Inv. (A0598)
Finnish Broadcasting Co, Int Relations/TV, Helena Alien, SF-00240 Helsinki 24 Finland.

82/03/24-26 Brussels (Belgium)
Eurotest. Conférence sur les nouveaux développements en END (A0909)
EUROTEST, rue du Commerce. 20-22. Bte 7. 8-1040 Brussels, Belgium

82/03/24-27 Chicago IL (USA)
American College of Chest Physicians. Conférence internationale sur les maladies pulmonaires professionnelles.
(-)
ICOLD. American College of Chest Physicians. 9 1 1 Busse Highway. Park Ridge IL 60068, USA.

82/03/29-04/02 Wien (Austria)
International Center of Social Gerontology / Organisations non gouvernementales. NGO Forum: Présenter leurs vues et leurs propositions d'action dans le cadre de l'Assemblée Mondiale sur le Vieillessement (A 3955)
Dr J A Huet. 1 place d'Iéna. F-75116 Paris. France. T. 723 72 86 Tx 61

82/03/30-04/01 Dublin (Ireland)
International Council for Building Research Studies and Documentation 3 International symposium on energy conservation. (A1723)
Ms F Curran, Education and Information Section. An Foras Forbatha St-Matin's House - Waterloo Rd. Dublin 4. Ireland.

82/03/31-04/02 London (UK) (N)
Geological Information Group of the Geological Society of London. International conference on computer methods for resource assessment 'COMRA 82'
Geological Society of London. Nurlington House. Piccadilly. London W1V 0JU. UK
Selection Trust Ltd. Selection Trust Bldg, Masons Avenue. London EC2V 5BU

82/03/ - Bangkok (Thailand)
International Council on Alcohol and Addictions. 12. International institute on the prevention and treatment of drug dependence. (A1765)
Office of the Narcotics. Control Board, Ratchadeamnoen Nok Ave Bangkok Thailand.

82/03/ - Roma (Italy)
International Civil Airports Association. European Regional Section Working Group on Facilitation and Security. 4. Meeting. (A1504)
C Hill. Bldg 226 Orly Sud 103, F-94396 Orly Aéroport CEDEX, France T. 687 12 34 Ext 28 88 - 33 86. Tx 270803F Aéroport de Paris.

82/03/ - (1st Qtr) Paris (France)
International Co-operative Alliance. Groupe Tourisme Coopératif. Plenary assembly. (A1710)
Dr S K Saxena, 1 1 Upper Grosvenor Street. London W1X 9PA UK T. 499 599 1/2/3. C. INTERALLIA.

82/03/ - (1st Qtr) Paris (France)
International Federation of Popular Travel Organisations. 3. Bourse internationale d'échange du tourisme social. (A1981)
Martin Idlers, rue Haute 42. B-1000 Bruxelles. Belgium. T. 5 12 93 90. C Cecilia Tx Trabel 24620.
Jointly with ICA tourism assembly

1982 / 04 APRIL

82/04/15-17 Brussels (Belgium) (N)
Université catholique de Louvain. 2. Congrès international des médecins des hôpitaux religieux
REUL. Services relations extérieures de l'UCL. 4 1. rue Jardin Martin V. B-1200 Bruxelles. Belgique.

82/04/18-23 Liège (Belgium) (N)
Structures and Material Panels de l'ASARD. Spring session. P: 200-
Prof Sander. Laboratoire d'aéronautique. Université de Liège, Rue Ernest Solvay 2 1. B-4000 Liège, Belgium.

82/04/20-22 Toulouse (France) (N)
Centre national d'études spatiales. International colloquium: Les applications de l'interferometrie a longue base (UV. VIS. infrarouge) et radiofrequences
Dept des affaires universitaires. Centre spatial de Toulouse. Ave Edouard-Belin 18. F-31055 Toulouse CEDEX. France.

82/04/26-30 Amsterdam (Netherlands)
International Literary and Artistic Association. Study days. (A2235)
Hôtel du Cercle de la Librairie, 117 bd St Germain. F-75006 Paris. France.

82/04/26-27 Paris (France) (N)
Association internationale des conseils d'état et des juridictions administratives. Congrès constitutif.
(-)
Jacques Stassen, rue de la Charité 25. 8-1040 Bruxelles. Belgium. T. 218 42 45. C. Interadmin.

32/04/29-05/01 San Diego CA (USA) (N)
Population Association of America Meeting
PAA. PO Box 14182. Benjamin Franklin Station. Washington OC 20044. USA.

- 82/047 - Amsterdam (Netherlands) (M)
International Federation of Musicians. 53. Executive committee meeting. P: 15-. C: 10-. (A)
Rudolf Leuzinger, Hofackerstrasse 7, CH-8032 Zurich, Switzerland. T. 66 66 1 1. C. Intmsted. 1962)
- 82/047 - London (UK) (N)
International fire, security and safety conference. Ex
Victor Green Publications Ltd. 106 Hampstead Road. London NW1 2LS, England.
- 82/04/ - Pattaya (Thailand)
Asian Patent Attorneys Association. General assembly and council meeting. P: 500-. (A4599)
Trade Mark. Patent and Copyright Asn of Thailand. Bangkok. Thailand.
- 82/05/01-08 - (Thailand)
International Federation of Asian and Western Pacific Contractors' Associations. 19. Convention. P: 1000-. (A1555)
Contractors Asn of Thailand. 1 10 Wireless Road, Bangkok, Thailand.
- 82/05/04-07 Paris (France) (N)
Institut National de Recherche chimique appliquée. 15. International symposium: Atmospheric pollution. P: 1 20-. C: 5.
Mr Benarie, IRCA, F-9 1 1 70 Vert le Petit. France.
- 82/05/09-1 3 Athens (Greece) (N)
3. International clinical genetics seminar on 'skeletal dysplasias'
Or C Bartsocas, 2nd Dept of Pediatrics, University of Athens. PO Box 3064, Ambelo Kipoi, Athens 6 1 7, Greece.
- 82/05/10-12 Marseille (France)
European Mediterranean Commission on Water Planning. 4. Conférence internationale sur la planification et la gestion des eaux à usage industriel, agricole et urbain. (B6092)
Adresse non obtenue.
- 82/05/11-14 Firenze (Italy) (N)
BHRA Fluid Engineering. International conference on geothermal energy
Conference Organiser. Geothermal Energy, BHRA Fluid Engineering, Cranfield. Bedford MK43 OAJ. England.
- 82/05/11-14 Genève (Switzerland) (N)
Congrès mondial de l'automobile. Ex
Sec Gén du SITEV, 28. bid du Pont-d'Arve. CH-12 11 Genève 4. Suisse. Jointly with SITEV 82
- 82/05/12-14 Versailles (France) (N)
ASLIB. EURIM 5
ASLIB. 3 Belgrave Square. London SW1X 8PL. UK.
- 82/05/12-15 Wien (Austria) (N)
Association européenne d'urologie. 5. Congress. (-)
5 Rummelhardt, c/o Académie viennoise de médecine. Rue Alser 4. A-1090 Wien, Austria.
- 82/05/17-20 Kobenhavn (Denmark) (N)
International conference on data processing within the sugar industry. P: 120-
Spadille Congress Service, Sommervej 3. DK-3100 Hornbaek, Denmark.
- 82/05/17-19 London (UK) (N)
2718
Norman Makins. Vice President. ECCA, Constrado. A/M Tower, 12 Addiscombe Rd. Croydon, Surrey. UK.
- 82/05/17-22 Ottawa (Canada) (N)
International Astronomical Union / Scientific Committee for Solar-Terrestrial Physics. International symposium on solar-terrestrial physics. (A 1382/-)
Patrick A Wayman. Ave de l'Observatoire 61. F-75014 Paris, France.
- 82/05/17-22 Ottawa (Canada) (N)
Scientific Committee for Solar-Terrestrial Physics / Committee on Space Research / International Astronomical Union, international symposium on solar-terrestrial physics (- /A0323/A1382)
Patrick A Wayman. Ave de l'Observatoire 61. F-75014 Paris, France.
- 82/05/18-22 Tucson AZ (USA) (A1382)
International Astronomical Union. Symposium on saturn.
T Gehrels, Lunar and Planetary Laboratory, University of Arizona. Tucson AZ 85721. USA.
- 82/05/20-21 Bristol (UK) (N)
Institution of Nuclear Engineers. UK. International conference: Training for nuclear power plant operation
Institution of Nuclear Engineers. Allan House, 1, Penerley Road, London SE6 2LQ, England.
- 82/05/20-22 Helsinki (Finland) (N)
Nordisk pedodontikongress. P: 150-
Nordisk Forening for Pedodonti. Finland Soktion, c/o Helsingfors Universitet Auli Rahkamo, Mannarhuimvägen 172, SF-00280 Helsinki 28, Finland.
- 82/05/20-25 Montreal (Canada) (M)
International Road Transport Union. 18. World confress. (A2420)
P Greenendijk, Centre international. BP44. 1 rue de Varembe, CH-121 1 Genève 20. Switzerland T. (022) 34. 13.30/38/39. C. ROUTUNITRANS. Tx 27107
- 82/05/23-28 Palmerston North (New Zealand)
International Union of Nutritional Sciences / Royal Society of New Zealand
International symposium on dietary fibre in human and animal nutrition. (A2743)
Seer Int Symposium on Dietary Fibre in Human and Animal Nutrition, Univ Extension, Massey University, PO Box 63. Palmerston North, New Zealand.
- 82/05/26-28 Toulouse (France) (A1504)
International Civil Airports Association, European Regional Section. 3. Conference.
Mr Fritz Massingor. POB 70. A- 1300 Wien Flughafen. Austria.
- 82/05/ - Bangkok (Thailand) (N)
16. International symposium on remote sensing of environment. P: 800-
National Research CI of Thailand, 196 Phaholyothin Road. Bangkok, Thailand.
- 82/05/ - Boston MA (USA) (M)
International Association of Educators for World Peace. 3. World congress. (A1276)
S N Prasad, Suite 102-104, 549 E 162nd Street. South Holland IL 60473. USA.
- 82/05/ - Ottawa (Canada) (A0323/A1382)
Committee on Space Research / International Astronomical Union. Symposium on giant planets and their satellites. (A0323/A1382)
Patrick A Wayman. Ave de l'Observatoire 61. F-75014 Paris, France.
- 82/057 - Ottawa (Canada) (A0323/A1382)
Committee on Space Research / International Astronomical Union. Symposium on gamma-ray astronomy in perspective of future space experiments. (A0323/A1382)
Patrick A Wayman, Ave de l'Observatoire 61. F-75014 Paris, France.
- 82/05/ - Ottawa (Canada) (A0323/A1 382)
Committee on Space Research / International Astronomical Union. Symposium on advanced space instrumentation in astronomy. (A0323/A1 382)
Patrick A Wayman. Ave de l'Observatoire 61. F-75014 Paris, France.
- 82/05/ - Ottawa (Canada) (N)
Scientific Committee for Solar-Terrestrial Physics / Committee on Space Research / International Astronomical Union Symposium on solar maximum y«»r. (- /A0323/A1382)
Patrick A Wayman, Ave de l'Observatoire 61. F-75014 Paris, France.
- 1982 / 06 JUNE
- 82/06/01-04 Kobenhavn (Denmark) (N)
Scandinavian conference on heating, ventilating and air conditioning. P: 500-
Carl Soiling, Dansk WS Teknisk Forening, Ordrup Jagtvej 42B, DK-2820 Charlottenlund, Denmark.
- 82/06/02-04 Kobenhavn (Denmark) (N)
Nordic meeting on local public transport. P: 500-
Ole Harritshøj, HT, Gothersgade 53, DK-1 123 Kobenhavn K. Denmark.
- 82/06/03-04 - (Ireland) (A1504)
International Civil Airports Association, Standing Commission on Airport Data Processing. 42. Meeting. (A1504)
G Hill. Bldg 226 Orly Sud 103, F-94396 Orly Aéroport CEDEX. France. T. 687 12 34 Ext 2S 88 - 33 86. Tx 270803F Aéroport de Paris.
- 82/06/06-11 Inverness (UK) (N)
Société britannique de Protection radiologique. Symposium international sur la radioprotection: Progrès théoriques et pratiques
Miss J Y Comber., Radiological protection officer. Imperial Cancer Research Fund, PO Box 123. Lincoln's Inn Fields, London WC2A 3PX, UK.
- 82/06/06-11 Kobenhavn (Denmark) (N)
International conference on local density approximations. P: 100-
Spadille Congress Service, Sommervej 3. DK-3100 Hornbaek, Denmark.
- 82/06/07-11 Helsinki (Finland) (N)
Conference of neurotoxicology. P: 50-
Institute of Occupational Health. Outi Teperi. Haartmaninkatu 1, SF-00290 Helsinki 29, Finland.
- 82/06/07-12 Milano (Italy) (N)
Rencontres méditerranéennes de radiologie
MGR, Place Saint-Ambroise 16, 1-20123 Milano, Italy.
- 82/06/08-11 Niagara Falls NY (USA) (N)
8. Conférence internationale sur l'immunofluorescence. immunoenzymes et techniques voisines
Dr E Beutner. Université d'Etat de Buffalo, Ecole de Médecine. 219 Hall Sherman. Buffalo NY 14214, USA.
- 82/06/08-11 Toulouse (France) (N)
Contre national d'études spatiales 7 ASE. International symposium: Matériaux pour satellites et sondes spatiales: leur comportement dans l'environnement spatial
Dept des affaires universitaires. Centre spatial de Toulouse. Ave Edouard-Selin. F-31055 Toulouse CEDEX. France.

- 82/06/09-15 Gothenburg (Sweden)**
International Union of Pure and Applied Physics / International Astronomical Union International conference on plasma physics. (A2768/A1382)
Patrick A Wayman. Ave de l'Observatoire 61. F-75014 Paris. France.
- 82/06/16-17 Gyonyay (Hungary) (N)
Centra of Plant Protection and Agrochemistry. 2. Scientific meeting of the recultivation of technogenous landscapes
Dr E Bakondi-Zamory. Sec. Centre of Plant Protection and Agrochemistry. PO Sox 127. 1502 Budapest, Hungary.
- 82/06/17-20 London (UK)**
International Committee for Dyeing and Dry Cleaning. International congress (B6437)
Gordon Jones. 24 Argyle Way. Ely. Cardiff, South Glamorgan, UK.
- 82/06/20-26 Amsterdam (Netherlands)
International Amateur Swimming Federation. 5. Congrès mondial do mode-cine et biomecanique de la natation.
Dr Bert de Pape. 128 Lawndale Ave, Winnipeg (Manitoba) R2H 1T3, Canada.
- 82/06/28-07/01 Helsinki (Finland)
European Society for Pédiatrie Endocrinology. 21. Annual meeting. P: 200-. Inv (A0854)
Helsinki Univ Central Hospital. Children's Hospital. Jaakko Perheentupa, Sten-backinkatu 11, SF-00290 Helsinki 29, Finland.
- 1982/07 JULY
- 82/07/05-10 Helsinki (Finland) (N)
Congress on sport and international understanding. P: 500-700
Finnish Society for Research, Sport and Physical Education, Maaret Veistola. Annankatu 4 B. SF-00120 Helsinki 12. Finland.
- 82/07/11-17 London (UK) (N)
International symposium on environmental engineering to-day. Ex
Ms Gibbons. Society of Environmental Engineers, Owles Hall, Buntingford. Herts. UK.
- 82/07/12-16 London (UK) (N)
Société royale britannique de microscopie. Symposium of microscopy. Ex
Soc royale britannique de microscopie, 37-38 Saint-Clemens, Oxford OX4 1AJ, UK
- 82/07/19-24 Paris (France)
European Cell Biology Organization. 1. Congress. (A3966)
Cercle français de Biologie cellulaire, 67, rue Maurice Günsbourg, F-94200 Ivry-sur-Seine. France.
- 82/07/ - - (Thailand) (N)
3. South-East Asian and Western Pacific régional meeting of pharmacologists. P: 800-
Dept of Pharmacology, Mahidol University, Bangkok 4, Thailand.
- 1982/08 AUGUST
- 82/08/01-10 Seoul (Korea S) (N)
South-East Asia regional network of micro-biology. P: 30r. C: 10-
College of Natural Science, Seoul National University, 56-1 Sinlim-dong, Kwa-nak-ku, Seoul, Korea S.
- 82/08/02-08 Helsinki (Finland) (N)
Nordiskt neuropsykologsymposium
Neuropsykologiska Foreningen i Finland. Finska Psykologiska Sellskapet, Psyko-log Ann-Man' Estlander, Ollasvagen 6, SF-02940 Esbo 94, Finland.
- 82/08/02-06 Zurich (Switzerland)
International Astronomical Union. Symposium on solar and stellar magnetic fields: Origins and coronal effects. (A 1382)
Prof J O Stenflo. Inst of Astronomy, ETH-Zentrum, CH-8092 Zurich. Switzer-land.
- 82/08/04-06 Dublin (Ireland)
International Astronomical Union. 7. International colloquium on UV and X-ray specuoscropy of astrophysical and laboratory plasmas. (A 1382)
Prof P K Carroll. Physics Dept-Univ College. Belfied, Stillorgan Rd. Dublin 4. Ireland.
- 82/08/04-06 Maynooth (Ireland) (N)
Workshop on solar/interplanetary intervals
Dr M Dryer. Interplanetary Branch, Space Environment Laboratory, NOAA/ERL, Boulder, Colorado 80303. USA.
- 82/08/04-06 Maynooth (Ireland)
Committee on Space Research / International Union of Pure and Applied Physics / Scientific Committee for Solar-Terrestrial Physics / International Astronomical Union Workshop on solar/interplanetary intervals. (A0323/A2768/ - /A1382)
Patrick A Wayman, Ave de l'Observatoire 61. F-750 14 Paris. France.
- 82/08/08-13 Boston MA (USA)
International Association of Microbiological Societies 13. International con-gress Ex. (A1314)
13 IAMS Congress, ASM, 1931, 1. Street. NW. Washington. DC 20006. USA
- 82/08/08-14 Odense (Denmark)**
International Association for Scandinavian Studies. 14. Conference. P: 200-. (A4512)
Otense Turistforening, Readhuset. DK-5000 Odense C. Denmark.
- 82/08/09-13 Praha (Czechoslovakia)
International Astronomical Union. Symposium on physics of active regions' development. (A1382)
Prof V Bumba. CS-25165 Ondrojev, Czechostovakia.
- 82/08/10-13 Catania (Italy)
International Astronomical Union Colloquium on activity in rod dwarf stars (A 1382)
M Rodono. Osservatorio Astrofisico, Città Universitaria. I-95125 Catania It-aly.
- 82/08/10-13 Helsinki (Finland) (N)
Symposium on respiratory distress syndrome
Dan Raivio. Helsinki University Central. Children's Hospital. Stenbackinkatu 11 SF-00290 Helsinki 29, Finland.
- 82/08/10-14 London (UK)
International Astronomical Union. Symposium on planetary nebulae. (A1382)
Dr M J Barlow, Dept of physics and astronomy. University College London Gower Street. London WC1E 6BT. UK.
- 82/08/16-21 Helsinki (Finland) (M) (N)
3. International theriological congress. P: 700-
Kaarina Pohto. University of Helsinki. Hallituskatu 8. SF-00100 Helsinki 10, Finland.
- 82/08/22-25 Bratislava (Czechoslovakia) (N)
Czechoslovak Anatomical Society. Morphological congress: Anatomy, histology, embryology, electronic microscopy, histochemistry
Slovak Medical Society. Mickiewiczova 18/1, CS-883 22 Bratislava, Czechoslo-vakia.
- 82/08/25-28 Hamburg (Germany FR) (N)
International kongress fur therapeutisches reiten. P: 800-
Congress Centrum Hamburg, Jungiusstrasse. Postfach 30 23 60, D-2000 Hamburg 36, Germany FR.
- 82/08/30-09/02 Creta (Greece)
International Astronomical Union. Symposium on evolution of the early uni-verse and its present structure. (A 1382)
Dr G Chincarini, Dept of physics and astronomy. University of Oklahoma. 440 W Brooks. Norman OK 73019. USA.
- 82/08/30-09/02 Toulouse (France)
International Astronomical Union. Symposium: Anneaux des planètes. (A 1382)
A Brahic. Observatoire de Paris. F-92190 Meudon. France.
- 82/08/31-09/02 London (UK) (N)
7. International symposium on uranium supply and demand
Conference Associates. 34 Stanford Road. London W8, UK.
- 82/08/31-09/04 London (UK) (N)
American Association of Critical Care Nurses. Convention
Ms Wanda Salas, American Association of Critical Care Nurses, 2192 Martin Drive, Suite 200, Irvine, CA 92664. USA.
- 82/08/ - Budapest (Hungary)
International Astronomical Union. Symposium on astronomy. (A1382)
Dr J Kleczek. Astronomical Institute. CS-25165 Ondrejev, Czechoslovakia.
- 82/08/ - Tallinn (USSR) (N)
2788. Symposium on non-linear deformation waves. (-)
Prof U Nigul, Institute of Cybernetics. Academy of Sciences of the Estonian SSR. Lenini Puistee 10, 200104 Tallinn. USSR.
- 82/08/ - Thessaloniki (Greece)
International Astronomical Union. Symposium on dynamical trapping and evolution in the solar system. (A 1382)
Dr Y Kozai, Tokyo Astronomical Observatory, Mitaka, Tokyo 181. Japan.
- 82/08/ - Warszawa (Poland) (N)
32. Pugwash conferences on science and world affairs
Pugwash Conferences on Science and World Affairs. 9 Great Russell Mansions. 60 Great Russell Str. London WC1B 3BE. United Kingdom.
- 1982 / 09 SEPTEMBER
- 82/09/05-11 Canberra (Australia)
International Federation of Landscape Architects. Congress. (A1942)
Congress Secretariat. PO Box 3. Belconnen ACT 2616. Australia.
- 82/09/05-11 Warszawa (Poland) (N)
3. Congrès international sur l'écologie
3 INTECOL. Institut d'écologie. Dziekanow Lesny. 50-150 Lomianki. Poland
- 82/09/06-09 Louvain-la-Neuve (Belgium) (M)(N)
3. International symposium
Dr P Grange. Groupe de Physico-Chimie, Minérale et de Catalyse. Place Croix du Sud 1. B-1348 Louvain-la-Neuve. Belgium.

82/09/07-10 London (UK) International conference on computer communication. P: 1000- Peter Helfford. <i>Hospitality and Special Events. PO Telecommunications. Cheap-side House, 138 Cheap fide. London EC2. UK.</i>	(N)	1982/ 10 OCTOBER
82/09/08-10 Edinburgh (UK) Institute of Physics. Optical Group. OPTICS 82 : biennial conference <i>The Institute of Physics. 47 Belgrave Square, London SW1X 8QX. England.</i>	(N)	82/10/03-06 Zurich (Switzerland) International Federation von Wirkerei- u Stnckerei-Fachleuten. Annual conference: Knitting technology, development and problems of the knitting industries. <i>Landesvorsitzender der Sektion Schweiz. IFWS, Herr Fritz Bonz Buelstr 30 CH-9630 Wattwil. Switzerland.</i>
82/09/08-09 Praha (Czechoslovakia) International Society of Neuropathology / Czechoslovak Pathological Society / Faculty Of General Medicine of Charles University in Prague. Neuropathological symposium: Diagnostics, genetics, biochemistry, classification and pathogenesis of Niemann-Pick's disease. <i>Czech Medical Society, Vitezneho unora 31. CS-120 26 Praha 2, Czechoslovakia.</i>	(N)	82/10/04-06 Liege (Belgium) Congrès international sur les matériaux pour turbines a gaz P: 300- <i>Prof Habrakon. Contre de recherches métallurgiques, Abbayo du Val Bondit Rue Ernest Solvay 11, 8-4000 Liège. Belgium.</i>
82/09/12-17 Kobenhavn (Denmark) 7. INTERNET congress - international project planning. P: 600- <i>Spadille Congress Service. Sommervej 3. DK-3100 Hornbaek, Denmark.</i>	(N)	82/10/05-08 Brno (Czechoslovakia) Czechoslovak Pédiatrie Society. 21. Pédiatrie congress: Tumoral diseases <i>Czech Medical Society. Vitezneho unora 31, 120 26 Praha 2. Czechoslovakia.</i>
82/09/13-16 Praha (Czechoslovakia) Czechoslovak Physiological Society / Pathophysiological Society / Association des physiologistes. Congress of french speaking physiologists. <i>Czech Medical Society. Vitezneho unora 31, 120 26 Praha 2. Czechoslovakia.</i>	(N)	82/10/07-09 Kostice (Czechoslovakia) Czechoslovak Stomatological Society. Symposium on paradontology <i>Slovak Medical Society, Mickiewiczova 18/1, 883 22 Bratislava. Czechoslovakia.</i>
82/09/19-25 Bordeaux (France) 4. Symposium international sur les procaryotes photosynthétiques <i>C Stanier (Cohen-Bazire). Institut Pasteur. 28. rue du Dr Roux, F-75724 Paris cedex 15. France.</i>	(N)	82/10/07-08 Vysné Hagy (Czechoslovakia) Czechoslovak Pneumological and Phthisiological Society. : Microbiology, epidemiology of tbc and history of the fight against tuberculosis in our country <i>Slovak Medical Society. Mickiewiczova 18/1, 883 22 Bratislava, Czechoslovakia.</i>
82/09/20-25 London (UK) International Silk Association. Congress. <i>J Vaschadile. 55 Montée de Choulans. F-69323 Lyon CEDEX 1, France. T. 28 51 65. C. Intsilkas Lyon. Tx Segoc 330295F/Dest 103</i>	(M)	82/10/10-15 Morelia (Mexico) Inter-American Planning Society. 14. Interamerican congress of planification: Desarrollo rural y urbano: la tierra recurso estrategico corhun para el desarrollo y la transformacion social. P: 1200- <i>Luis E Camacho. APart Postal 27-716, Mexico 7 OF. Mexico.</i>
82/09/20-24 Moskva (USSR) International Council for Building Research Studies and Documentation. Building climatology seminar. <i>704 Weena. PO Box 20704, NL-3001 JA Rotterdam-3. Netherlands. T. 116181. Tx Bouwcentrum rt 22530.</i>	(A1723)	82/10/11-14 Hamburg (Germany FR) International Union of Public Transport. Assembly, P: 100- <i>Congress Centrum Hamburg, Jungiusstrasse. Postfach 30 23 60, D-2000 Hamburg 36, Germany FR.</i>
82/09/20-25 Piestany (Czechoslovakia) International Sauna Society / Czechoslovak Society of Physical Medicine. International saunological congress: Sauna and therapy. <i>Slovak Medical Society, Mickiewiczova 18/1. 883 22 Bratislava. Czechoslovakia.</i>	(N)	82/10/11-15 Helsinki (Finland) Univac Users Association. European conference. P: 750- <i>Area Travel Agency, Congress Dept. PO Box 227. SF-00131 Helsinki 13. Finland.</i>
82/09/20-24 Seoul (Korea S) 4. Asian congress of pediatrics <i>Dr Kwang Wook Ko, Secretary General. Organising Committee. 4th Asian Congress of Pediatrics. KPD Box 569. Seoul. Korea.</i>	(N)	82/10/18-22 Toulouse (France) Centre national d'études spatiales / CNET / ASE / SEE. 3. Colloque international sur la fiabilité et la maintenabilité <i>Dept des affaires universitaires. Centre Spatial de Toulouse, Ave Edouard-Belin, F-31055 Toulouse CEDEX. France.</i>
82/09/28-10/01 Praha (Czechoslovakia) European Federation of Cytology Societies / Czechoslovak Society for Gynecology and Obstetrics. Cytological Section. 11. European cytological congress: Exfoliated clinical cytology: in gynecology and obstetrics, in internal medicine, in pathological anatomy. <i>Czech Medical Society. Vitezetho unora 31. 120 26 Praha 2. Czechoslovakia.</i>	(A0056)	82/10/25-29 Washington DC (USA) International Agency for the Prevention of Blindness. 2. General Assembly. <i>Dr Wm John Holmes. 3885 Round Top Drive. Honolulu HI 96822. USA.</i>
82/09/29-10/01 Brno (Czechoslovakia) Czechoslovak Stomatological Society. 5. Oncosurgical symposium: Problems of metastazing malignant tumors in the face region <i>Czech Medical Society. Vitezneho unora 31. 120 26 Praha 2, Czechoslovakia.</i>	(N)	82/10/ - Kuala Lumpur (Malaysia) Malaysian Rubber Exchange and Licensing Board. 2. International marketing conference. P: 200- <i>MRELB. 7th Fl - Hong Leong Bldg, Jalan Bandar, Kuala Lumpur. Malaysia.</i>
82/09/30-10/01 Bratislava (Czechoslovakia) Czechoslovak Society of Social Medicine, Section of Reviewing Medicine. 1. Conference of reviewing medicine: Position of the reviewing physician in socialist society <i>Slovak Medical Society, Mickiewiczova 18/1, 883 22 Bratislava. Czechoslovakia.</i>	(N)	1982/ 11 NOVEMBER
82/09/ - Eindhoven (Netherlands) International Federation for Housing and Planning. Gestion de la métropole. International seminary. <i>J H Léons. 43 Wassenaarneweg, Den Haag, Netherlands. T. 24 45 57. C. IFHP.</i>	(A 1826)	82/11/07-13 Seoul (Korea S) JAYCEES International. 37. World congress. P: 12000-. C: 80-, <i>Séoul JAYCEES. 23 Myungryoon-dong. 1-Ga Chongro-ku. Seoul. Korea S.</i>
82/09/ - Kobenhavn (Denmark) International micrographie congress. P: 500- <i>W J McGlone. PO B0x 34146. Washington DC 20034, USA.</i>	(N)	82/11/09-12 Praha (Czechoslovakia) European Union of Phoniatricians / Czechoslovak Oto-Rhino-Laryngological Society, Phoniatic Section. 7. Congress of européen phoniatricians. (B7642) <i>Czech Medical Society, Vitezneho unora 31. 120 26 Praha 2, Czechoslovakia.</i>
82/09/ - Seoul (Korea S) 4. International Ginseng symposium. P: 2000-. C: 30- <i>Korea Ginseng and Tobacco Research Inst, 112 Ineui-dong. Chongro-ku, Séoul, Korea S.</i>	(N)	82/11/14-19 Cape Town (South Africa) American Society of Civil Engineers. 18. International conference on coastal engineering <i>Prof Billy L. Edge. Coastal Engineering Res Cl. Dept of Civil Engineering-Clemson Univ. Clemson SC 29631. USA.</i>
82/09/ - Seoul (Korea S) 9. Asian congress of pharmaceutical sciences. P: 1000-. C: 13- <i>Korean Pharmaceutical Asn. 18-13 Kwancheol-dong, Chongro-ku. Seoul, Korea S.</i>	(N)	82/11/19-22 Paris (France) Association de recherche et d'étude pour la formation à la fonction uoigante. 10 Journées : la relaxation <i>B Folioi Square Jasmin 11. F-75016 Paris. France.</i>
82/09/ - (3rd Qtr) London (UK) Libertarian International.. <i>Libertarian Int. PO Box 190. Adelaide St Postal Station. Toronto, Canada.</i>	(N)	82/11/21 New Delhi (India) Asian Weiohtlifting Federation. Annual, elective. Asian games congress. P: 100-. C:26- <i>Mr Esmail Kadkhodazadeh, Gen Sec AWF. PO Box 1 1-1642, Tehran. Iran. Mr D N Sarkar. Sec. Indian W/L Fed. 2/2 Bajishipur. 2nd Bye Ld. Howrah. India.</i>
		82/11/ - Vysoke Tatry (Czechoslovakia) Czechoslovak Society of Hygiene. Conference of hygienists: Tasks for the further security of a general harmonic development of the child <i>Slovak Medical Society, Mickiewiczova 18/1. 883 22 Bratislava. Czechoslovakia.</i>

1982 / 12 DECEMBER

82/12/06-10 New Delhi (India)

International Civil Airports Association. 22. Annual congress on the role of airports in developing a region and promoting tourism. (A 1504)

G Hill. Bldg 226 Orly Sud 103, F-94396 Orly Aerogare CEDEX, France. T. 687 12 34 Ext 28 88 - 33 86. Tx 2708038 Aeroport de Paris.

1982 / MONTH NOT DETERMINED

82/-/- Dublin (Ireland) (N)

7. conference on astrophysical and laboratory X-ray and UV spectroscopy of plasmas

Prof P K Carroll, Physics Dept. University College, Belfield. Dublin 4. Ireland.

82/-/- London (UK) (N)

Epilepsy International. Congress. (-)

Epilepsy International, Patsy McCall, Via G Gozzi 1, I-20129 Milano, Italy.

82/-/- Ottawa (Canada)

International Astronomical Union / International Union of Theoretical and Applied Mechanics / Committee on Space Research. Meeting on impact processes of solid bodies. (A 1382/A2788/A0323)

Patrick A Wayman, Ave de l'Observatoire 61, F-75014 Paris, France.

82/-/- Ottawa (Canada)

International Astronomical Union / Committee on Space Research. Meeting on interiors, atmospheres, ionospheres and magnetospheres of gaint planets and their satellites. (A 1382/A0323)

Patrick A Wayman, Ave de l'Observatoire 61, F-75014 Paris, France.

82/-/- Ottawa (Canada)

International Astronomical Union / Committee on Space Research Meeting on gamma-ray astronomy in perspective of future space experiments. (A1382/A0323)

Patrick A Wayman, Ave de l'Observatoire 61, F-75014 Paris, France.

82/-/- Ottawa (Canada)

International Astronomical Union / Committee on Space Research Meeting on advanced space instrumentation in astronomy. (A1382/A0323)

Patrick A Wayman. Ave de l'Observatoire 61, F-75014 Paris. France.

82/-/- Ottawa (Canada)

International Astronomical Union / Committee on Space Research / SCOS-TEP. Symposium on solar maximum year.

(A1382/A0323)

Patrick A Wayman, Ave de l'Observatoire 61. F-75014 Paris. France.

827 -/- Ottawa (Canada)

Committee on Space Research / International Union of Theoretical and Applied Mechanics / International Astronomical Union. Symposium on impact processes of solid bodies. (A0323/A2788/A1382)

Patrick A Wayman. Ave de l'Observatoire 61. F-75014 Paris. France.

82/-/- Poznan (Poland)

European Association for Research on Plant Breeding. Section Oil and Protein Crops. Workshop on rapeseed.

(A0556)

PO Box 128. Wageningen. Netherlands.

82/-/- Tokyo (Japan)

International Institute of Administrative Sciences. Round table. (A2138)

Jacques Stassen. rue de la Charité 25, B-1040 Bruxelles, Belgium. T. 218 42 45. C. Interadmin.

82/-/- (Poland)

Committee on Data for Science and Technology. Conference. (B0319)

Prof E F Westrum Jr. Dept of Chemistry. Univ of Michigan. Ann Arbor MI 48109. USA.

82/-/- (Portugal)

International Federation of Air Line Pilots Associations. 37. Conference. (A1851)

Captain L Taylor. 1 Hyde Park Place. London W2 2LH. UK. T. 723 8812. C. interpilot. London W2.

1983

1983/02 FEBRUARY

83/027 - Kuala Lumpur (Malaysia)

Malaysia Psychiatric Association. 4. ASEAN forum on child and adolescent psychiatry. P: 250-

Malaysia Psychiatric Association, c/o 4th Fl -MMA House, 124 Jalan Pahang, Kuala Lumpur, Malaysia.

1983/03 MARCH

83/03/16-19 Nyborg (Denmark)

Association of Speech Trainers Nordic meeting. P: 600-
Spaditt, Congress Service, Sommervej 3, DK-3100 Hornbaek. Denmark.

83/03/28-31 Tokyo (Japan)

International Industrial Relations Association. 6 World congress: Industrial relations. (A2117)

Efrén Cardova, c/o ILO, CH- 1211 Geneve 22, Switzerland

1983 / 04 APRIL

83/04/26-29 Hamburg (Germany FR)

World conference on transport research. P: 400-500
Congress Centrum Hamburg, Jungiusstrasse, Postfach 30 23 60, D-2000 Hamburg 36. Germany FR,

1983 / 05 MAY

83/05/02-06 Brussels (Belgium)

8. Congres mondial de phlebologie
D Shanni, SdR Associated. Ave des Abeilles 16, B-1050 Bruxelles. Belgium.

83/05/22-26 London (UK)

European Ready Mixed Concrete Organisation. 7. Congress. P: 1500-. (-)
Mr R Anderson, British Ready Mixed Concrete Association, Shepperton House, Green Lane. Shepperton, Middx, UK.

83/05/24-28 Brussels (Belgium)

European Nuclear Medicine Society. Annual meeting. P: 1000-. C: 23-. Ex.

(B2753)

P Blockx. Akademisch Ziekenhuis Antwerpen. Dienst Nucléaire Geneeskunde. Wilrijkstraat 10. B-2520 Edogem, Belgium.

1983/06 JUNE

83/06/02-04 Kobenhavn (Denmark)

Zonta International - International Service Organization of Executive and Professional Women. Conference. P: 400-
Spadille Congress Service. Sommervej 3, DK-3100 Hornbaek, Denmark.

83/06/06-10 Helsinki (Finland)

10 International symposium on human factors in telecommunications. P: 100-. inv.

(N)

Mr Leif Nyberg, General Direction of Posts. PO Box 528. SF-00 10 1 Helsinki 10. Finland.

83/06/26-07/01 Dublin (Ireland)

World congress on fertility and sterility
Congresses and Expositions, 44 Northumberland Rd, Dublin, Ireland.

(N)

1983 / 08 AUGUST

83/08/14-19 Stockholm (Sweden)

International Council for Building Research Studies and Documentation 9. Congress. (A 1723)

704 Weena, PO Box 20704. NL-3001 JA Rotterdam-3, Netherlands. T. 116181. Tx Bouwcentrum n 22530.

83/08/27-09/02 Hamburg (Germany FR)

International College of Psychosomatic Medicine. 7. Congress. P: 1000-. (A4072)

Congress Centrum Hamburg. Jungiusstrasse. Postfach 30 23 60, D-2000 Hamburg 36, Germany FR.

1983 / 09 SEPTEMBER

83/09/02-08 Vancouver (Canada)

International Association for Bridge and Structural Engineering. 12. Con-

gress. (A 1177)

A Golay. ETH-Honggerberg. CH-S093 Zürich, Switzerland. T. 377 26 27. Tx 54354 EHOPZ CH. C. Acierbeton CH-8093 Zurich.

83/09/25-30 Venezia (Italy)

International Association for Bridge and Structural Engineering. Symposium. (A 1177)

A Golay. ETH-Honggerberg. CH-8093 Zurich. Switzerland. T. 377 26 27. Tx 54354 EHOPZ CH. C. Acierbeton CH-8093 Zurich.

83/09/26-30 Seoul (Korea S)

American Society of Travel Agents. 53. World travel congress. P. 10000-. C: 120-. (B6357)

Convention Bureau. Korea National Tourism Corp. 60-1 Chungmu-ro. 3-Ca Chung-ku. Seoul. Korea S.

83/09/- Genève (Switzerland)

International Astronomical Union. Symposium on observational tests in stellar evolution. (A1382)

Prof A Maede, Observatoire de Genève. CH-1290 Sauverny. Switzerland.

83/09/- Seoul (Korea S)

9. Asian and Oceanian congress of obstetricians and gynecologists. P: 1000-
Korean Asn of Obstetricians and Gynecologists. 302-75 Dongbu ichon-dong, Yongsan-ku, Seoul. Korea S.

(N)

83/09/- Seoul (Korea S)

Federation of the Asian Master Tailors. 10. General congress. P: 150-. C: 10-
Korea Fed of Master Tailors. 22-5 Chungmu-ro. 1-Ga Chung-ku. Seoul, Korea S.

(N)

